

Principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation en 2012, 2013 et 2014

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 13 mai 2015, par rapport à la publication de l'année précédente (15 mai 2014), ainsi qu'aux dernières publications des comptes trimestriels (premiers résultats du 13 février 2015, résultats détaillés du 26 mars 2015). Cette note se concentre sur les révisions intervenues sur les taux de croissance des agrégats, qui sont liées à l'arrivée d'un certain nombre de sources statistiques non disponibles auparavant.

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la Nation pour une année donnée fait l'objet de quatre estimations successives. En premier lieu, une toute première estimation d'une partie des comptes de l'année n est fournie à l'occasion de la sortie des comptes trimestriels du quatrième trimestre : première estimation de la croissance et de l'équilibre entre ressources (PIB, importations) et emplois finals (consommation, investissement, exportations, variations de stocks) à la mi-février de l'année $n+1$; première estimation du compte des sociétés non financières et de celui des ménages à la fin mars de l'année $n+1$. Ces premières estimations issues des comptes trimestriels sont corrigées des jours ouvrables (CJO). En second lieu, à la mi-mai de l'année $n+1$, sont publiés des comptes annuels complets bruts (c'est-à-dire non corrigés des jours ouvrables) pour l'année n (compte provisoire), l'année $n-1$ (compte semi-définitif) et l'année $n-2$ (compte définitif).

- Pour un compte provisoire, les révisions par rapport à la première estimation fournie par les comptes trimestriels proviennent principalement de trois éléments. Tout d'abord, l'établissement du compte provisoire nécessite d'intégrer les comptes définitif de l'année $n-2$ et semi-définitif de l'année $n-1$; cette intégration conduit à modifier certaines évaluations relatives à l'année n . Ensuite, le compte provisoire est calé sur des données annuelles devenues disponibles dans l'intervalle, en particulier le compte des administrations publiques, le compte des institutions financières et le compte de l'agriculture. Enfin, le compte provisoire intègre le résultat d'un travail spécifique, visant à assurer la cohérence - d'un point de vue économique - des équilibres emplois-ressources par produit en volume et en prix à un niveau fin.
- Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version semi-définitive. Ces statistiques annuelles d'entreprises font la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes sectorielles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.
- Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version définitive. En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises.

Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2014, les comptes annuels définitif 2012 et semi-définitif 2013 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2012 et provisoire 2013 publiés l'an passé. En outre, le compte provisoire 2014 apporte des révisions aux premières estimations fournies lors des publications des comptes trimestriels relatifs au quatrième trimestre, intervenues mi-février et fin mars 2015.

Révisions apportées à la fiche de PIB

Tableau A : Fiche de PIB en volume (évolutions en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries			
	2012	2013	2014 (CJO)	2012	2013	2014	2014 (CJO)
Produit intérieur brut	0,3	0,3	0,4	0,2	0,7	0,2	0,2
Importations	-1,3	1,7	3,9	0,7	1,7	3,8	3,9
Dépenses de consommation des ménages	-0,5	0,2	0,6	-0,3	0,4	0,6	0,6
Dépenses de consommation des administrations publiques	1,7	2,0	1,9	1,6	1,7	1,5	1,5
Formation brute de capital fixe (FBCF) totale	0,3	-1,0	-1,6	0,2	-0,6	-1,2	-1,2
<i>dont : ménages</i>	-2,2	-3,1	-5,9	-2,1	-1,5	-5,3	-5,3
<i>entreprises non financières (ENF)</i>	0,1	-0,9	0,7	-0,2	0,5	2,0	2,0
<i>administrations publiques (APU)</i>	1,6	1,0	-3,3	1,8	0,1	-6,9	-6,9
Exportations	1,1	2,2	2,9	2,5	1,7	2,4	2,4
Stocks (contribution au PIB)	-0,6	-0,2	0,3	-0,6	0,2	0,2	0,2

Tableau B : Fiche de PIB en valeur (évolutions en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries			
	2012	2013	2014 (CJO)	2012	2013	2014	2014 (CJO)
Produit intérieur brut	1,5	1,1	1,3	1,3	1,4	0,8	0,7
Importations	0,5	0,1	1,5	2,4	0,4	1,3	1,5
Dépenses de consommation des ménages	1,0	0,8	1,0	1,2	1,2	0,6	0,6
Dépenses de consommation des administrations publiques	2,4	2,4	1,9	2,4	2,1	1,6	1,6
Formation brute de capital fixe (FBCF) totale	1,8	-0,6	-1,3	1,6	-0,2	-1,2	-1,2
<i>dont : ménages</i>	-0,7	-2,9	-4,3	-0,7	-1,4	-3,9	-3,9
<i>entreprises non financières (ENF)</i>	1,5	-0,4	0,7	1,1	1,1	1,7	1,7
<i>administrations publiques (APU)</i>	3,5	1,4	-3,6	3,6	0,4	-7,3	-7,3
Exportations	2,6	1,8	2,1	4,0	1,3	1,4	1,4
Stocks (contribution au PIB)	-0,6	-0,3	0,4	-0,6	0,0	0,3	0,3

Tableau C : Fiche de PIB en prix (évolutions en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries			
	2012	2013	2014 (CJO)	2012	2013	2014	2014 (CJO)
Produit intérieur brut	1,2	0,8	0,9	1,2	0,8	0,6	0,6
Importations	1,8	-1,6	-2,2	1,7	-1,3	-2,4	-2,4
Dépenses de consommation des ménages	1,4	0,6	0,5	1,4	0,8	0,0	0,0
Dépenses de consommation des administrations publiques	0,7	0,5	0,0	0,7	0,4	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe (FBCF) totale	1,5	0,4	0,3	1,4	0,4	0,0	0,0
<i>dont : ménages</i>	1,6	0,2	1,6	1,4	0,1	1,4	1,4
<i>entreprises non financières (ENF)</i>	1,4	0,5	0,0	1,3	0,5	-0,3	-0,3
<i>administrations publiques (APU)</i>	1,8	0,4	-0,3	1,7	0,3	-0,5	-0,5
Exportations	1,5	-0,4	-0,8	1,4	-0,3	-0,9	-0,9
Stocks (contribution au PIB)	0,1	-0,1	0,1	0,0	-0,2	0,1	0,1

Anciennes séries : comptes nationaux annuels publiés le 15 mai 2014 et comptes nationaux trimestriels publiés le 26 mars 2015

Nouvelles séries : comptes nationaux annuels et trimestriels publiés le 13 mai 2015

Lecture : les données pour 2012 et 2013 sont les données brutes. Pour l'année 2014, les anciennes séries correspondent aux estimations CJO des résultats détaillés du 26 mars 2015 (les données brutes n'étant alors pas publiées). Pour les nouvelles séries, les tableaux présentent de ce fait à la fois les nouvelles estimations brutes et CJO pour 2014. L'impact de la CJO sur les évolutions annuelles des indicateurs agrégés est en général faible.

A) Principales révisions intervenues sur le compte définitif 2012 par rapport au compte semi-définitif 2012

Tableau 1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2012

Fiche de PIB en volume	Niveau 2011 (Md€)	Niveau 2012 (Md€)		2012, en évolution (%)				
	Définitif	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Définitif	Révision par rapport au provisoire	Révision par rapport au semi-définitif
PIB	2 059	2 066	2 063	0,0	0,3	0,2	0,2	-0,2
Importations	625	617	629	-1,1	-1,3	0,7	1,7	2,0
Dépenses de consommation	1 634	1 638	1 639	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1
- dont ménages	1 107	1 102	1 104	-0,4	-0,5	-0,3	0,2	0,2
- dont APU	486	494	494	1,4	1,7	1,6	0,2	-0,1
- dont ISBLSM	41	42	41	1,9	2,1	0,7	-1,3	-1,4
FBCF totale	462	463	463	-1,2	0,3	0,2	1,5	0,0
- dont ménages	112	109	109	-0,3	-2,2	-2,1	-1,9	0,1
- dont ENF	248	249	248	-2,1	0,1	-0,2	1,9	-0,3
- dont APU	82	83	83	-0,5	1,6	1,8	2,4	0,3
- dont autres	20	22	22	0,3	10,7	12,1	11,8	1,4
Exportations	573	579	587	2,4	1,1	2,5	0,2	1,5
Variations de stocks	16	4	3					
Contributions								
Demande intérieure hors stocks	2 096	2 101	2 102	-0,1	0,3	0,3	0,4	0,1
Consommation des ménages	1 107	1 102	1 104	-0,2	-0,2	-0,1	0,1	0,1
Consommation des APU	486	494	494	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0
FBCF totale	462	463	463	-0,2	0,1	0,1	0,3	0,0
Variations de stocks	16	4	3	-0,9	-0,6	-0,6	0,2	0,0
Commerce extérieur	-53	-39	-42	1,0	0,7	0,5	-0,5	-0,2

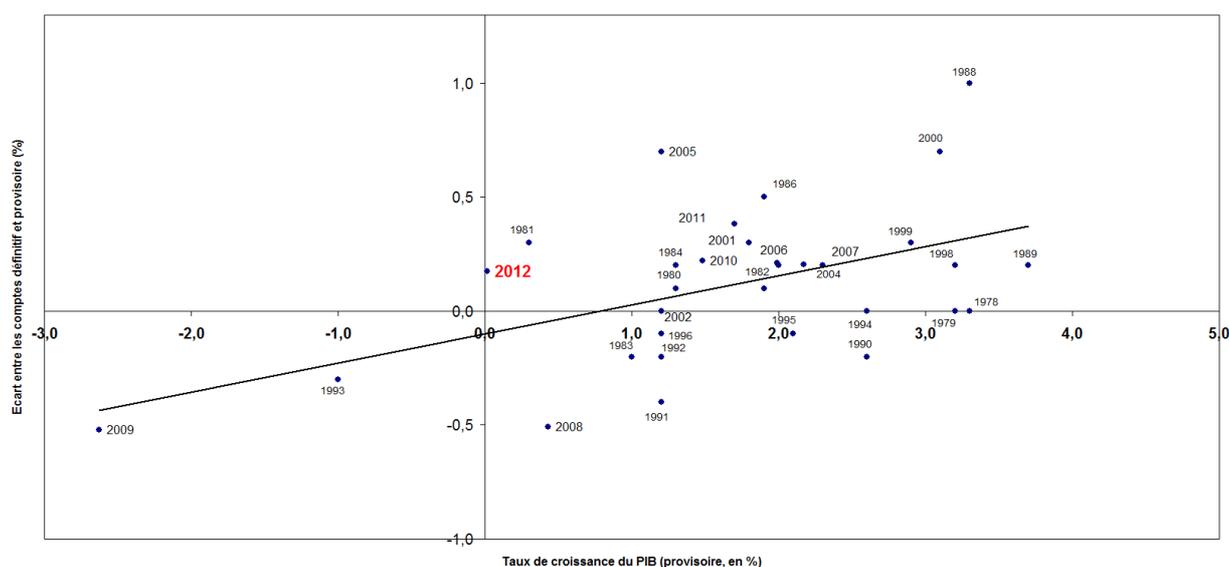
Tableau 2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte 2012

Fiche de PIB en valeur	Niveau 2011 (Md€)	Niveau 2012 (Md€)		2012, en évolution (%)				
	Définitif	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Définitif	Révision par rapport au provisoire	Révision par rapport au semi-définitif
PIB	2 059	2 091	2 087	1,5	1,5	1,3	-0,2	-0,2
Importations	625	628	640	0,8	0,5	2,4	1,5	1,9
Dépenses de consommation	1 634	1 657	1 659	1,8	1,4	1,5	-0,3	0,1
- dont ménages	1 107	1 117	1 120	1,4	1,0	1,2	-0,3	0,2
- dont APU	486	498	498	2,6	2,4	2,4	-0,3	0,0
- dont ISBLSM	41	42	42	2,6	2,5	2,5	-0,1	0,0
FBCF totale	462	470	469	0,5	1,8	1,6	1,2	-0,2
- dont ménages	112	111	111	2,1	-0,7	-0,7	-2,8	-0,1
- dont ENF	248	252	251	-0,8	1,5	1,1	1,9	-0,4
- dont APU	82	84	85	1,7	3,5	3,6	2,0	0,1
- dont autres	20	22	22	1,5	11,9	13,1	11,6	1,2
Exportations	573	587	595	3,6	2,6	4,0	0,4	1,4
Variations de stocks	16	5,0	3,5					
Contributions								
Demande intérieure hors stocks	2 096	2 127	2 128	1,6	1,5	1,6	0,0	0,1
Consommation des ménages	1 107	1 117	1 120	0,8	0,5	0,6	-0,2	0,1
Consommation des APU	486	498	498	0,6	0,6	0,6	-0,1	0,0
FBCF totale	462	470	469	0,1	0,4	0,4	0,3	0,0
Variations de stocks	16	5	4	-0,7	-0,6	-0,6	0,1	-0,1
Commerce extérieur	-53	-41	-45	0,7	0,6	0,4	-0,3	-0,2

Le PIB s'établit à 2 086,9 Md€ en valeur en 2012 ; il progresse de 27,6 Md€, soit une révision à la baisse de 4,1 Md€ par rapport au compte semi-définitif.

En volume, la croissance du PIB est révisée à la baisse de - 3,1 Md€, soit - 0,2 point. Côté demande, l'évolution des dépenses de consommation est relevée de + 1,4 Md€, avec + 2,3 Md€ pour les dépenses de consommation des ménages et respectivement -0,3 et -0,6 Md€ pour celles des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). L'évolution de la FBCF est revue de - 0,2 Md€, la FBCF des entreprises non financières étant révisée à la baisse (- 0,7 Md€) tandis que celle des autres secteurs institutionnels est révisée en hausse. L'évolution des variations de stocks en volume est révisée à la baisse de 0,5 Md€, sa contribution au PIB restant inchangée à - 0,6 point. Enfin, la progression des importations en volume est relevée de 12,2 Md€ et celle des exportations de + 8,4 Md€, si bien que la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB en volume diminue de 0,2 point.

Graphique A0 : lien entre croissance et révisions entre les comptes provisoire et définitif



Les chiffres en comptabilité annuelle ne corrigent pas des effets calendaires. Cependant, la correction pour jours ouvrables étant actuellement estimée à + 0,1 point par les comptes trimestriels pour 2012, la croissance du PIB en volume corrigée des jours ouvrables devrait s'établir à + 0,3 % pour 2012. Ce chiffre reste à confirmer, puisque la correction pour jours ouvrables sera réestimée au printemps prochain.

A.1. LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION EST REVUE EN HAUSSE.

Par rapport au compte semi-définitif, la croissance des **dépenses de consommation totales** en 2012 est révisée à la hausse en valeur (+ 1,5 % contre + 1,4 %) et en volume (+ 0,3 % contre + 0,2 %).

Les dépenses de consommation des ménages en volume reculent moins qu'au compte semi-définitif.

En 2012, les dépenses de consommation des ménages augmentent de + 1,2 % en valeur mais reculent de - 0,3 % en volume, soit une révision de + 0,2 point par rapport au compte semi-définitif en valeur comme en volume.

En valeur, les révisions par rapport au compte semi-définitif (+ 2,2 Md€) s'expliquent par :

- l'actualisation de sources (+ 1,1 Md€), en particulier du solde territorial dont l'évolution a été fortement revue par la publication de la dernière balance des paiements (+ 0,8 Md€) ;
- des arbitrages (+1,0 Md€) après confrontation de la consommation des ménages d'une part avec la consommation commercialisable telle que mesurée par Esane (+ 0,1 Md€) et d'autre part avec les équilibres ressources emplois (+ 0,9 Md€). La consommation en restauration a été ainsi revue en hausse (+ 0,7 Md€) après prise en compte du chiffre d'affaire des restaurateurs dans Esane.
- la prise en compte de la consommation en cigarettes électroniques (+ 0,1 M€), produit qui apparaît dans les comptes en 2012.

Un certain nombre de nouvelles méthodes ou de sources ont été mobilisées pour le compte définitif mais avec un impact total nul sur la consommation : prise en compte de nouveaux indicateurs issus du compte de transport pour la consommation en essence sans plomb et gazole (+ 0,4 Md€), meilleure couverture de la consommation en savon, produits d'entretien et parfums (- 0,4 Md€), meilleur suivi de la dépense en transport ferroviaire (- 0,2 Md€), meilleur suivi de l'enseignement marchand (+ 0,2 Md€).

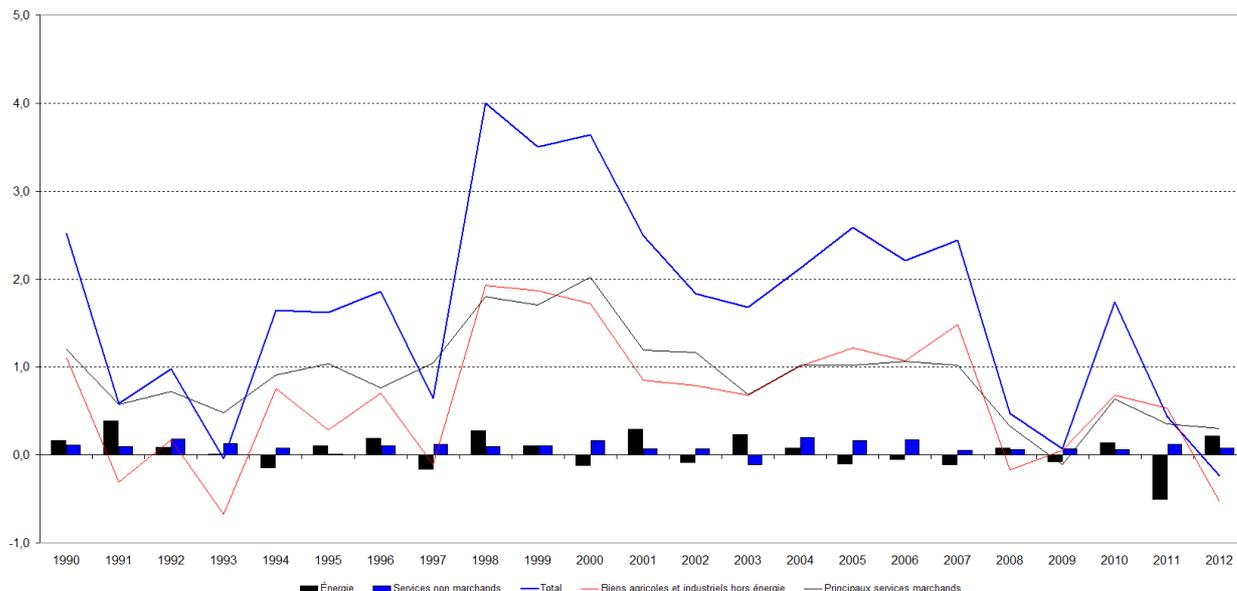
Ces révisions des dépenses en valeur se retranscrivent en volume. Les déflateurs de la consommation par produit sont en général quasi inchangés entre le compte semi-définitif et le compte définitif, car assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles précédemment et non révisés. Les déflateurs des produits pour lesquels l'IPC n'est pas retenu, en général parce que ces produits ne sont pas dans le champ de l'IPC (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés -Sifim-, loyers imputés) ou mesurés selon des concepts différents (assurance, crédit d'impôt), n'ont pas été sensiblement révisés.

Tableau A.1 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

	2011	2012				2012				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD		
Ensemble	1 107	-5	-3	-0,5%	-0,3%	10,6	12,8	1,0%	1,2%	0,2%	0,2%	0,0%
Agriculture	29	-0,5	0,0	-1,6%	0,1%	1,2	1,7	4,1%	5,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	46	3,0	2,8	6,6%	6,2%	5,2	5,0	11,4%	11,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	164	0,0	0,2	0,0%	0,1%	5,0	5,2	3,0%	3,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	49	-0,8	-0,4	-1,6%	-0,9%	1,9	2,3	4,0%	4,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	33	1,6	1,6	4,9%	4,7%	-0,2	-0,3	-0,6%	-0,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	66	-5,2	-5,5	-8,0%	-8,4%	-3,8	-4,1	-5,8%	-6,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres branches industrielles	145	-2,2	-2,3	-1,5%	-1,6%	0,4	0,3	0,3%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Construction	17	-0,1	-0,1	-0,9%	-0,9%	0,5	0,5	3,1%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Commerce	13	-0,5	-0,7	-4,3%	-5,4%	-0,2	-0,3	-1,3%	-2,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Transport	35	0,0	0,2	0,0%	0,6%	0,9	1,1	2,6%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Hébergement-restauration	71	-1,3	-0,6	-1,8%	-0,8%	0,7	1,4	0,9%	1,9%	0,1%	0,1%	0,0%
Information-communication	55	1,3	1,6	2,4%	3,0%	-3,4	-3,0	-6,3%	-5,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Services financiers	61	0,4	0,4	0,6%	0,6%	-2,4	-2,4	-3,9%	-4,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services immobiliers	207	2,4	2,4	1,2%	1,2%	5,8	5,8	2,8%	2,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	23	-0,1	-0,1	-0,2%	-0,2%	0,3	0,3	1,2%	1,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Services non marchands	61	1,1	0,9	1,8%	1,5%	2,4	1,9	3,9%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	40	-0,1	0,0	-0,2%	0,0%	0,6	0,8	1,4%	2,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits consommés hors du terr	-7	-4,0	-3,2	56,7%	45,5%	-4,2	-3,4	59,4%	48,1%	0,1%	0,1%	0,0%

Au total, les dépenses de consommation des ménages reculent, en volume, pour la première fois depuis 1993, du fait d'un recul des dépenses en biens agricoles et industriels (en particulier, en automobile) et malgré le rebond des dépenses énergétiques, après une année 2011 particulièrement douce (graphique A.2).

Graphique A.2 : dépenses de consommation, principales contributions à l'évolution en volume



Note de lecture :

Le poste « énergie » comprend deux niveaux A10 de la Naf rev. 2 : l'énergie, l'eau et les déchets d'une part et la cokéfaction et le raffinage d'autre part.

La croissance des dépenses de consommation des administrations publiques (APU) est peu modifiée.

En 2012, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de 2,4 % en valeur comme lors du compte semi-définitif (cf. tableau A.4) et de + 1,6 % en volume (contre + 1,7 % auparavant).

En valeur, la prise en compte de nouvelles données transmises par la DGFIP et la nouvelle estimation de la consommation de capital fixe pour les produits non marchands n'ont eu qu'un effet très marginal sur les dépenses de consommation des administrations publiques (- 300 M€).

La progression des dépenses individualisables est ainsi inchangée à + 2,1 % en valeur et légèrement révisée en volume à + 1,7 %. Parmi ces dépenses, celles en produits non marchands sont revues en très légère baisse, en particulier l'éducation (pour un montant très faible inférieur à 100 M€ en valeur). À l'inverse, les produits en santé marchande et non marchande sont révisés en très légère hausse, suite au calage sur les données du compte de la santé. La très légère modification de partage volume / prix provient du fait que pour l'éducation et la santé non marchandes, l'indice de volume est mesuré par une méthode « output¹ » dès le compte semi-définitif, les légères révisions de valeur se reportant alors sur les prix.

Les dépenses collectives augmentent de + 2,8 % en valeur (contre + 2,9 % au compte semi-définitif) et de + 1,4 % en volume (contre + 1,5 % au compte semi-définitif). La révision (- 0,2 Md€), qui affecte essentiellement les dépenses en consommation en administration publique, s'explique par la révision de la consommation de capital fixe.

¹ Contrairement aux méthodes dites « input » qui effectuent un partage de la production entre volume et prix en calculant un indice de prix des facteurs de production, les méthodes « output » cherchent à mesurer directement la production en volume : la Drees produit un indicateur de volume pour la santé non marchande en pondérant par leurs coûts relatifs les indices de variation des divers indicateurs d'activité hospitalière fournis par l'enquête Statistique annuelle des établissements. Pour l'éducation non marchande, l'indice de volume s'appuie sur le nombre d'élèves par filière.

Tableau A.4 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit

	2011	2012				2012				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD		
Consommation individualisable	314	5,5	5,5	1,8%	1,7%	6,7	6,7	2,1%	2,1%	0,0%	0,0%	0,0%
dont produits marchands	108	2,6	2,6	2,4%	2,4%	2,7	2,8	2,5%	2,6%	0,0%	0,0%	0,0%
dont santé	48	1,3	1,3	2,7%	2,6%	1,6	1,6	3,4%	3,4%	0,0%	0,0%	0,0%
dont industrie pharmaceutique	25	0,5	0,5	1,9%	2,1%	-0,3	-0,2	-1,1%	-0,9%	0,0%	0,0%	0,0%
dont autres	35	0,8	0,8	2,2%	2,3%	1,4	1,4	3,9%	4,0%	0,0%	0,0%	0,0%
dont produits non marchands	206	3,0	2,9	1,4%	1,4%	4,0	3,9	1,9%	1,9%	0,0%	0,0%	0,0%
dont santé	61	1,7	1,7	2,8%	2,7%	1,3	1,3	2,2%	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%
dont éducation	91	0,3	0,3	0,4%	0,4%	0,8	0,7	0,8%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%
dont administration publique	19	0,4	0,4	1,9%	1,9%	0,5	0,5	2,6%	2,7%	0,0%	0,0%	0,0%
dont autres	34	0,5	0,5	1,6%	1,5%	1,4	1,3	4,0%	3,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Consommation collective	172	2,6	2,4	1,5%	1,4%	5,0	4,8	2,9%	2,8%	0,0%	0,0%	0,0%
dont administration publique	161	2,3	2,1	1,4%	1,3%	4,6	4,4	2,8%	2,7%	0,0%	0,0%	0,0%
dont autres	11	0,3	0,3	2,6%	2,4%	0,4	0,3	3,6%	3,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Consommation totale	486	8,1	7,8	1,7%	1,6%	11,7	11,4	2,4%	2,4%	-0,1%	0,0%	0,0%

Contribution à la révision de la consommation totale des administrations publiques

Les dépenses de consommation des ISBLSM sont révisées à la baisse en volume.

En 2012, les dépenses de consommation des ISBLSM progressent de 2,5 % en valeur (comme au compte semi-définitif, cf. tableau A.5) et de 0,7 % en volume (soit une révision de - 1,4 point).

La révision en volume mais pas en valeur s'explique par une révision du partage volume / prix des activités des organisations associatives (- 0,5 Md€ en volume). Celui-ci se fait selon une méthode dite « input », chaque élément du coût de production étant déflaté, et a été révisé suite à un changement d'indice retenu pour effectuer le partage volume / prix de la masse salariale.

Tableau A.5 : révisions des dépenses de consommation des ISBLSM par produit

	2011	2012				2012				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD		
Ensemble	41	1	0	2,1%	0,7%	1,0	1,0	2,5%	2,5%	-1,4%	0,0%	1,5%
Services non marchands	24	0,5	0,3	1,9%	1,4%	0,7	0,8	3,0%	3,1%	-0,3%	0,1%	0,4%
Services aux ménages	17	0,4	-0,1	2,4%	-0,4%	0,3	0,3	1,7%	1,7%	-1,1%	0,0%	1,1%

A.2. LA FBCF DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES RECOULE EN 2012.

En 2012, le taux de croissance de la FBCF progresse légèrement (+ 0,2 % en volume, cf. tableau A.6). Il est révisé à la baisse du fait de la FBCF des entreprises non financières qui recule de - 0,2 % en volume contre + 0,1 % au compte semi-définitif. Au compte définitif, depuis la base 2010, un montant de FBCF corporelle des entreprises non financières est mesuré à partir d'Esane. La FBCF des entreprises non financières issue spontanément des équilibres ressources emplois a été ainsi rehaussée pour se rapprocher de ce montant, pour autant inférieur à celui retenu au compte semi-définitif.

La FBCF des ménages, très peu revue pour ce compte définitif, recule de 2,1 % en volume et de 0,7 % en valeur².

La FBCF des entreprises financières est révisée en légère hausse (+ 0,2 Md€), notamment pour prendre en compte de nouvelles informations sur les logiciels et les estimations à partir d'Esane de FBCF corporelle pour les auxiliaires financiers.

² Dans les comptes nationaux, la FBCF des ménages, pour l'essentiel en construction, s'appuie sur une analyse fine des équilibres ressources emplois et sur l'exploitation des enquêtes ESA. L'évolution retenue par les comptes nationaux est toutefois proche de celle retenue par le compte satellite du logement (- 2,8 % en volume, - 1,0 % en valeur).

Tableau A.6 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

	2011	2012				2012				Révision de la contribution			Révision		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX	VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%			Md€		
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD			DEF - SD		
Ménages	112	-2,5	-2,4	-2,2%	-2,1%	-0,7	-0,8	-0,7%	-0,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1	-0,1	-0,2
Entreprises non financières	248	0,3	-0,5	0,1%	-0,2%	3,8	2,8	1,5%	1,1%	-0,2%	-0,2%	-0,1%	-0,7	-1,0	-0,3
Administrations publiques	82	1,3	1,5	1,6%	1,8%	2,8	2,9	3,5%	3,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2	0,1	-0,1
Autres (IF notamment)	20	2,1	2,4	10,7%	12,1%	2,4	2,6	11,9%	13,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,3	0,2	0,0
Ensemble	462	1,2	1,1	0,3%	0,2%	8,3	7,5	1,8%	1,6%	0,0%	-0,2%	-0,1%	-0,2	-0,7	-0,6

Dans le détail, ces révisions s'expliquent essentiellement par une modification des ressources par produit (production et marges commerciales) qui trouve sa contrepartie notamment en FBCF. La FBCF en construction diminue ainsi de - 1,8 Md€, suite également à la prise en compte des informations issues des enquêtes ESA (sur la sous-traitance, le partage par secteur institutionnel). La FBCF en produits immobiliers (construction et frais liés), après le rebond de 2010 et 2011, est atone en 2012 à + 0,2 % (graphique A.8).

La FBCF en logiciels est révisée également à la baisse de - 0,8 Md€, celle en installation et réparation de machine et d'équipement de - 0,5 Md€.

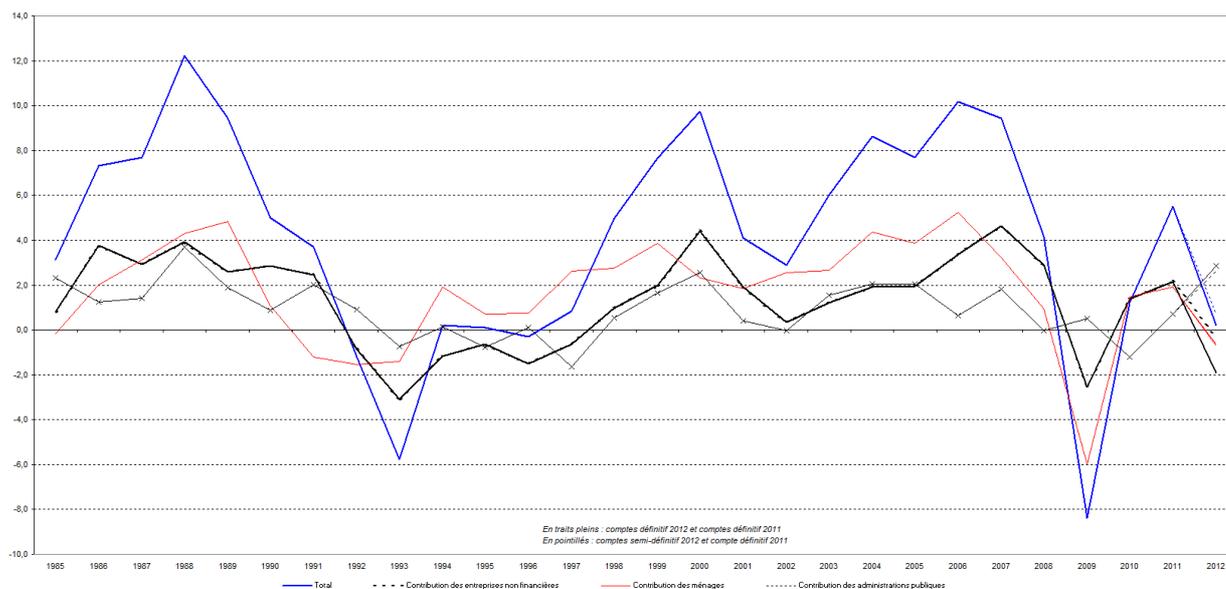
En revanche, certains produits sont révisés en hausse et en particulier la FBCF en matériel de transport (+ 0,3 Md€) du fait d'une révision à la hausse de la FBCF en automobile (+1,1 Md€) et malgré la baisse de la FBCF en autre matériel de transport (- 0,8 Md€), suite à la non prise en compte au définitif d'une barge de forage (cf. partie sur les importations). La FBCF en R&D est révisée en hausse de + 0,6 Md€ pour prendre en compte les dernières données du ministère de la recherche. La FBCF en biens d'équipement est revue en hausse de 0,8 Md€.

Le partage volume / prix a été légèrement modifié : pour la plupart des produits, le partage volume / prix de la FBCF est un solde de l'ERE et résulte des prix retenus pour la production, pour le commerce extérieur et pour la consommation finale. L'amélioration de la cohérence interne des ERE a amené ainsi à revoir le partage volume / prix de la FBCF en entretien et réparation et en automobile (prix de la FBCF rapproché du prix de consommation finale plutôt que du prix de consommation intermédiaire). Par ailleurs, un nouvel indice a été utilisé pour le partage volume / prix de la FBCF des ménages en promotion immobilière (l'indice de prix du logement neuf remplace l'évolution des prix moyens tirés de l'enquête sur la commercialisation des logements neufs).

Tableau A.7 : principales révisions de la FBCF par produit

	2011	2012				2012				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD		
Ensemble	462	1,2	1,1	0,3%	0,2%	8,3	7,5	1,8%	1,6%	0,0%	-0,2%	-0,1%
Agriculture	1	0,1	0,1	7,4%	15,5%	0,1	0,2	17,3%	25,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	0	0,0	0,0			0,0	0,0			0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	35	0,1	0,9	0,3%	2,7%	0,3	1,2	0,9%	3,3%	0,2%	0,2%	0,0%
Matériels de transport	29	0,3	0,7	0,9%	2,3%	0,5	0,8	1,8%	2,8%	0,1%	0,1%	0,0%
Autres branches industrielles	33	0,4	0,3	1,3%	1,0%	1,2	0,8	3,6%	2,5%	0,0%	-0,1%	-0,1%
Construction	220	-3,7	-5,5	-1,7%	-2,5%	1,3	-0,6	0,6%	-0,3%	-0,4%	-0,4%	0,0%
Information-communication	54	3,6	2,8	6,6%	5,1%	3,9	3,1	7,2%	5,7%	-0,2%	-0,2%	0,0%
Services immobiliers	5	-0,1	-0,1	-2,9%	-2,8%	-0,1	-0,2	-2,9%	-3,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	82	0,5	1,7	0,6%	2,0%	0,9	2,0	1,1%	2,4%	0,2%	0,2%	0,0%
Services aux ménages	2	0,2	0,2	7,1%	9,2%	0,2	0,2	7,4%	9,6%	0,0%	0,0%	0,0%

Graphique A.8 : investissement en produits liés à l'immobilier (en valeur)



A.3. LA CONTRIBUTION DES VARIATIONS DE STOCKS À LA CROISSANCE N'EST PAS MODIFIÉE PAR RAPPORT AU COMPTE SEMI-DÉFINITIF.

Les entreprises continuent de reconstituer leurs stocks en 2012, un peu moins fortement au compte définitif qu'au compte semi-définitif (respectivement + 2,7 Md€ et + 4,3 Md€). Comme au compte semi-définitif, la contribution des variations de stock à la croissance est cependant négative (- 0,6 point, tableau A.9), les entreprises ayant plus fortement stocké en 2011. Les variations de stocks des produits pour lesquels Esane est la source d'information ont été très peu révisées (- 0,3 Md€³) ; les variations de stock des autres produits ont en revanche été révisées à la baisse de 1,2 Md€.

Les révisions à la baisse des variations de stocks portent principalement sur l'industrie agro-alimentaire (- 1,2 Md€), sur les produits agricoles suite à la prise en compte de nouveaux indices de prix (- 0,7 Md€). Les révisions à la hausse portent sur les produits des autres matériels de transport (+ 0,6 Md€). En volume, la contribution des variations de stocks à la croissance est également inchangée à - 0,6 point.

De manière générale, le partage volume / prix des variations de stocks (producteurs, utilisateurs et commerçants) est réalisé à partir des prix de la production et des consommations intermédiaires. Ces derniers ont bougé pour un certain nombre de produits entre le compte semi-définitif et le compte définitif. La révision du partage volume / prix s'explique essentiellement par les variations des stocks agricoles, dont les prix de production ne sont connus qu'avec retard.

³ Les variations de stocks dans Esane ont en réalité été encore moins révisées (- 0,2 Md€) ; les variations de stock finalement retenues pour le compte semi-définitif étant moins éloignées de la cible que pour le compte définitif (respectivement arbitrage de - 100 et - 200 M€).

Tableau A.9 : principales révisions des variations de stocks par produit

	2011	2012				2012				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	contrib %	contrib %	Md€	Md€	contrib %	contib %	%		
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD		
Ensemble	16	-12,5	-13,0	-0,6%	-0,6%	-11,4	-12,9	-0,6%	-0,6%	0,0%	-0,1%	0,0%
Agriculture	1	1,6	1,7	0,1%	0,1%	3,3	2,6	0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	0	-0,2	-0,1	0,0%	0,0%	-0,2	-0,1	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	2	-3,1	-4,0	-0,1%	-0,2%	-3,0	-4,3	-0,1%	-0,2%	0,0%	-0,1%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	0	-0,5	-0,8	0,0%	0,0%	-0,5	-0,9	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	3	-2,3	-3,0	-0,1%	-0,1%	-2,3	-3,0	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	2	-2,8	-2,0	-0,1%	-0,1%	-2,8	-2,0	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres branches industrielles	6	-4,8	-4,7	-0,2%	-0,2%	-5,4	-5,2	-0,3%	-0,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Construction	0	0,5	0,5	0,0%	0,0%	0,6	0,6	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Information-communication	1	-0,2	-0,2	0,0%	0,0%	-0,2	-0,2	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	0	-0,8	-0,5	0,0%	0,0%	-0,8	-0,5	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	0	-0,1	0,0	0,0%	0,0%	-0,1	0,0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

% en contribution du PIB

A.4. LA PROGRESSION DES EXPORTATIONS EST RÉVISÉE EN HAUSSE.

En 2012, le taux de croissance des exportations en valeur est revu à la hausse entre le compte semi-définitif et le compte définitif (respectivement + 2,6 % et + 4,0 %). Cette révision à la hausse est essentiellement imputable aux données de la balance des paiements.

Celle-ci a, depuis la publication du compte semi-définitif 2012, publié un nouveau rapport d'activité selon son nouveau manuel, le BPM6, qui remplace le BPM5. Ce nouveau manuel correspond à une nouvelle nomenclature de services et à de nouveaux concepts, cohérents avec le SEC 2010⁴. Par ailleurs, le niveau des données a également été fortement révisé suite à l'intégration des données, pour l'année 2012, de l'enquête sur les échanges internationaux de service (ECEIS), qui complète les Déclarations Directes Générales (DDG) des plus gros importateurs et exportateurs.

Au total, les exportations de services sont révisées de l'ordre de 9,2 Md€ du fait de la prise en compte des nouvelles données de la balance des paiements⁵. Ces révisions touchent les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+ 3,1 Md€), les services administratifs et de soutien (+ 2,8 Md€), l'information et la communication (+ 1,3 Md€), les transports (+ 0,5 Md€) ou les activités financières ou d'assurance (- 0,7 Md€).

Par ailleurs, les nouvelles données de la balance des paiements ont également un impact sur les exportations de biens via les révisions sur le négoce international. Depuis la base 2010 et conformément au SEC 2010, le négoce international n'est plus considéré comme un service commercial mais comme une marge comptabilisée en exportation des biens qui font l'objet de négoce : la révision dans les données de la balance des paiements du négoce international (- 1,4 Md€ sur l'évolution du négoce entre 2011 et 2012) se répercute donc sur les exportations de biens dans les comptes nationaux, et notamment sur les produits chimiques (- 500 M€) ou les produits pharmaceutiques (- 200 M€).

En volume, la progression des exportations est également revue à la hausse par rapport au compte semi-définitif (à + 2,5 %, contre + 1,1 % auparavant). Le partage volume / prix a été modifié du fait des exportations en services pour lesquelles des indices de prix n'existent pas toujours et dont le partage volume / prix se fait souvent par solde dans les équilibres ressources emplois (réparation et installation de machines et d'équipements, transport). Le partage volume / prix des exportations en services de télécommunications est revu à la

⁴ Ces données, publiées en juin 2014, soit après la publication par les comptes nationaux de la base 2010, n'ont pu être intégrées en niveau. Seules les révisions sur les taux d'évolution 2012/2011 ont été prises en compte. En niveau, l'écart entre la balance publiée pour 2011 en BPM6 dans le rapport d'activité 2013 et la balance utilisée par les comptes nationaux pour leur base 2010, est de 6,9 Md€ sur l'ensemble des recettes (i.e. exportations) en services (y compris transport) et de 0,4 Md€ sur les dépenses (i.e. importations) en services.

⁵ D'après la balance des paiements, la révision est essentiellement liée à la prise en compte des données de l'enquête ECEIS au compte définitif. Au compte semi-définitif les résultats de l'enquête n'étaient pas disponibles et les évolutions sur le champ ECEIS étaient estimées par application au niveau fin des strates de sondage des taux d'évolution observés sur les mêmes champs pour les déclarants directs généraux. L'ampleur des révisions en évolution (au demeurant plus forte encore pour les importations) interpelle toutefois, l'ordre de grandeur en niveau des exportations comme des importations tirées d'ECEIS n'étant que de 50 Md€.

hausse suite à la prise en compte des indices de prix des exportations de services, désormais disponibles.

Tableau A.10 : principales révisions des exportations par produit

	2011	2012				2012				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD		
Ensemble	573	6	15	1,1%	2,5%	14,8	22,7	2,6%	4,0%	1,5%	1,4%	-0,1%
Agriculture	16	-1,1	-1,2	-6,9%	-7,2%	-0,8	-0,8	-4,6%	-5,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	12	-0,7	-0,6	-5,5%	-5,2%	-0,5	-0,4	-3,7%	-3,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	42	0,5	0,3	1,1%	0,7%	1,4	1,3	3,4%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	18	-1,3	-1,2	-7,1%	-6,7%	0,9	1,0	5,2%	5,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	82	1,7	1,5	2,1%	1,8%	1,5	1,2	1,8%	1,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	86	4,7	4,6	5,4%	5,3%	6,6	6,5	7,7%	7,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres branches industrielles	171	2,9	2,7	1,7%	1,6%	4,4	3,9	2,5%	2,3%	0,0%	-0,1%	0,0%
Commerce	4	-0,1	0,6	-3,8%	17,7%	-0,1	0,7	-1,9%	18,7%	0,1%	0,1%	0,0%
Transport	26	1,4	1,7	5,2%	6,4%	1,8	2,3	6,6%	8,7%	0,1%	0,1%	0,0%
Information-communication	12	0,0	2,0	0,0%	17,5%	-0,2	1,1	-1,8%	9,6%	0,4%	0,2%	-0,1%
Services financiers	12	-0,5	-1,2	-3,8%	-9,9%	-0,4	-1,1	-3,1%	-9,0%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Services aux entreprises	48	-3,3	3,0	-6,8%	6,1%	-2,7	3,8	-5,6%	7,8%	1,1%	1,1%	0,0%
Services non marchands	1	0,1	0,1	18,2%	18,2%	0,1	0,1	19,2%	19,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	3	0,2	0,5	7,2%	17,9%	0,3	0,6	10,0%	20,8%	0,1%	0,1%	0,0%
Produits consommés hors du terr	39	1,6	1,7	4,2%	4,4%	2,3	2,5	6,0%	6,3%	0,0%	0,0%	0,0%

A.5. LES IMPORTATIONS PROGRESSENT EN 2012.

En 2012, le taux de croissance des importations en valeur est revu à la hausse entre le compte semi-définitif et le compte définitif (respectivement + 0,5 % et + 2,4 %).

Comme pour les exportations, les révisions s'expliquent essentiellement par la nouvelle publication de la balance des paiements en BPM6 et l'intégration des données de la dernière enquête ECEIS.

La progression des importations en services est ainsi revue à la hausse de 11,5 Md€ en valeur. Elle affecte principalement les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+ 3,8 Md€), les activités de services administratifs et de soutiens (+ 2,1 Md€), le transport (+ 1,5 Md€), les services commerciaux (+ 1,4 Md€).

Les importations en biens sont affectées par quelques changements provenant des douanes notamment sur l'avitaillement (+ 0,4 Md€ en importation de cokéfaction et raffinage) ou sur le matériel de transport⁶ (- 1,0 Md€).

Conséquence de cette révision en valeur, les importations progressent en volume en 2012 alors qu'elles reculaient pour le compte semi-définitif (+ 0,7 % contre - 1,3 % dans le compte semi-définitif) ; le prix des importations est légèrement moins dynamique qu'au compte semi-définitif (+ 1,6 % contre + 1,7 %). Il est modifié, notamment pour les services pour lesquels les prix d'importation ne sont pas observés, de manière à rendre les équilibres ressources emplois cohérents (télécommunication, transport, pharmacie).

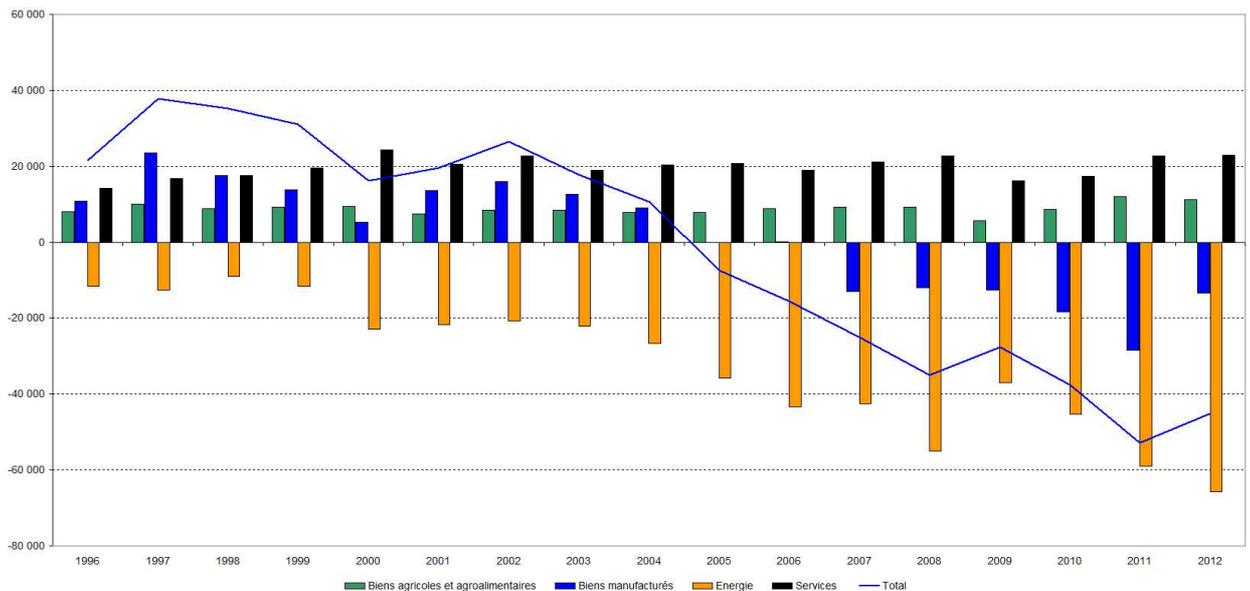
⁶ Lors du compte semi-définitif 2012, les douanes avaient comptabilisé en importation l'entrée dans les eaux territoriales d'un navire de forage destiné à réaliser l'exploration pétrolière au large de la Guyane. Cette barge est finalement restée moins d'un an sur le territoire français, ce qui l'exclut des flux comptabilisés par les douanes. Elle était par ailleurs en location et non en crédit-bail, comme initialement envisagé, ce qui l'exclut également des flux comptabilisés par les comptes nationaux.

Tableau A.11 : principales révisions des importations par produit

	2011	2012				2012				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	% DEF - SD		
	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF			
Ensemble	625	-8,1	4,1	-1,3%	0,7%	3,2	14,9	0,5%	2,4%	2,0%	1,9%	-0,1%
Agriculture	11	0,0	0,0	0,2%	0,4%	0,0	0,1	0,1%	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	61	-3,8	-3,8	-6,3%	-6,3%	1,0	1,0	1,6%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	35	0,6	0,6	1,7%	1,8%	1,3	1,3	3,8%	3,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	28	2,5	2,9	9,0%	10,4%	5,9	6,3	20,8%	22,3%	0,1%	0,1%	0,0%
Biens d'équipement	105	-1,3	-1,1	-1,3%	-1,0%	-2,2	-1,9	-2,1%	-1,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	69	-0,5	-1,5	-0,7%	-2,2%	-0,9	-1,9	-1,2%	-2,8%	-0,2%	-0,2%	0,0%
Autres branches industrielles	194	-2,2	-1,4	-1,1%	-0,7%	-0,2	0,3	-0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%
Commerce	5	-0,4	1,1	-7,0%	20,5%	-0,3	1,2	-5,1%	21,5%	0,2%	0,2%	0,0%
Transport	36	-0,9	0,3	-2,4%	0,9%	-0,3	1,3	-0,7%	3,5%	0,2%	0,2%	0,1%
Information-communication	13	1,0	2,4	8,0%	18,4%	0,9	1,7	7,1%	13,3%	0,2%	0,1%	-0,1%
Services financiers	5	0,0	-0,1	-0,9%	-1,9%	0,0	-0,1	0,8%	-1,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	44	-1,0	4,8	-2,1%	10,7%	-0,4	5,5	-0,9%	12,3%	0,9%	0,9%	0,0%
Services non marchands	0	0,1	0,1	39,8%	39,8%	0,1	0,1	41,1%	41,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	2	0,1	0,5	2,4%	25,0%	0,1	0,6	4,7%	27,6%	0,1%	0,1%	0,0%
Correction CAF/FAB	-16	0,0	0,7	-0,2%	-4,4%	-0,2	0,4	1,1%	-2,7%	0,1%	0,1%	0,0%
Produits consommés hors du terr	32	-2,4	-1,5	-7,4%	-4,6%	-1,9	-0,9	-5,8%	-2,9%	0,1%	0,1%	0,0%

Au total, le solde de la balance des biens et services est revu en baisse en valeur (- 45,0 Md€ contre - 41,1 Md€ lors du compte semi-définitif). Par rapport à 2011, et comme pour le compte semi-définitif, le déficit commercial est creusé par l'alourdissement de la facture énergétique (graphique A.12). En revanche, les pertes dans les biens manufacturés s'atténuent. L'excédent dégagé dans les services ainsi que dans les biens agricoles et agro-alimentaires est stable.

Graphique A.12 : balance commerciale des biens et services (en valeur)



A.6. DANS L'APPROCHE REVENU / SECTEUR, LA VA EST REVUE EN BAISSÉ DANS LES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES.

En valeur, la croissance du PIB est revu de - 4,1 Md€ (et de - 0,2 point en taux de croissance, cf. tableau A.13) et celle de la valeur ajoutée de - 4,9 Md€ (et de - 0,3 point en taux de croissance).

Cette révision s'explique essentiellement par la révision des entreprises non financières dont la valeur ajoutée progresse de 1,1 % contre + 1,5 % au compte semi-définitif, soit une révision de l'évolution de la VA de - 4,6 Md€. Cette révision s'explique par la prise en compte d'une nouvelle version de la statistique d'entreprise Esane et par le calage complet sur les indicateurs composites d'Esane alors que seuls les estimateurs sur les données individuelles avaient pu être pris en compte pour le compte semi-définitif.

La progression de la VA des autres secteurs institutionnels est en revanche peu révisée (- 0,3 Md€ dont -0,5 Md€ du fait de la révision de la valeur ajoutée des administrations publiques).

Tableau A.13 - Révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2012 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2012_SD	2012_DEF	Révisions	
Sociétés non financières	1 061,2	1,6	1,3	-0,4	-3,9
Sociétés financières	87,6	-0,9	-0,6	0,2	0,2
Administrations publiques	348,4	2,1	2,0	-0,2	-0,5
Ménages	343,9	1,3	1,1	-0,2	-0,7
dont EI	134,5	0,4	-0,2	-0,5	-0,7
ménages purs	209,4	1,9	1,9	0,0	0,1
ISBLSM	32,3	3,1	3,1	0,0	0,0
Total des secteurs institutionnels	1 873,5	1,6	1,3	-0,3	-4,9
Impôts nets de subventions sur les produits	213,5	1,4	1,8	0,4	0,8
Produit intérieur brut	2 086,9	1,5	1,3	-0,2	-4,1

Les évolutions à la baisse du taux de marge et du taux d'autofinancement des SNF sont aggravées

Sur l'ensemble des SNFEI, l'évolution de la VA est revue de -4,6 Md€ en 2012. Son taux de croissance passe ainsi de +1,5 % à +1,1 % au compte définitif.

Les révisions de la VA des SNFEI tiennent principalement aux changements de la donnée source ESANE (pour -0,3 point). La production (P1) comme les consommations intermédiaires (P2) sont revues à la baisse mais dans des proportions différentes, la P1 baissant fortement entre le définitif et le semi-définitif. A ces révisions s'ajoutent, comme conséquence mécanique, une baisse de l'évaluation faite de la fraude et du travail au noir (correction conceptuelle déduite de l'évolution du chiffre d'affaire) qui pèse encore pour presque -0,1 point dans la révision de la VA. Signalons enfin une révision significative, du même ordre de grandeur, de l'évolution de la VA dans l'agriculture.

Le passage au compte définitif change également le partage SNF/EI. Tout d'abord, les données sur les secteurs agricoles sont beaucoup plus révisées pour les EI que pour les SNF (impact de - 0,3 point sur la VA, contre -0,1 pour SNF). Ensuite la prise en compte de la donnée ESANE définitive conduit à revoir, tant pour les SNF que pour les EI, le chiffre d'affaire à la baisse. Cette baisse se traduit beaucoup plus fortement pour les EI dans les corrections conceptuelles visant à prendre en compte la fraude. Au total la prise en compte de la fraude pèse pour -0,5 point de révision sur la VA des EI alors qu'elle est presque neutre pour les SNF.

Au final, l'évolution de la VA des SNFEI est revue de -0,4 point par rapport au semi-définitif, celle des SNF de -0,4 point (soit +1,3 % de croissance) et celle des EI est révisée de -0,5 point, s'établissant à -0,3 %.

Tableau A.14 - Compte des SNF

	2012 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2012_SD	2012_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	1 061,2	1,6	1,3	-0,4	-3,9
Rémunération des salariés	700,8	2,2	2,4	0,2	1,3
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	530,1	2,0	2,3	0,3	1,3
Excédent brut d'exploitation	321,0	-0,4	-1,8	-1,5	-4,9
Revenus de la propriété versés	290,6	-3,5	-1,7	1,8	5,4
Intérêts versés	77,4	-9,7	-2,7	6,9	5,5
Dividendes versés	208,4	-1,8	-2,3	-0,4	-0,9
Revenus de la propriété reçus	207,1	-6,9	-6,7	0,2	0,4
Intérêts reçus	40,5	-19,9	-26,1	-6,3	-3,4
Dividendes reçus	156,2	-1,9	-0,4	1,5	2,4
Impôts sur le revenu et le patrimoine	37,6	0,5	1,9	1,4	0,5
Transferts courants versés (nets des reçus)	25,8	1,2	0,9	-0,3	-0,1
Epargne brute	174,2	-3,5	-8,9	-5,4	-10,4
Formation brute de capital fixe	240,9	1,6	1,2	-0,4	-1,0
Variations de stocks	2,4	-82,6	-84,7	-2,1	-0,3
Capacité/besoin de financement	-54,8	-1,5	20,8	22,3	-10,1

Parallèlement, la croissance des rémunérations des salariés versées par les SNF est relevée de +0,2 point (+1,3 Md€) au définitif. Cette révision provient de la donnée d'entreprise. La comparaison menée sur l'ensemble du champ SNFEI montre que l'écart entre la donnée d'entreprise et l'assiette CSG de l'Acoss est relativement faible.

La révision à la baisse de la VA et à la hausse des rémunérations se cumulent de sorte que l'excédent brut d'exploitation est fortement révisé à la baisse (-1,5 point). L'évolution sur l'année 2012 de l'EBE est ainsi fortement négative à -1,8 %. La baisse du taux de marge entre 2011 et 2012 est accentuée puisqu'il perd 1,0 point (contre -0,6 lors de la campagne précédente), et atteint 30,2 %.

Au compte définitif le solde des intérêts et dividendes est revu à la baisse de 5,7 Md€ suite, essentiellement, aux révisions de la balance des paiements⁷. Dans la mécanique des comptes, c'est principalement sur les SNF que sont soldés les intérêts et dividendes de l'économie pour équilibrer le compte. Or, le solde des intérêts du reste du monde est revu à la baisse de 9,4 Md€ (l'économie nationale reçoit moins d'intérêts), et, a contrario, celui des dividendes versés est revu de +5,4Md€. Par ailleurs la méthode de construction du « qui à qui » des revenus de la propriété a été modifiée pour le compte définitif car la méthode précédente, qui utilisait pour partie des informations ESANE, conduisait à des incohérences sur les évolutions des taux de rendement mesurés sur les autres secteurs, notamment les ménages. Les révisions de la balance des paiements se retrouvent ainsi en grande partie sur le compte des SNF qui ne reprend pas au définitif la donnée ESANE. Au total, les intérêts et dividendes versés par les SNF se replient moins fortement qu'au compte semi-définitif (-2,4 % contre -3,9 % au SD) et les intérêts et dividendes reçus sont légèrement dégradés (-7,5 % contre -7,0 % au SD).

L'évolution du solde des bénéficiaires réinvestis d'investissements directs étrangers (IDE), fournie par la Balance des Paiements, est légèrement révisée de +0,7 Md€. Enfin, les revenus de la propriété attribués aux assurés qui sont versés aux SNF ne sont pas modifiés.

En conséquence, le solde des revenus de la propriété des SNF est révisé de 5,0 Md€ à la baisse en 2012 (soit -83,6 Md€ en 2012 contre -73,5 Md€ en 2011).

La FBCF des SNF est légèrement revue à la baisse. Dans le compte définitif la statistique d'entreprise fournit une cible de FBCF corporelle sur laquelle les équilibres ressources-emploi ont

⁷ Qui comprend le passage au BpM6 et le changement de base qui l'accompagne, ainsi que les révisions usuelles.

convergé. Au total l'évolution de l'investissement des SNF est revue de -0,4 point et s'établit en 2012 à +1,2 %. Le taux d'investissement en 2012 n'est pas modifié, s'établissant à 22,7 % de la VA. Les variations de stocks n'ont été revue que faiblement à la baisse.

En conséquence, le taux d'autofinancement des SNF est dégradé dans le compte définitif. Il s'établit à 72,3 %, soit une baisse de 8 points, contre 4 au semi-définitif. Le besoin de financement des SNF est lui aussi fortement revu à la hausse, à 54,8 Md€, contre 44,7 Md€ précédemment.

Tableau A.15 - Principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2012 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2012_SD	2012_DEF	Révisions
Taux de marge des SNF : EBE / VA	30,2	-0,6	-1,0	-0,3
Taux d'investissement : FBCF / VA	22,7	0,0	0,0	0,0
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	72,3	-4,0	-8,0	-4,0

La capacité de financement des sociétés financières reste orientée à la baisse

Pour l'année 2012 le compte des sociétés financières est globalement peu révisé au définitif, les données sources n'ayant pas changé pour les intermédiaires financiers et les assurances. Les révisions proviennent donc de celles de la balance des paiements via les investissements directs à l'étranger et le solde extérieur d'assurance, l'intégration des nouvelles données ESANE pour les auxiliaires financiers (impact essentiellement sur les salaires versés), et le reclassement de la caisse nationale des autoroutes⁸ dans le champ des APU qui modifie les intérêts versés et reçus par les intermédiaires financiers.

Tableau A.16 - Comptes des sociétés financières

	2012 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2012_SD	2012_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	87,6	-0,9	-0,6	0,2	0,2
Institutions financières	62,1	2,7	2,8	0,2	0,1
Assurances	14,7	-12,9	-13,4	-0,6	-0,1
Auxiliaires financiers	10,8	-1,7	0,3	2,1	0,2
Rémunération des salariés	7,1	-0,4	9,1	9,5	0,6
Revenus de la propriété versés	259,3	-6,5	-8,0	-1,5	-4,1
Intérêts versés	157,1	-3,0	-3,8	-0,8	-1,3
Dividendes versés	24,0	-24,5	-31,8	-7,3	-2,6
Rev. de la prop. attribués aux assurés	77,9	-6,1	-6,7	-0,6	-0,5
Revenus de la propriété reçus	278,9	-7,0	-8,1	-1,0	-3,1
Intérêts reçus	215,6	-5,5	-6,2	-0,7	-1,6
Dividendes reçus	42,4	-13,1	-17,7	-4,6	-2,4
Impôts sur le revenu et le patrimoine	14,7	6,3	5,6	-0,6	-0,1
Primes nettes d'assurance dommage	62,1	7,2	7,2	0,0	0,0
Indemnités d'assurance dommage	62,4	9,1	9,1	0,0	0,0
Prestations sociales versées	29,5	6,9	7,0	0,0	0,0
Epargne brute	33,4	-16,5	-15,9	0,7	0,3
Formation brute de capital fixe	18,1	14,7	15,9	1,2	0,2
Capacité de financement	16,8	-30,6	-29,9	0,8	0,2

⁸ Notons que le reclassement de la CNA, demandé par Eurostat, a globalement très peu d'impact sur les comptes de secteurs, sauf sur les intérêts versés des secteurs concernés par le changement (S12 et S13). Puisqu'il est impossible de rétro-poler en cours de base les séries d'intérêts versés correspondantes subissent une rupture entre 2011 et 2012.

Le pouvoir d'achat du RDB des ménages reste orienté à la baisse

Par rapport au compte semi-définitif, le revenu disponible brut n'est pas revu car les révisions sur les revenus (d'activité et de la propriété) et sur les transferts courants se compensent. L'évolution des salaires nets des cotisations est relevée de 0,3 point en 2012, soit +1,9 Md€ en lien avec la statistique d'entreprise. Cette révision est toutefois partiellement compensée par la baisse du revenu mixte de 0,7 point en évolution, soit -0,7 Md€. Au total les revenus d'activité nets des cotisations versées aux administrations publiques sont revus à la hausse de 0,2 point en évolution (+1,2 Md€). A cela s'ajoute une révision en hausse des revenus du patrimoine de 0,5 Md€, portée principalement par le solde des revenus de la propriété, moins dégradé dans le compte définitif que précédemment (révision de +0,7 Md€). En conséquence de ces révisions, le solde des revenus primaires est augmenté dans le compte définitif de 1,7 Md€. Le solde des transferts courants est lui revu à la baisse d'un montant presque équivalent, de sorte que le revenu disponible brut est presque inchangé dans le compte définitif.

La révision à la hausse de la dépense de consommation finale des ménages se retrouve sur l'épargne qui est revue à la baisse de 1,9 Md€ par rapport au compte semi-définitif, faisant bouger le taux d'épargne de -0,1 point. Le taux d'épargne des ménages s'établit à 15,1 %, en baisse de -0,5 point par rapport à 2011.

Tableau A.17 - Compte des ménages

	2012 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2012_SD	2012_DEF	Révisions	
Revenus d'activité nets de cotisations APU (1)	821,8	1,4	1,6	0,2	1,2
Revenu mixte	93,8	-0,2	-0,9	-0,7	-0,7
Salaires reçus	728,0	1,6	1,9	0,3	1,9
<i>Salaires nets</i>	702,8	1,5	1,8	0,3	1,9
Revenus du patrimoine (2)	278,7	-0,7	-0,5	0,2	0,5
EBE des ménages purs	169,0	1,8	1,6	-0,1	-0,2
Revenus de la propriété reçus	135,0	-4,6	-4,1	0,5	0,7
Revenus de la propriété versés	25,2	-5,4	-5,4	0,0	0,0
Cotisations sociales hors APU (3)	27,3	6,4	6,4	0,0	0,0
Prestations sociales en espèces reçues (4)	445,1	3,8	3,8	0,0	0,1
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (5)	199,4	9,0	9,0	0,0	-0,1
<i>Impôts sur le revenus</i>	177,2	9,2	9,1	0,0	-0,1
Transfert courants reçus nets (6)	-0,6	-46,0	-135,3	-89,4	-1,6
Revenu disponible brut	1 318,3	0,5	0,5	0,0	0,3
Dépense de consommation finale	1 119,6	1,0	1,2	0,2	2,2
Epargne brute	198,7	-1,9	-2,9	-0,9	-1,9
Transferts sociaux en nature reçus	362,6	2,2	2,2	0,0	0,0
Consommation finale effective	1 482,2	1,3	1,4	0,1	2,2
Formation brute de capital fixe	121,4	-0,6	-0,6	0,0	0,0
<i>EI</i>	10,3	0,2	0,6	0,4	0,0
<i>ménages purs</i>	111,1	-0,7	-0,7	-0,1	-0,1
Capacité de financement	73,9	-8,1	-8,0	0,0	0,0

RDB = (1) + (2) - (3) + (4) - (5) + (6)

Tableau A.18 - Principaux ratios du compte des ménages

	2012 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2012_SD	2012_DEF	Révisions
Taux d'épargne (En %)	15,1	-0,4	-0,5	-0,1
Taux d'épargne financière (En %)	5,6	-0,5	-0,5	0,0
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	-0,9	-1,1	-1,1	0,0
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	-1,5	-1,1	-1,1	0,0

Le déficit des administrations publiques est un peu amélioré

En 2012 le solde public est revu à la hausse de 1,2 Md€, principalement du fait de révisions sur le compte de l'État (+ 1,0 Md€). Il s'établit à -4,8 % du PIB (-4,9 % au semi-définitif), soit -100,4 Md€.

Cette révision s'explique par un ensemble de petites modifications qui jouent toutes dans le même sens. Nous bénéficions depuis cet automne d'une nouvelle source pour estimer les créances de CIR issue d'une exploitation par le bureau GF3C (DGFIP) du fichier mouvement sur créances. Cela conduit à réviser la créance déclarée au fisc en 2012 de +0,2 Md€. Parallèlement, les estimations de dépenses fiscales sont revues à la hausse en 2012 de 0,5 Md€, soit une réduction globale du déficit de 0,3 Md€. On peut déjà anticiper un effet négatif sur le déficit des nouvelles sur informations sur le CIR de 0,8 Md€ en 2013 (entièrement dû aux révisions de dépenses fiscales).

S'ajoute à cela une révision liée au passage au droit constaté sur la CVAE (+0,2 Md€), une amélioration du traitement des amendes (+0,1 Md€), ou encore l'ajout du fond Barnier dans le compte de l'état (+0,1 Md€).

Le déficit des APUL également est révisé suite à une correction de droit constaté sur un transfert de la CNSA (solde révisé de +0,2 Md€ en 2012 et creusé d'autant en 2013).

Tableau A.19 - Compte des administrations publiques

	2012 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2012_SD	2012_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	348,4	2,1	2,0	-0,2	-0,5
Rémunération des salariés	268,5	1,9	1,8	-0,1	-0,1
Excédent brut d'exploitation	73,6	2,9	2,4	-0,5	-0,3
Impôts production reçus nets de subventions	283,3	2,4	2,7	0,2	0,7
Solde des revenus de la propriété	-39,0	6,8	6,4	-0,4	0,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine	256,7	7,7	7,8	0,2	0,4
Cotisations sociales reçues	387,1	2,9	2,9	0,0	0,0
Prestations sociales en espèces versées	408,3	3,5	3,6	0,0	0,2
Transfert courants nets	-52,8	5,3	4,7	-0,6	0,3
Revenu disponible brut	500,6	3,9	4,1	0,2	1,0
Consommation finale individuelle	320,5	2,1	2,1	0,0	0,0
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	121,7	2,6	2,6	0,1	0,1
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	198,8	1,9	1,8	0,0	-0,1
Consommation finale collective	177,1	2,9	2,8	-0,1	-0,2
Epargne brute en milliards d'Euros	3,1	-133,5	-156,3	-22,8	1,2
Formation brute de capital fixe	84,5	3,5	3,6	0,1	0,1
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-100,4	3,3	4,5	1,2	1,2
Administrations publiques centrales	-84,2	6,2	7,2	1,0	1,0
Administrations publiques locales	-3,5	-3,0	-2,8	0,2	0,2
Administrations de sécurité sociale	-12,7	0,1	0,1	0,0	0,0

Tableau A.20 : Prélèvements obligatoires et déficit public

	2012 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2012_SD	2012_DEF	Révisions
Taux de PO (en %)	44,5	1,2	1,1	-0,1
Déficit / PIB (en %)	-4,8	0,3	0,2	0,0

Le besoin de financement de la Nation est creusé

Suite à la publication du rapport annuel 2013 de la balance des paiements, les importations comme les exportations sont revues à la hausse en valeur, mais dans des proportions différentes. Au total le solde du commerce extérieur est dégradé, dans le compte définitif 2012, de 3,9 Md€.

Le solde des opérations de répartition est lui aussi dégradé en 2012 de -4,8 Md€ (révision des revenus de la propriété et des transferts courants, cf supra). Au total, le besoin de financement de la nation est fortement révisé à la baisse (-8,7 Md€).

Tableau A.21 - Compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2012 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2012_SD	2012_DEF	Révisions	
Solde des échanges extérieurs	-45,0	-22,0	-14,7	7,3	-3,9
Exportations	595,2	2,6	4,0	1,4	7,9
Exportations de biens (FAB)	440,1	3,2	3,0	-0,2	-0,9
Importations	640,2	0,5	2,4	1,9	11,8
Importations de biens (FAB)	492,3	1,0	1,2	0,2	0,8
Solde des opérations de répartition	-19,6	-323,2	-396,2	-73,0	-4,8
Rémunérations des salariés	15,0	5,6	5,6	0,0	0,0
Subventions nettes d'impôts	6,8	-2,5	-1,8	0,8	0,1
Solde des revenus de la propriété	7,9	-58,3	-70,2	-11,9	-3,1
Cotisations et prestations sociales	-10,0	5,0	5,0	0,0	0,0
Impôts et autres transferts courants	-35,7	9,5	14,9	5,5	-1,7
Transferts en capital	-3,4	1 911,9	1 942,3	30,4	-0,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement de la	-64,6	21,1	40,0	18,8	-8,7
En % du PIB	-3,1				

B) Principales révisions intervenues sur le compte semi-définitif 2013 par rapport au compte provisoire 2013

Tableau 1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2013

Fiche de PIB en volume	Niveau 2012 (Md€)		Niveau 2013 (Md€)		2013, en évolution (%)		
	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Provisoire	Semi-définitif	Révision par rapport au provisoire
PIB	2 091	2 087	2 097	2 101	0,3	0,7	0,4
Importations	628	640	639	651	1,7	1,7	0,0
Dépenses de consommation	1 657	1 659	1 670	1 672	0,7	0,8	0,0
- dont ménages	1 117	1 120	1 119	1 124	0,2	0,4	0,2
- dont APU	498	498	508	506	2,0	1,7	-0,3
- dont ISBLSM	42	42	43	42	1,1	0,3	-0,9
FBCF totale	470	469	465	466	-1,0	-0,6	0,4
- dont ménages	111	111	108	109	-3,1	-1,5	1,6
- dont ENF	252	251	250	252	-0,9	0,5	1,4
- dont APU	84	85	85	85	1,0	0,1	-1,0
- dont autres	22	22	22	20	0,6	-11,8	-12,3
Exportations	587	595	600	605	2,2	1,7	-0,5
Variations de stocks	5	4	1	8			
Contributions							
Demande intérieure hors stocks	2 127	2 128	2 135	2 138	0,4	0,5	0,1
Consommation des ménages	1 117	1 120	1 119	1 124	0,1	0,2	0,1
Consommation des APU	498	498	508	506	0,5	0,4	-0,1
FBCF totale	470	469	465	466	-0,2	-0,1	0,1
Variations de stocks	5	4	1	8	-0,2	0,2	0,4
Commerce extérieur	-41	-45	-39	-46	0,1	0,0	-0,1

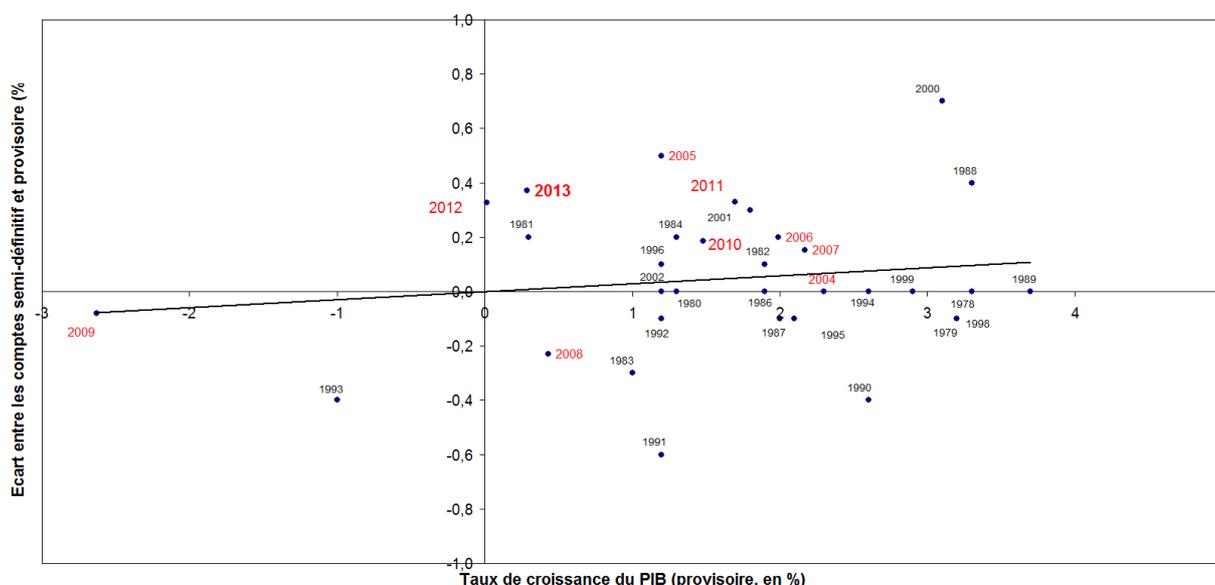
Tableau 2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte semi-définitif 2013

Fiche de PIB en valeur	Niveau 2012 (Md€)		Niveau 2013 (Md€)		2013, en évolution (%)		
	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Provisoire	Semi-définitif	Révision par rapport au provisoire
PIB	2 091	2 087	2 114	2 117	1,1	1,4	0,3
Importations	628	640	629	643	0,1	0,4	0,3
Dépenses de consommation	1 657	1 659	1 680	1 684	1,4	1,5	0,1
- dont ménages	1 117	1 120	1 126	1 133	0,8	1,2	0,4
- dont APU	498	498	510	508	2,4	2,1	-0,3
- dont ISBLSM	42	42	43	43	3,3	2,6	-0,6
FBCF totale	470	469	467	468	-0,6	-0,2	0,4
- dont ménages	111	111	108	110	-2,9	-1,4	1,5
- dont ENF	252	251	251	254	-0,4	1,1	1,5
- dont APU	84	85	86	85	1,4	0,4	-1,0
- dont autres	22	22	22	20	0,6	-12,0	-12,6
Exportations	587	595	598	603	1,8	1,3	-0,4
Variations de stocks	5	4	-2	4			
Contributions							
Demande intérieure hors stocks	2 127	2 128	2 147	2 152	0,9	1,1	0,2
Consommation des ménages	1 117	1 120	1 126	1 133	0,4	0,6	0,2
Consommation des APU	498	498	510	508	0,6	0,5	-0,1
FBCF totale	470	469	467	468	-0,1	-0,1	0,1
Variations de stocks	5	4	-2	4	-0,3	0,0	0,3
Commerce extérieur	-41	-45	-31	-39	0,5	0,3	-0,2

La croissance du PIB en volume atteint + 0,7 % dans le compte semi-définitif 2013, ce qui constitue une révision de + 0,4 point par rapport au compte provisoire. Le déflateur du PIB est très légèrement révisé à la baisse, suite à la modification du partage volume / prix des variations de stocks (essentiellement agricoles) et des échanges extérieurs de certains produits.

Au total, l'ampleur de la révision du PIB volume par rapport au compte provisoire (+ 0,4 point) est sensiblement supérieure à l'ordre de grandeur des révisions passées (+/- 0,2 point en moyenne) (cf. graphique B.0).

Graphique B.0 : lien entre croissance et révisions entre les comptes provisoire et semi-définitif



En volume, la croissance du PIB est révisée à la hausse de + 7,7 Md€, soit + 0,4 point. Côté demande, l'évolution des dépenses de consommation est relevée de + 0,4 Md€, avec + 2,2 Md€ pour les dépenses de consommation des ménages et respectivement - 1,4 Md€ et - 0,4 Md€ pour celles des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). L'évolution de la FBCF est revue de + 1,8 Md€, la FBCF des ménages et des entreprises non financières étant révisée en hausse (respectivement + 1,8 Md€ et + 3,6 Md€) tandis que celle des autres secteurs institutionnels est révisée en baisse. En particulier, la FBCF des entreprises financières est révisée en baisse de 2,7 Md€. L'évolution des variations de stocks en volume est révisée en forte hausse de 8,4 Md€, sa contribution au PIB s'établissant à + 0,2 point (révision de + 0,4 point). Enfin, si la progression des importations en volume est inchangée, celle des exportations est revue en baisse de 2,9 Md€, si bien que la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB en volume diminue de 0,1 point.

B.1. LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION EST REVUE EN LÉGÈRE HAUSSE.

Par rapport au compte provisoire, la croissance des **dépenses de consommation totales** en 2013 est révisée à la hausse en valeur (+ 1,5 % contre + 1,4 %) et en volume (+ 0,8 % contre + 0,7 %).

Les dépenses de consommation des ménages en volume sont plus dynamiques qu'au compte provisoire.

En 2013, les dépenses de consommation des ménages augmentent de + 1,2 % en valeur et de + 0,4 % en volume, soit une révision par rapport au compte provisoire de + 0,4 point en valeur et + 0,2 point en volume.

En valeur, les révisions par rapport au compte provisoire (+ 4,1 Md€) s'expliquent par :

- la prise en compte des données sur l'assurance de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), non disponibles au compte provisoire, qui montrent une hausse des suppléments de prime (+ 2,6 Md€) ;
- la prise en compte de nouvelles informations sur les dépenses en action sociale, non disponibles au compte provisoire, notamment le programme de qualité et d'efficacité Famille (+ 1,3 Md€) ;
- la prise en compte des dernières données du compte satellite du logement sur les loyers, suite à l'actualisation entre autre du parc de logement (+ 0,5 Md€) ;
- la prise en compte des estimations sur la consommation commercialisable (+ 0,9 Md€), issues de la division commerce, avec des impacts notamment sur les produits agro-alimentaires et l'entretien et la réparation des véhicules.

Ces révisions des dépenses en valeur ne se retranscrivent que partiellement en volume. Le déflateur des dépenses de consommation des ménages est en effet révisé de 0,2 point à la hausse pour s'établir à + 0,8 %. Les déflateurs de la consommation par produit sont en général quasi inchangés entre le compte provisoire et le compte semi-définitif, car assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles précédemment et non révisés.

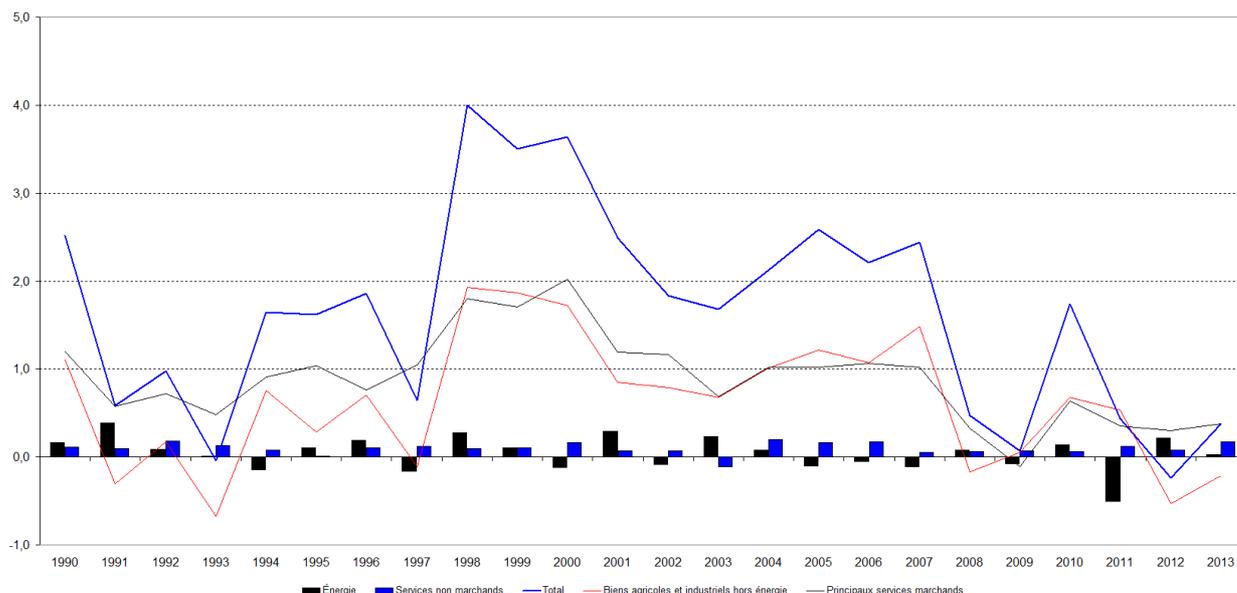
Toutefois, pour certains produits, le déflateur retenu n'est pas l'IPC, en général parce que ces produits ne sont pas dans le champ de l'IPC (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés -Sifim-, loyers imputés, assurance-vie) ou sont mesurés selon des concepts différents (assurance-dommages, crédit d'impôt). La révision en valeur des dépenses de consommation en assurance, et en particulier de l'estimation des suppléments de prime, se traduit entièrement par une révision du prix des assurances.

Tableau B.1 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

	2012	2013				2013				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	% SD - PROV_CT		
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD			
Ensemble	1 120	2	4	0,2%	0,4%	8,9	13,0	0,8%	1,2%	0,2%	0,4%	0,2%
Agriculture	31	0,3	0,5	0,9%	1,7%	1,5	1,7	4,8%	5,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	51	1,0	1,1	2,1%	2,1%	3,6	3,6	7,0%	7,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	170	-0,5	0,0	-0,3%	0,0%	2,3	2,8	1,4%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	51	-0,3	-0,7	-0,5%	-1,4%	-1,4	-1,9	-2,7%	-3,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	33	1,5	1,5	4,6%	4,6%	-0,5	-0,6	-1,6%	-1,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	61	-3,6	-3,3	-5,7%	-5,3%	-2,7	-2,4	-4,4%	-4,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres branches industrielles	145	-1,0	-1,0	-0,7%	-0,7%	-0,4	-0,4	-0,3%	-0,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Construction	17	-0,2	-0,3	-1,0%	-1,7%	0,2	0,1	1,2%	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Commerce	12	-0,4	-0,2	-3,2%	-1,3%	0,0	0,2	-0,4%	1,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Transport	36	0,2	0,2	0,5%	0,5%	0,6	0,6	1,7%	1,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Hébergement-restauration	73	-1,0	-1,0	-1,4%	-1,4%	0,6	0,6	0,8%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Information-communication	52	1,7	2,1	3,2%	4,0%	-3,0	-2,7	-5,8%	-5,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Services financiers	58	0,7	1,0	1,2%	1,7%	0,4	2,9	0,7%	5,0%	0,0%	0,2%	0,2%
Services immobiliers	213	2,0	2,4	0,9%	1,1%	4,8	5,2	2,2%	2,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	23	0,1	0,1	0,2%	0,4%	0,2	0,3	1,1%	1,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Services non marchands	62	1,1	1,9	1,8%	3,1%	1,9	2,7	3,1%	4,3%	0,1%	0,1%	0,0%
Services aux ménages	41	-0,6	-0,4	-1,4%	-0,9%	-0,1	0,2	-0,2%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits consommés hors du territoire national	-10	1,0	0,4	-8,6%	-3,6%	0,9	0,3	-8,2%	-3,2%	-0,1%	-0,1%	0,0%

Au total, les dépenses de consommation des ménages augmentent légèrement, en volume, après avoir reculé en 2012. Les dépenses en biens agricoles et industriels continuent de reculer (du fait notamment de l'automobile) mais moins fortement qu'en 2012 ; les dépenses énergétiques ralentissent, la forte croissance en 2012 n'étant que le contrecoup d'une année 2011 particulièrement douce ; les dépenses en services accélèrent (graphique B.2).

Graphique B.2 : dépenses de consommation, principales contributions à l'évolution en volume



Note de lecture :

Le poste « énergie » comprend deux niveaux A10 de la Naf rev. 2 : l'énergie, l'eau et les déchets d'une part et la cokéfaction et le raffinage d'autre part.

La croissance des dépenses de consommation des administrations publiques (APU) est révisée en baisse.

En 2013, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de 2,1 % en valeur contre +2,4 % lors du compte provisoire (cf. tableau B.3) et de + 1,7 % en volume (contre + 2,0 % auparavant). En valeur, les révisions sur l'ensemble des dépenses (- 1,7 Md€) s'expliquent par la prise en compte des données transmises par la DGFIP.

Les dépenses individualisables progressent ainsi de 2,0 % en valeur (- 0,4 point) et de 1,6 % en volume (- 0,4 point). Parmi celles-ci, la progression des dépenses en produits non marchands est revue en baisse, en particulier pour les dépenses des régimes de sécurité sociale obligatoire (- 0,9 Md€). La progression des dépenses en produits marchands est également revue en baisse (- 0,7 Md€), suite à la prise en compte des données des comptes satellites de la santé et du logement, et des données de la Drees sur l'action sociale. Les partages volume / prix de l'éducation et de la santé non marchandes sont révisés en sens contraire : pour ces produits, l'indice de volume est mesuré par une méthode « output⁹ » ; lors du compte semi-définitif, les informations du compte de la santé et du compte de l'éducation sont intégrées.

Les dépenses collectives augmentent de + 2,3 % en valeur (comme au compte provisoire) et de + 1,9 % en volume (contre + 1,6 % au compte provisoire). Le partage volume / prix des dépenses collectives est effectué selon une méthode dite « input ». La révision en hausse des volumes s'explique par la révision des prix des consommations intermédiaires et de la FBCF des produits consommés par les administrations publiques.

⁹ Contrairement aux méthodes dites « input » qui effectuent un partage de la production entre volume et prix en calculant un indice de prix des facteurs de production, les méthodes « output » cherchent à mesurer directement la production en volume : la Drees produit un indicateur de volume pour la santé non marchande en pondérant par leurs coûts relatifs les indices de variation des divers indicateurs d'activité hospitalière fournis par l'enquête Statistique annuelle des établissements. Pour l'éducation non marchande, l'indice de volume s'appuie sur le nombre d'élèves par filière.

Tableau B.3 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit

	2012	2013		2013				2013				Révision de la contribution		
	VAL	VALEUR		VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	SD	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Consommation individualisable	320	327	-1,8	6,9	5,0	2,1%	1,6%	8,1	6,3	2,5%	2,0%	-0,4%	-0,4%	0,0%
dont produits marchands	111	114	-0,7	3,5	2,8	3,1%	2,5%	3,4	2,7	3,0%	2,4%	-0,1%	-0,1%	0,0%
dont santé	49	51	-0,4	1,4	1,1	2,8%	2,2%	1,7	1,3	3,5%	2,7%	-0,1%	-0,1%	0,0%
dont industrie pharmaceutique	25	25	0,1	1,0	1,1	4,2%	4,2%	-0,1	0,0	-0,2%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
dont autres	37	38	-0,3	1,0	0,7	2,8%	1,8%	1,7	1,4	4,6%	3,7%	-0,1%	-0,1%	0,0%
dont produits non marchands	210	213	-1,1	3,4	2,2	1,6%	1,1%	4,7	3,7	2,3%	1,8%	-0,2%	-0,2%	0,0%
dont santé	62	64	0,2	1,8	1,3	2,9%	2,0%	1,8	1,9	2,9%	3,1%	-0,1%	0,0%	0,1%
dont éducation	92	93	-0,3	0,4	0,8	0,4%	0,9%	1,3	1,0	1,4%	1,1%	0,1%	0,0%	-0,1%
dont administration publique	19	19	-0,9	0,4	-0,5	2,0%	-2,5%	0,4	-0,5	2,1%	-2,6%	-0,2%	-0,2%	0,0%
dont autres	36	37	-0,1	0,8	0,6	2,3%	1,8%	1,3	1,2	3,5%	3,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Consommation collective	177	181	-0,2	2,9	3,3	1,6%	1,9%	4,0	4,1	2,3%	2,3%	0,1%	0,0%	-0,1%
dont administration publique	166	170	0,0	2,5	2,9	1,5%	1,8%	3,7	3,8	2,2%	2,3%	0,1%	0,0%	-0,1%
dont autres	11	12	-0,1	0,4	0,4	3,2%	3,2%	0,4	0,3	3,3%	2,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Consommation totale	498	508	-1,9	9,7	8,3	2,0%	1,7%	12,1	10,4	2,4%	2,1%	-0,3%	-0,3%	-0,1%

Contribution à la révision de la consommation totale des administrations publiques

Les dépenses de consommation des ISBLSM progressent moins rapidement qu'au compte provisoire.

En 2013, les dépenses de consommation des ISBLSM progressent de 2,6 % en valeur (contre + 3,3 % au compte provisoire, cf. tableau B.4) et de 0,3 % en volume (contre + 1,1 % au compte provisoire).

La révision en valeur s'explique par la prise en compte de données non disponibles au compte provisoire, notamment les Statistiques et Indicateurs de la Santé et du Social (STATISS) de la Drees et son enquête sur l'aide sociale départementale.

Tableau B.4 : révisions des dépenses de consommation des ISBLSM par produit

	2012	2013				2013				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	42	0	0	1,1%	0,3%	1,4	1,1	3,3%	2,6%	-0,9%	-0,6%	0,2%
Services non marchands	25	0,3	-0,1	1,0%	-0,2%	0,9	0,8	3,7%	3,1%	-0,7%	-0,4%	0,3%
Services aux ménages	17	0,2	0,2	1,3%	1,0%	0,4	0,3	2,6%	2,0%	-0,1%	-0,2%	-0,1%

B.2. LA FBCF DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES PROGRESSE EN 2013.

En 2013, le taux de croissance de la FBCF totale recule légèrement (- 0,2 % en valeur, cf. tableau B.5), moins fortement qu'au compte provisoire (- 0,6 %).

La FBCF des ménages est en effet révisée en hausse et recule de 1,4 % en valeur et de 1,5 % en volume, contre - 2,9 % en valeur et - 3,1 % en volume au compte provisoire. Au compte provisoire, la FBCF des ménages, pour l'essentiel de la FBCF en construction ou en frais liés à la construction, s'appuie notamment sur les estimations du Soes, à partir des mises en chantier. Au compte semi-définitif, une analyse fine des équilibres ressources-emplois est réalisée pour la construction, à partir des premières données issues d'Esane, confrontées aux informations sur les indices de chiffres d'affaires, notamment. Cette analyse conduit à revoir à la hausse la FBCF de la construction dans son ensemble et en particulier pour les ménages. Dans le dernier compte satellite du logement, le Soes avait, par ailleurs, révisé fortement à la hausse son estimation de la FBCF des ménages pour 2013 à - 0,4 % en valeur et - 0,3 % en volume.

La FBCF des entreprises non financières progresse de + 1,1 % en valeur en 2013 contre - 0,4 % au compte provisoire. Pour un compte semi-définitif, la donnée Esane n'est pas suffisamment stabilisée pour estimer un montant de FBCF corporelle des SNFEI. La FBCF des entreprises non financières résulte donc des évolutions des ressources et des emplois par produits à un niveau fin. Les révisions à la baisse de la FBCF des entreprises financières

et des administrations publiques (- 3,6 Md€ au total sur l'évolution 2013-2012) se soldent alors mécaniquement par une hausse de la FBCF des SNFEI.

L'évolution de la FBCF des entreprises financières est, en effet, révisée en forte baisse à - 15,4 % en valeur (contre + 2,6 % au provisoire), suite à la prise en compte des informations de l'autorité des marchés financiers, non disponibles au compte provisoire (- 2,7 Md€).

La progression de la FBCF des administrations publiques est également révisée à la baisse à + 0,4 % en valeur contre + 1,4 % au compte provisoire, suite à la révision de la FBCF des universités et de la production pour emploi final propre en R&D, en lien avec la prise en compte des dernières données de la Dgfiip.

Tableau B.5 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

	2012	2013			2013				2013				Révision de la contribution		
	VAL	VALEUR			VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%			
	DEF	SD	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT			
Ménages	111	110	1,6	-3,4	-1,6	-3,1%	-1,5%	-3,3	-1,5	-2,9%	-1,4%	0,4%	0,4%	0,0%	
Entreprises non financières	251	254	2,7	-2,2	1,4	-0,9%	0,5%	-1,0	2,7	-0,4%	1,1%	0,8%	0,8%	0,0%	
Administrations publiques	85	85	-0,7	0,9	0,1	1,0%	0,1%	1,2	0,3	1,4%	0,4%	-0,2%	-0,2%	0,0%	
Autres (IF notamment)	22	20	-2,6	0,1	-2,6	0,6%	-11,8%	0,1	-2,7	0,6%	-12,0%	-0,6%	-0,6%	0,0%	
Ensemble	469	468	1,0	-4,7	-2,9	-1,0%	-0,6%	-2,9	-1,2	-0,6%	-0,2%	0,4%	0,4%	0,0%	

Par produits, ces révisions s'expliquent essentiellement par la révision de la FBCF en construction (+ 2,0 Md€ sur l'évolution 2012/2013). La FBCF en produits immobiliers (construction et frais liés), après le rebond de 2010 et 2011, est atone en 2012 puis chute en 2013 (- 0,6 %), moins fortement toutefois qu'au compte provisoire (-1,3 %) (graphique B.7).

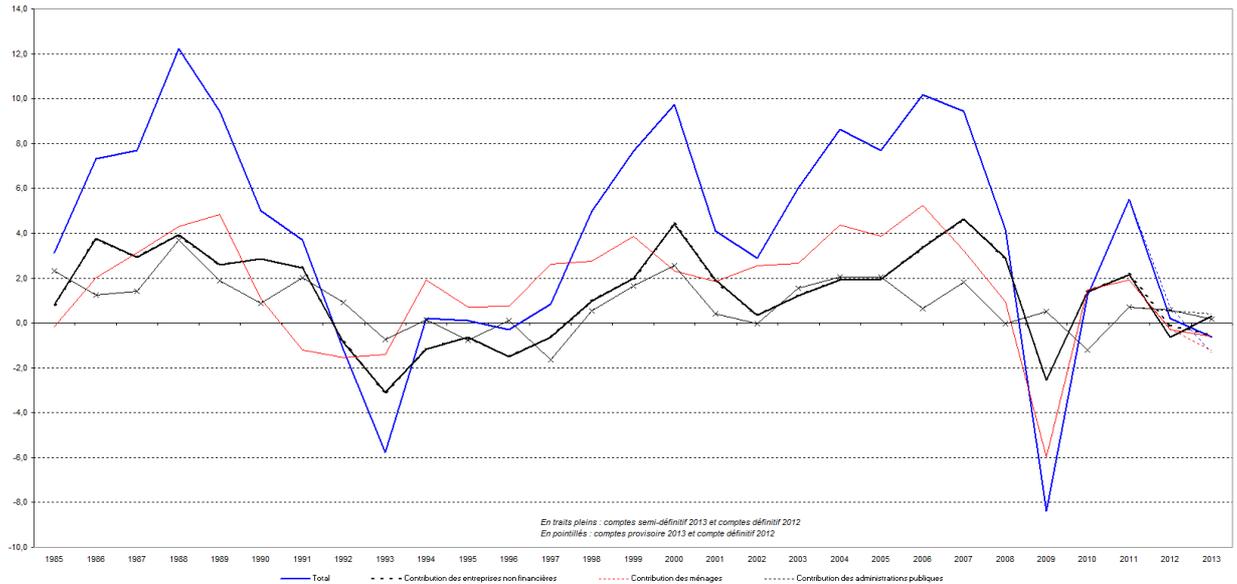
La FBCF en autre matériel de transport croît également plus fortement qu'au compte provisoire, du fait de la FBCF en aéronautique. La FBCF en logiciel progresse en valeur au compte semi-définitif alors qu'elle reculait au compte provisoire (+ 0,5 Md€) : la révision importante des échanges extérieurs se traduit par une demande intérieure plus forte.

En revanche, la FBCF en automobile recule plus fortement qu'au compte provisoire (- 0,7 Md€), en lien avec la révision des échanges extérieurs et conformément aux immatriculations des véhicules légers et lourds.

Tableau B.6 : principales révisions de la FBCF par produit

	2012	2013					2013				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME					VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%			
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT			
Ensemble	469	-4,7	-2,9	-1,0%	-0,6%	-2,9	-1,2	-0,6%	-0,2%	0,4%	0,4%	0,0%	
Agriculture	1	0,1	0,1	8,9%	14,3%	0,1	0,2	12,5%	20,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
Biens d'équipement	36	0,5	-0,2	1,4%	-0,5%	0,2	-0,3	0,7%	-0,9%	-0,1%	-0,1%	0,0%	
Matériels de transport	30	-1,1	-0,7	-3,8%	-2,4%	-0,7	-0,9	-2,6%	-3,0%	0,1%	0,0%	-0,1%	
Autres branches industrielles	34	-0,8	-0,6	-2,3%	-1,8%	-0,4	-0,2	-1,3%	-0,6%	0,0%	0,1%	0,0%	
Construction	220	-3,6	-1,3	-1,6%	-0,6%	-2,3	-0,2	-1,1%	-0,1%	0,5%	0,4%	0,0%	
Information-communication	57	0,0	-0,1	0,1%	-0,2%	0,2	0,5	0,4%	0,9%	0,0%	0,1%	0,1%	
Services immobiliers	5	-0,1	-0,1	-2,9%	-1,3%	-0,2	-0,1	-3,3%	-2,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services aux entreprises	84	0,3	-0,1	0,4%	-0,1%	0,1	-0,2	0,1%	-0,3%	-0,1%	-0,1%	0,0%	
Services aux ménages	2	0,0	0,0	1,3%	1,2%	0,1	0,1	2,6%	2,3%	0,0%	0,0%	0,0%	

Graphique B.7 : investissement en produits liés à l'immobilier (en valeur)



B.3. LES ENTREPRISES RECONSTITUENT LEURS STOCKS AU COMPTE SEMI-DÉFINITIF.

Les entreprises continuent de reconstituer leurs stocks en 2013, alors qu'elles déstockaient au compte provisoire (respectivement + 3,4 Md€ et - 2,4 Md€, en valeur). En conséquence, la contribution des variations de stock à la croissance est neutre en valeur (contre - 0,3 point au compte provisoire, tableau B.8).

Contrairement au compte provisoire où les variations de stocks sont déterminées par solde dans les équilibres ressources-emplois, l'exploitation de la statistique d'entreprise Esane permet au compte semi-définitif d'avoir de premières estimations de variations de stocks pour les entreprises non financières. La révision à la baisse des variations de stocks de l'agriculture (- 1,8 Md€ en contribution), non prises en compte dans l'estimation d'Esane, atténuée cependant légèrement cette révision en valeur.

A l'exception de l'agriculture, les variations de stocks sont ainsi revues en hausse pour la plupart des produits.

En volume, la contribution des variations de stocks à la croissance est également revue à la hausse à + 0,2 point, contre - 0,2 point au compte provisoire.

Le partage volume / prix des variations de stocks est révisé du fait des variations de prix de l'agriculture : après une forte augmentation des prix des céréales en 2012 et une production en France importante, les prix ont fortement chuté en 2013, entraînant des évolutions de variations de stocks en valeur et en volume différentes. Ces évolutions très contrastées des prix avaient été atténuées lors du compte provisoire dans l'attente d'information mise à jour, les prix définitifs des céréales étant connus avec un délai important.

Tableau B.8 : principales révisions des variations de stocks par produit

	2012	2013				2013				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	contrib %	contrib %	Md€	Md€	contrib %	contri %	%		
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	3	-3,7	4,8	-0,2%	0,2%	-6,7	0,6	-0,3%	0,0%	0,4%	0,3%	-0,1%
Agriculture	4	-0,1	-0,7	0,0%	0,0%	-2,5	-4,4	-0,1%	-0,2%	0,0%	-0,1%	-0,1%
Energie, eau, déchets	0	-0,8	0,1	0,0%	0,0%	-0,9	0,1	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	-2	-0,5	2,3	0,0%	0,1%	-0,7	2,3	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	-1	0,1	-0,1	0,0%	0,0%	0,0	0,0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	0	0,3	1,2	0,0%	0,1%	0,3	1,2	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	0	1,0	0,7	0,0%	0,0%	0,8	0,7	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres branches industrielles	1	-3,4	1,4	-0,2%	0,1%	-3,5	0,9	-0,2%	0,0%	0,2%	0,2%	0,0%
Construction	1	-0,5	-0,5	0,0%	0,0%	-0,5	-0,5	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Information-communication	0	-0,3	0,1	0,0%	0,0%	-0,3	0,1	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	0	0,4	0,2	0,0%	0,0%	0,4	0,2	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	0	0,1	0,0	0,0%	0,0%	0,1	0,0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

% en contribution du PIB

B.4. LA PROGRESSION DES EXPORTATIONS EST RÉVISÉE EN BAISSÉ.

En 2013, le taux de croissance des exportations en valeur est revu à la baisse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif (respectivement + 1,8 % et + 1,3 %).

Cette révision à la baisse de l'évolution (- 2,5 Md€) est, en partie, imputable aux données de la balance des paiements (- 1,0 Md€). Celle-ci a, depuis la publication du compte provisoire 2013, publié un nouveau rapport d'activité selon son nouveau manuel, le BPM6, qui remplace le BPM5. Ce nouveau manuel correspond à une nouvelle nomenclature de services et à de nouveaux concepts, cohérents avec le SEC 2010¹⁰ et s'appuie, depuis la validité 2013, sur un recueil des données auprès des entreprises, réalisé dans cette nomenclature. Les données du compte provisoire étaient des données trimestrielles de la balance des paiements¹¹.

Mais cette révision est également imputable à une mauvaise anticipation des révisions des données des douanes : les révisions à venir sont en effet modélisées lors du compte provisoire, sur la base des révisions passées ; cette modélisation a surestimé la révision effective (anticipation de + 1,5 Md€ sur l'évolution 2012 / 2013 contre + 0,3 Md€ de révision effective des données des douanes).

Au total, l'évolution des exportations des biens est révisée, à la hausse, de 0,1 point (+ 0,5 Md€) à + 0,8 % : la mauvaise anticipation de la révision des données des douanes est largement compensée par la révision à la hausse du négoce international (+ 2,6 Md€), dont les données sont issues, pour la plus grande part, de la balance des paiements. Depuis la base 2010 et conformément au SEC 2010, le négoce international n'est plus considéré comme un service commercial mais comme une marge comptabilisée en exportation des biens qui font l'objet de négoce. La révision du travail à façon à la hausse (+ 0,3 Md€) atténué toutefois la révision du négoce international puisque les exportations en SEC 2010 sont désormais mesurées nettes des flux pour travail à façon.

¹⁰ Ces données, publiées en juin 2014, soit après la publication par les comptes nationaux de la base 2010, n'ont pu être intégrées en niveau. Seules les révisions sur les taux d'évolution 2012/2011 et 2013/2012 ont été prises en compte. En niveau, l'écart entre la balance publiée pour 2011 en BPM6 dans le rapport d'activité 2013 et la balance utilisée par les comptes nationaux pour leur base 2010, est de 6,9 Md€ sur l'ensemble des recettes (i.e. exportations) en services (y compris transport) et de 0,4 Md€ sur les dépenses (i.e. importations) en services.

¹¹ La ventilation des recettes (exportations) et dépenses (importations) de la balance des paiements par produit a été faite non sur la base de la publication du rapport d'activité de juin 2014 mais à partir de séries transmises ultérieurement par la balance des paiements. En rétropolant ses séries en BPM6, la balance des paiements a en effet affiné sa table de passage entre BPM5 et BPM6 pour l'année 2012, dont les données étaient recueillies en BPM5, atténuant ainsi des sauts surprenants entre 2012 et 2013 dans les séries par produit initialement publiées. Les montants totaux de recettes et de dépenses n'ont pas été en revanche modifiés par la balance des paiements dans cette nouvelle livraison.

L'évolution des exportations de services est révisée en baisse de 2,2 points à + 3,0 % (- 3,0 Md€), du fait essentiellement de la prise en compte des dernières données de la balance des paiements. L'évolution des exportations en transport est ainsi révisée à la baisse de 2,2 Md€, celle des exportations en assurance de - 0,8 Md€, celle des activités des services administratifs et de soutien de - 0,7 Md€.

En volume, la progression des exportations est également revue à la baisse par rapport au compte provisoire (à + 1,7 %, contre + 2,2 % auparavant). Le partage volume / prix a été légèrement modifié (+ 0,1 point sur le déflateur des exportations) : révision à la hausse du prix de la pharmacie, révision à la baisse du prix des machines et équipements non compris ailleurs, pour se recalculer sur les indices des prix de la production à l'exportation, le décalage retenu lors du compte provisoire ne s'avérant plus nécessaire au vu de la cohérence des équilibres ressources-emplois.

Tableau B.9 : principales révisions des exportations par produit

	2012	2013				2013				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	595	13	10	2,2%	1,7%	10,5	8,0	1,8%	1,3%	-0,5%	-0,4%	0,1%
Agriculture	16	1,4	1,2	9,1%	7,7%	1,6	1,6	10,5%	10,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	12	-0,9	-0,9	-7,4%	-7,8%	-1,1	-1,1	-9,3%	-9,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	43	-0,2	-0,1	-0,5%	-0,1%	0,9	1,1	2,0%	2,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	19	0,1	0,1	0,7%	0,5%	-1,5	-1,5	-7,9%	-8,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	83	0,3	0,9	0,3%	1,1%	-1,3	-1,2	-1,6%	-1,4%	0,1%	0,0%	-0,1%
Matériels de transport	92	3,1	3,0	3,4%	3,2%	3,8	3,6	4,1%	3,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres branches industrielles	175	1,9	1,3	1,1%	0,7%	0,6	0,9	0,3%	0,5%	-0,1%	0,1%	0,2%
Commerce	4	0,7	0,4	21,3%	9,8%	0,8	0,5	22,8%	11,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Transport	29	1,3	-0,2	4,6%	-0,8%	1,1	-0,9	3,9%	-3,1%	-0,3%	-0,3%	-0,1%
Information-communication	13	1,7	1,8	15,2%	13,9%	1,0	1,0	9,1%	7,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Services financiers	11	0,7	-0,2	5,6%	-1,5%	1,4	0,7	12,2%	6,2%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Services aux entreprises	52	1,7	0,9	3,6%	1,8%	2,0	1,4	4,4%	2,6%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Services non marchands	1	0,0	-0,1	-0,7%	-7,0%	0,0	-0,1	0,0%	-6,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	4	0,6	1,1	17,4%	29,1%	0,7	1,2	19,4%	31,2%	0,1%	0,1%	0,0%
Produits consommés hors du terr	42	0,4	0,7	0,9%	1,7%	0,6	0,9	1,3%	2,1%	0,1%	0,1%	0,0%

B.5. LE TAUX DE CROISSANCE DES IMPORTATIONS EST RÉVISÉ EN HAUSSE EN 2013.

En 2013, le taux de croissance des importations en valeur est revu à la hausse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif (respectivement + 0,1 % et + 0,4 %).

Comme pour les exportations, les révisions (+ 1,7 Md€) s'expliquent notamment par la nouvelle publication de la balance des paiements en BPM6 (+ 4,7 Md€). L'anticipation de la révision des données des douanes, faite au compte provisoire (+ 4,3 Md€), a, comme pour les exportations, été trop forte puisque les données des douanes n'ont été révisées que de + 0,6 Md€ : elle contribue ainsi à modérer la révision à la hausse du taux de croissance des importations¹².

En conséquence, les importations de biens en valeur reculent plus fortement qu'au compte provisoire (- 2,0 % contre - 1,3 %, soit une révision de l'évolution de - 3,5 Md€). En particulier, la progression des importations en automobile est révisée de - 1,5 Md€, suite à la correction d'une erreur par les douanes.

En revanche, les importations de services progressent plus fortement qu'au compte provisoire (+ 9,6 % contre + 6,2 %, soit une révision de l'évolution de + 5,2 Md€). L'évolution des importations en activités spécialisées, scientifiques et techniques est révisée de + 2,1 Md€, celle des importations en information et communication de + 1,4 Md€ et celles en activités financières et d'assurance de + 0,9 Md€ ; l'évolution des importations en services de transport est en revanche révisée à la baisse de - 1,2 Md€.

¹² Enfin, des révisions de moindre importance ont porté sur les importations de services de santé (soins des résidents à l'étranger) et sur la prise en compte du seuil Intrastat.

Malgré cette révision en valeur, la progression des importations est inchangée en volume (+ 1,7 % comme au compte provisoire) ; le prix des importations recule moins fortement qu'au compte provisoire (- 1,3 % contre - 1,6 %). Il est modifié pour les assurances, pour lesquelles les révisions en valeur ne se reportent pas sur les volumes¹³ ou pour la pharmacie, où les indices des prix des importations, non retenus dans un premier temps dans le compte provisoire, s'avèrent en réalité cohérents avec les autres informations des équilibres ressources-emplois.

Tableau B.10 : principales révisions des importations par produit

	2012	2013				2013				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	RIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	640	10,7	10,7	1,7%	1,7%	0,7	2,3	0,1%	0,4%	0,0%	0,3%	0,3%
Agriculture	12	0,9	0,5	7,5%	4,7%	0,8	0,7	6,7%	6,3%	-0,1%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	62	-1,9	-2,0	-3,1%	-3,2%	-3,8	-3,8	-6,2%	-6,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	36	1,0	0,9	2,7%	2,5%	1,5	1,4	4,1%	3,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	34	-0,5	-0,7	-1,5%	-2,0%	-2,9	-2,9	-8,6%	-8,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	103	2,9	1,0	2,8%	1,0%	0,2	-1,3	0,2%	-1,3%	-0,3%	-0,2%	0,1%
Matériels de transport	67	1,5	0,8	2,2%	1,2%	0,9	0,2	1,3%	0,3%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Autres branches industrielles	195	-0,2	-1,6	-0,1%	-0,8%	-3,4	-4,6	-1,7%	-2,4%	-0,2%	-0,2%	0,0%
Commerce	6	-0,1	0,6	-1,2%	9,7%	0,0	0,7	0,0%	11,0%	0,1%	0,1%	0,0%
Transport	37	2,5	1,9	7,1%	5,1%	2,8	1,7	7,7%	4,5%	-0,1%	-0,2%	-0,1%
Information-communication	15	1,3	2,9	9,4%	19,3%	0,8	2,2	5,8%	15,2%	0,2%	0,2%	0,0%
Services financiers	5	-0,6	-0,4	-12,3%	-8,4%	-0,5	0,3	-10,9%	6,5%	0,0%	0,1%	0,1%
Services aux entreprises	50	2,4	4,8	5,4%	9,6%	2,5	5,0	5,7%	10,0%	0,4%	0,4%	0,0%
Services non marchands	0	0,0	0,3	-0,5%	97,9%	0,0	0,3	0,0%	99,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Services aux ménages	3	0,4	0,7	15,5%	25,6%	0,4	0,8	17,5%	27,5%	0,1%	0,1%	0,0%
Correction CAF/FAB	-16	-0,1	-0,2	0,9%	1,4%	0,0	0,3	-0,2%	-2,1%	0,0%	0,0%	0,1%
Produits consommés hors du terr	31	1,4	1,1	4,5%	3,5%	1,5	1,2	4,9%	3,9%	0,0%	0,0%	0,0%

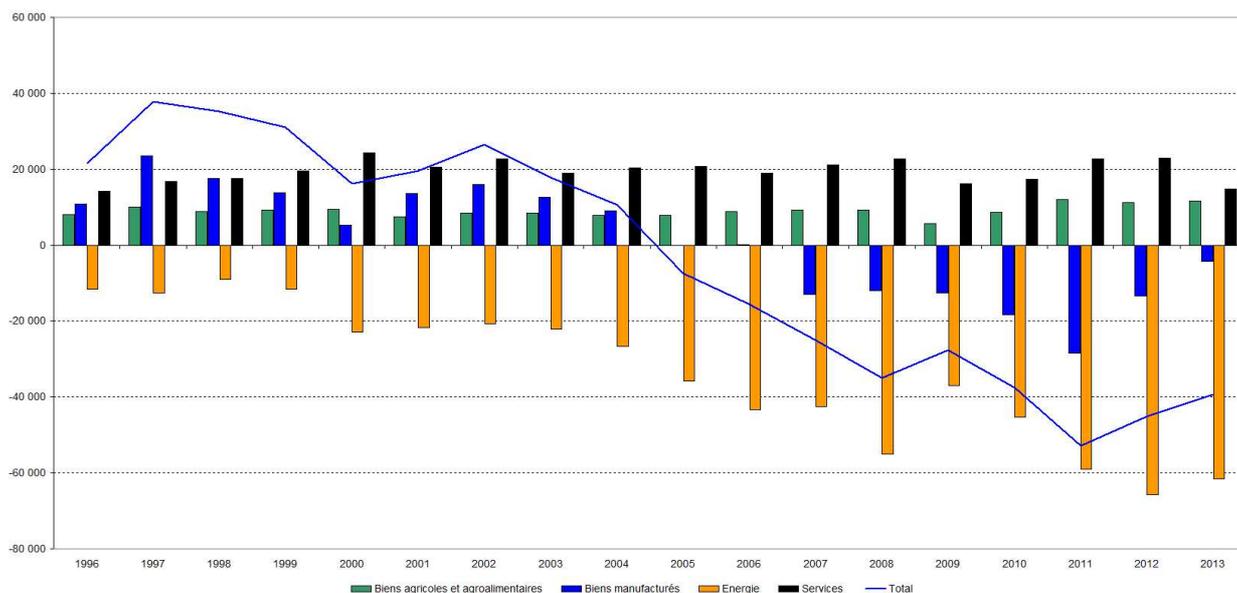
Au total, le solde de la balance des biens et services est revu en baisse en valeur en 2013 (- 39,3 Md€ contre - 31,3 Md€ lors du compte provisoire)¹⁴. Par rapport à 2012, le déficit commercial est creusé par le solde de la balance des services, moins excédentaire qu'en 2012 (graphique B.11). En revanche, les pertes dans les biens manufacturés s'atténuent, de manière plus marquée qu'au compte provisoire¹⁵. La facture énergétique est allégée, notamment, du fait du prix des produits pétroliers. L'excédent dégagé dans les biens agricoles et agro-alimentaires est stable.

¹³ En 2013, la production d'assurance croît fortement du fait de la composante financière de cette production : cette composante se traduit par une augmentation du prix et non pas du volume de la production d'assurance.

¹⁴ Le solde avait déjà été révisé en baisse lors du compte définitif 2012 : - 45,0 Md€ contre - 41,1 Md€ au compte semi-définitif 2012.

¹⁵ Le négoce international qui croît de 5,2 Md€ entre 2012 et 2013 explique la moitié de cette amélioration ; il est depuis la mise en place du SEC 2010 comptabilisé en exportations de biens.

Graphique B.11 : balance commerciale des biens et services (en valeur)



B.6. DANS L'APPROCHE REVENU / SECTEUR, LA VA EST REVUE EN HAUSSE DANS LES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES.

En valeur, la croissance du PIB est revue de + 7,0 Md€ (et de + 0,3 point en taux de croissance, cf. tableau B.12) et celle de la valeur ajoutée de + 7,4 Md€ (et de + 0,4 point en taux de croissance).

Cette révision s'explique essentiellement par la révision des entreprises non financières dont la valeur ajoutée progresse de 0,8 % contre + 0,3 % au compte provisoire, soit une révision de l'évolution de la VA des entreprises non financières de + 5,3 Md€. Cette révision est due à la prise en compte de la statistique d'entreprise Esane, non disponible au compte provisoire.

Tableau B.12 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2013 SD en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2013_PROV	2013_SD	Révisions	Total	2012DEF	2013SD
Sociétés non financières	1070,3	0,3	0,9	0,5	5,5	-3,9	1,6
Sociétés financières	93,9	5,7	7,2	1,5	1,3	0,2	1,5
Administrations publiques	355,0	1,7	1,9	0,2	0,7	-0,5	0,2
Ménages	347,0	0,9	0,9	0,0	0,1	-0,7	-0,6
dont EI	134,5	0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,7	-0,9
ménages purs	212,5	1,4	1,5	0,1	0,3	0,1	0,3
ISBLSM	33,2	3,3	2,5	-0,8	-0,3	0,0	-0,3
Total des secteurs institutionnels	1899,3	1,0	1,4	0,4	7,4	-4,9	2,5
Impôts nets de subventions sur les produits	217,2	1,9	1,8	-0,2	-0,4	0,8	0,4
Produit intérieur brut	2116,6	1,1	1,4	0,3	7,0	-4,1	2,9

La baisse de l'EBE des SNF est amoindrie

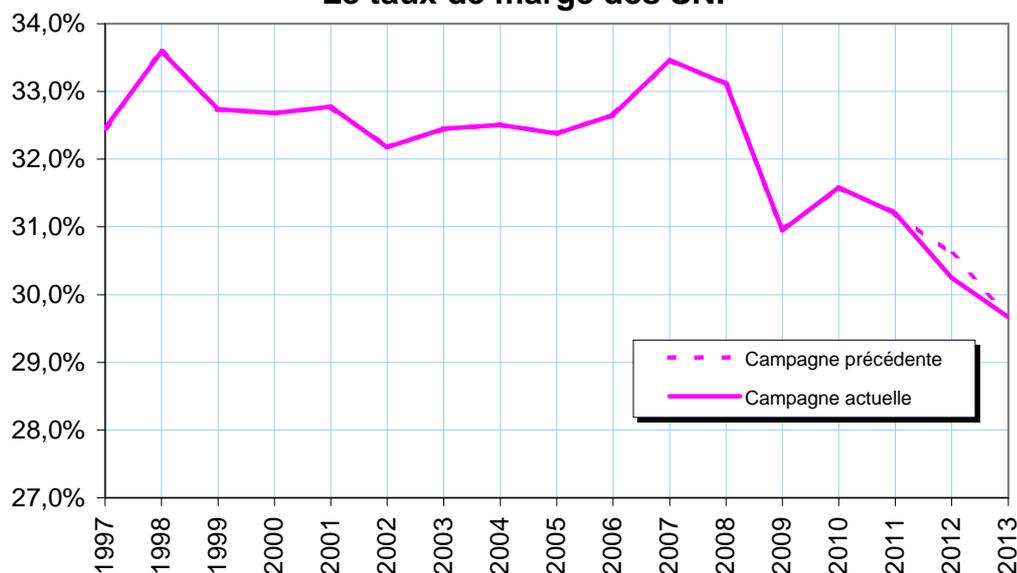
Sur le champ des sociétés non financières (SNF), la croissance de la valeur ajoutée est revue de +0,5 point (cf. tableau B.13), à +0,9 % (après +0,3 % en 2012).

Parallèlement, l'évolution des salaires et traitements bruts n'est pas révisée par rapport au compte provisoire (+1,0 %). L'évolution des cotisations sociales des employeurs issue d'Esane a été corrigée de 5,5 Md€ pour tenir compte du CICE (voir annexe). Au final, la rémunération des salariés, avec une évolution de +1,3 %, n'est quasiment pas révisée. La révision à la hausse de la VA se retrouve donc mécaniquement sur l'EBE qui se trouve moins dégradé qu'au compte provisoire (à -1,1 % contre -2,6 % au provisoire). En évolution sur l'année 2013, le taux de marge des SNF accuse également une baisse moins marquée (-0,6 point contre -0,9 au provisoire), compensant ainsi en grande partie la révision à la baisse du compte définitif 2012. Ainsi, en niveau, le taux de marge s'établit à 29,7 % en 2013, comme dans le compte provisoire.

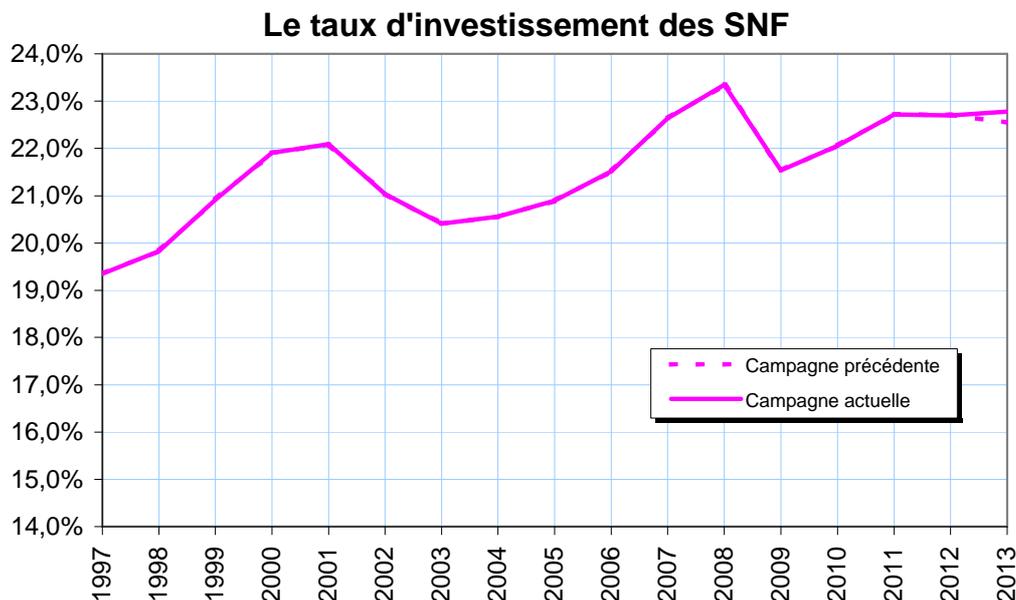
Tableau B.13 : compte des sociétés non financières

	2013 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2013_PROV	2013_SD	Révisions	Total	2012DEF	2013SD
Valeur ajoutée	1 070,3	0,3	0,9	0,5	5,5	-3,9	1,6
Rémunération des salariés	709,6	1,2	1,3	0,0	0,2	1,3	1,5
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	535,5	1,0	1,0	0,0	0,1	1,3	1,4
Excédent brut d'exploitation	317,5	-2,6	-1,1	1,5	5,0	-4,9	0,1
Revenus de la propriété versés	269,5	-7,1	-7,3	-0,2	-0,9	5,4	4,5
Intérêts versés	65,0	-17,1	-16,1	1,0	-0,2	5,5	5,3
Dividendes versés	199,3	-3,9	-4,4	-0,5	-1,0	-0,9	-1,9
Revenus de la propriété reçus	196,6	-4,9	-5,1	-0,1	-0,3	0,4	0,1
Intérêts reçus	35,7	-12,0	-11,9	0,1	0,5	-3,4	-3,0
Dividendes reçus	151,2	-2,7	-3,2	-0,5	-0,8	2,4	1,6
Impôts sur le revenu et le patrimoine	40,1	10,1	6,6	-3,5	-1,3	0,5	-0,8
Transferts courants versés (nets des reçus)	25,1	1,8	-2,6	-4,4	-1,1	-0,1	-1,2
Epargne brute	179,6	-1,4	3,1	4,5	8,0	-10,4	-2,3
Formation brute de capital fixe	243,8	-0,4	1,2	1,6	3,8	-1,0	2,8
Variations de stocks (Md€)	3,3	-6,4	0,9	7,3	7,3	-0,3	7,0
Capacité/besoin de financement (Md€)	-47,0	6,6	7,8	1,2	1,2	-10,1	-8,9

Le taux de marge des SNF



La croissance de la FBCF, telle qu'évaluée dans les équilibres ressources-emplois, est revue en à la hausse +1,6 point, à 1,2 %). Cette révision de la FBCF n'est pas compensée par celle, à la hausse également, de la VA des SNF, de sorte que l'évolution du taux d'investissement est en hausse dans le compte semi-définitif (+0,1 point, à 22,8 %), alors qu'il ressortait en baisse dans le compte provisoire (-0,2 point).



Au compte semi-définitif on dispose d'informations à la fois nouvelles et fragiles pour évaluer les revenus de la propriété des différents secteurs. Ainsi, les différents revenus de la propriété sont habituellement révisés en tenant compte des données ESANE sur les revenus de la propriété reçus, les intérêts et dividendes versés, et les données de la balance des paiements issus du rapport annuel. Pour le compte semi-définitif 2013 ces nouvelles informations sont très contradictoires, laissant ainsi une forte incertitude sur l'évaluation de ces revenus. Les données du compte provisoire sont donc globalement reconduites. En effet :

- ESANE conduit à une estimation des dividendes versés en très forte baisse que ce soit en considérant les agrégats ou les données individuelles. La baisse est cohérente avec la situation économique de la France (mauvais résultats en 2012) et avec le compte provisoire, mais est à ce stade beaucoup trop forte pour être reprise telle quelle¹⁶.
- Sur les intérêts versés, ESANE donne des messages contradictoires selon que l'on considère les agrégats (stabilité) ou les données individuelles (hausse). Les encours inscrits au compte financier ne sont en outre pas cohérents avec ce que l'on sait de l'évolution des taux et des données d'ESANE.
- Les produits financiers du S11 sont évalués très différemment selon que l'on considère les agrégats ou les données individuelles, notamment du fait d'incertitudes sur le champ considéré.
- Les révisions de la balance des paiements ne vont pas non plus dans le sens attendu, conduisant spontanément à revoir à la hausse les dividendes versés par les entreprises si le compte est soldé sur les SNF et les ménages.

Dans la mécanique d'évaluation des revenus de la propriété, les sociétés non financières et les ménages servent usuellement de solde. Il ne nous a pas semblé pertinent d'inscrire dans les autres comptes (reste du monde notamment) des estimations encore très fragiles qui auraient conduit à réviser fortement les soldes du S11 et du S14, avec un possible retour en arrière lors du compte définitif.

¹⁶ Une part importante du champ est estimée par imputation de liasses fiscales manquantes, et l'impact de ces imputations est beaucoup moins maîtrisé sur les revenus de la propriété que sur la valeur ajoutée et les rémunérations. Des révisions substantielles sont donc possibles d'ici le compte définitif.

Le solde des revenus de la propriété des sociétés non financières est ainsi revu très marginalement de +0,7 Md€.

Au total, la révision à la hausse de la valeur ajoutée et du solde des revenus de la propriété, combinée à l'absence de révision sur les salaires, conduit à augmenter l'épargne des SNF (+8,0 Md€ en évolution par apport au compte provisoire). Compte tenu par ailleurs de la révision à la hausse de la FBCF, le taux d'autofinancement augmente de 1,4 point alors qu'il baissait de 0,8 point au compte provisoire, compensant ainsi partiellement la forte révision à la baisse enregistrée au compte définitif 2012. Il s'établit à 73,7 %.

Le taux d'autofinancement des SNF

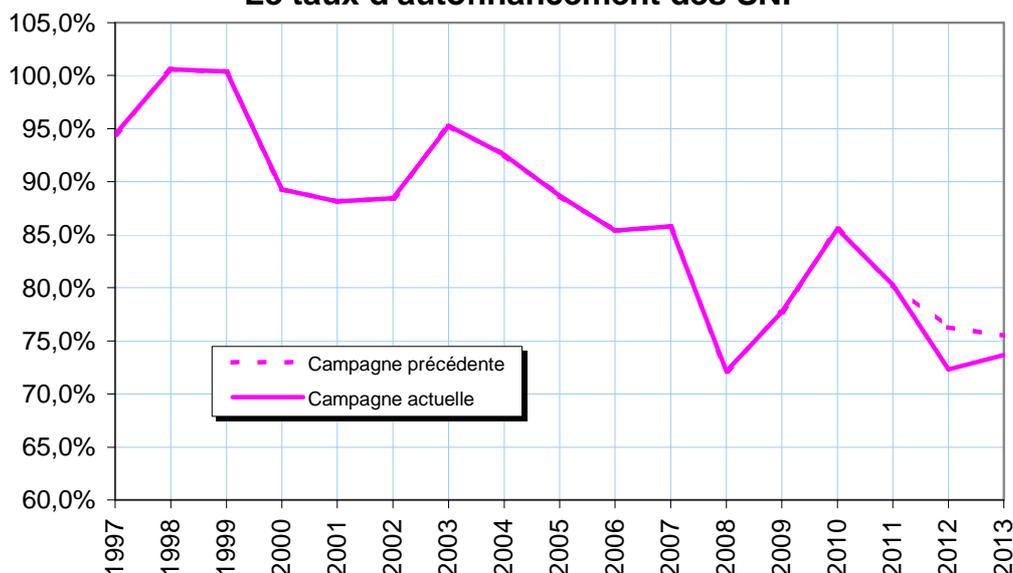
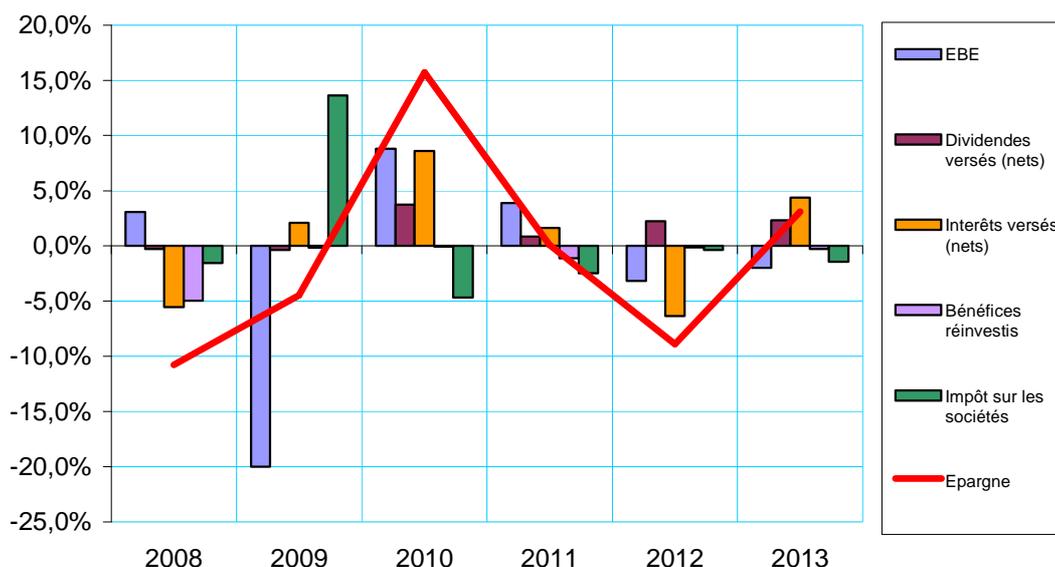


Tableau B.14 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2013 SD en niveau	Evolutions (en points)			Rev en niveau (en pts)	
		2013_PROV	2013_SD	Révisions	2012DEF	2013SD
Taux de marge des SNF : EBE / VA	29,7	-0,9	-0,6	0,3	-0,3	0,0
Taux d'investissement : FBCF / VA	22,8	-0,2	0,1	0,2	0,0	0,2
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	73,7	-0,8	1,4	2,1	-4,0	-1,8

Entre 2012 et 2013, la hausse de l'épargne des SNF est liée avant tout au ralentissement des dividendes et des intérêts versés.

Graphique 2 - Contributions à l'évolution de l'épargne des SNF



L'épargne des sociétés financières progresse en 2013

En 2013, la VA des sociétés financières (SF) est revue en hausse de +1,5 Md€ lors du compte semi-définitif : son taux de croissance atteint +7,2 %, contre +5,7 % lors du compte provisoire. La rémunération des salariés est également révisée à la hausse (+1,2 Md€ en 2013) du fait de la prise en compte des données d'ESANE pour les auxiliaires financiers, et de la correction du CICE pour les institutions financières et les assurances. Le solde des revenus de la propriétés est également revu (-2,3 Md€ au compte semi-définitif), essentiellement du fait des revenus attribués aux assurés. Les révisions proviennent essentiellement des **assurances et, de manière plus marginale, des auxiliaires financiers (intégration des données ESANE)**. En évolution 2012/2013, la VA des assurances est relevée de +1,1 Md€, celle des auxiliaires financiers étant elle revue de +0,4 Md€.

Tableau B.15 : comptes des sociétés financières

	2013 SD en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2013_PROV	2013_SD	Révisions	Total	2012DEF	2013SD
Valeur ajoutée	93,9	5,7	7,2	1,5	1,3	0,2	1,5
Institutions financières	65,9	6,4	6,0	-0,4	-0,3	0,1	-0,2
Assurances	17,2	9,7	17,5	7,8	1,1	-0,1	1,0
Auxiliaires financiers	10,8	-4,0	0,1	4,1	0,4	0,2	0,7
Rémunération des salariés	51,3	-0,8	0,4	1,2	0,6	0,6	1,2
Revenus de la propriété versés	240,0	-9,1	-7,4	1,6	4,6	-4,1	0,4
Intérêts versés	136,3	-13,2	-13,2	-0,1	0,1	-1,3	-1,2
Dividendes versés	25,5	1,5	6,3	4,9	1,1	-2,6	-1,4
Rev. de la prop. attribués aux assurés	77,8	-4,4	-0,1	4,2	3,3	-0,5	2,8
Revenus de la propriété reçus	244,2	-12,8	-12,5	0,3	1,3	-3,1	-1,8
Intérêts reçus	183,0	-14,9	-15,1	-0,2	-0,3	-1,6	-1,9
Dividendes reçus	41,4	-4,7	-2,4	2,3	1,1	-2,4	-1,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine	16,3	10,8	10,9	0,1	0,0	-0,1	-0,1
Primes nettes d'assurance dommage	66,1	1,3	6,5	5,2	3,2	0,0	3,2
Indemnités d'assurance dommage	66,9	2,5	7,2	4,7	2,9	0,0	2,9
Prestations sociales versées	29,8	2,0	1,2	-0,8	-0,2	0,0	-0,2
Epargne brute	21,8	-27,7	-34,8	-7,1	-2,4	0,3	-2,2
Formation brute de capital fixe	15,4	-0,3	-15,2	-14,9	-2,7	0,2	-2,5
Capacité de financement	7,2	-58,6	-56,9	1,7	0,2	0,2	0,4

Le pouvoir d'achat du RDB des ménages est stable, comme au provisoire

La croissance du revenu disponible est légèrement plus soutenue dans le compte semi-définitif que dans le compte provisoire (respectivement +0,7 % et +0,6 %) :

- La progression des salaires nets reçus est peu révisée (+0,1 point) mais le revenu mixte des entrepreneurs individuels est lui revu à la hausse (-0,4 % au SD contre -0,8 au provisoire, soit +0,8 Md€ en évolution) en lien avec la révision de la valeur ajoutée.
- Le solde des revenus de la propriété est révisé en hausse (+2,7 Md€ en 2013, +2,1 Md€ sur l'évolution), essentiellement du fait des revenus attribués aux assurés, en lien avec les modifications apportées au compte des assurances.
- Les transferts courants nets reçus sont révisés en 2013 de -3,1 Md€, qui se décomposent ainsi : 2,3 Md€ sont dus à une révision à la hausse des transferts versés par les ménages au reste du monde (source balance des paiements) et 1,2 Md€ vient de l'activité dissimulée attribuée au SNF reçue par les ménages.

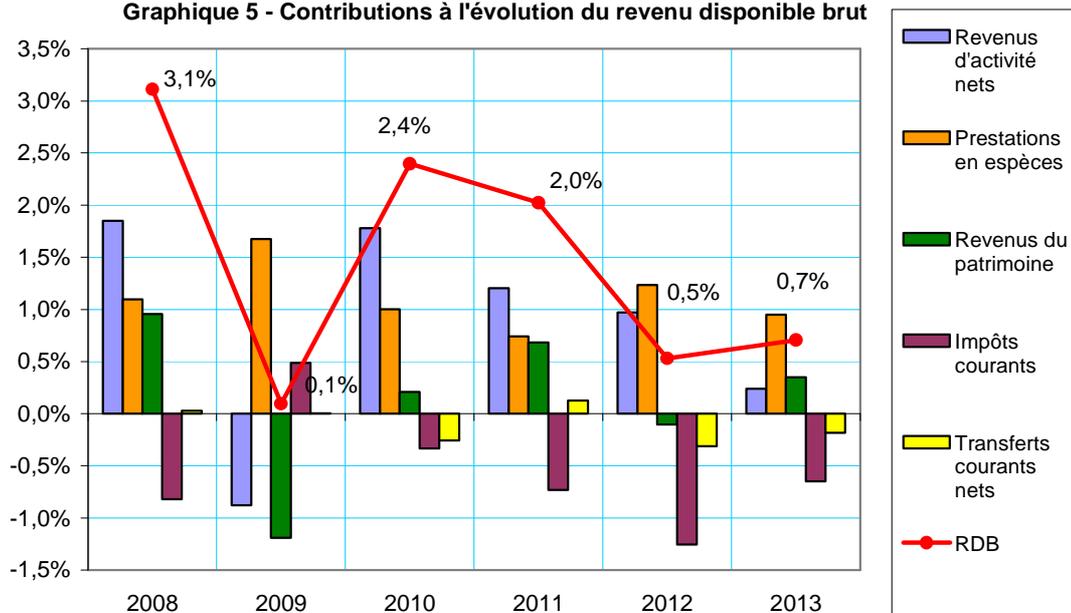
Tableau B.16 : compte des ménages

	2013 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2013_PROV	2013_SD	Révisions	Total	2012DEF	2013SD
Revenus d'activité nets (1)	797,2	0,3	0,4	0,1	1,3	1,1	2,4
Revenu mixte	90,8	-1,8	-1,0	0,8	0,8	-0,7	0,1
Salaires reçus	706,4	0,5	0,5	0,1	0,5	1,8	2,3
Revenus du patrimoine (2)	283,4	0,9	1,6	0,7	2,1	0,6	2,7
EBE des ménages purs	170,4	0,8	0,8	0,0	-0,1	-0,1	-0,2
Revenus de la propriété reçus	133,3	-2,7	-1,2	1,5	2,0	0,7	2,7
Revenus de la propriété versés	20,3	-18,8	-19,4	-0,7	-0,2	0,0	-0,2
Cotisations sociales des salariés et non salariés	143,7	4,7	4,2	-0,5	-0,7	0,0	-0,7
Cotisations sociales APU	116,1	5,3	5,0	-0,3	-0,4	0,0	-0,4
Cotisations sociales hors APU	27,6	2,4	1,3	-1,1	-0,3	0,0	-0,3
Prestations sociales en espèces reçues (3)	457,6	2,8	2,8	0,0	0,0	0,1	0,0
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	207,9	3,9	4,3	0,4	0,8	-0,1	0,7
Impôts sur le revenus	185,7	4,4	4,8	0,4	0,8	-0,1	0,7
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	-2,7	-0,6	-2,1	-1,5	-1,5	-1,6	-3,1
Revenu disponible brut	1 327,6	0,6	0,7	0,1	1,1	0,2	1,3
Dépense de consommation finale	1 132,7	0,8	1,2	0,4	4,1	2,2	6,3
Epargne brute	194,9	-0,4	-1,9	-1,5	-3,0	-1,9	-5,0
Transferts sociaux en nature reçus	370,0	2,6	2,1	-0,6	-2,0	0,0	-2,0
Consommation finale effective	1 502,7	1,2	1,4	0,1	2,1	2,2	4,3
Formation brute de capital fixe	119,6	-2,7	-1,5	1,2	1,5	0,0	1,5
<i>EI</i>	10,1	-0,3	-2,3	-2,1	-0,2	0,1	-0,2
<i>ménages purs</i>	109,5	-2,9	-1,4	1,5	1,7	-0,1	1,6
Capacité de financement (en Md€)	70,5	2,9	-3,3	-6,3	-6,3	0,0	-6,3

Au total, en 2013, le revenu disponible brut (RDB) des ménages est revu de +1,3 Md€ entre les comptes provisoire et semi-définitif. Compte tenu des révisions apportées également sur 2012, le RDB progresse ainsi faiblement de +0,7 % (contre +0,6 % lors du compte provisoire).

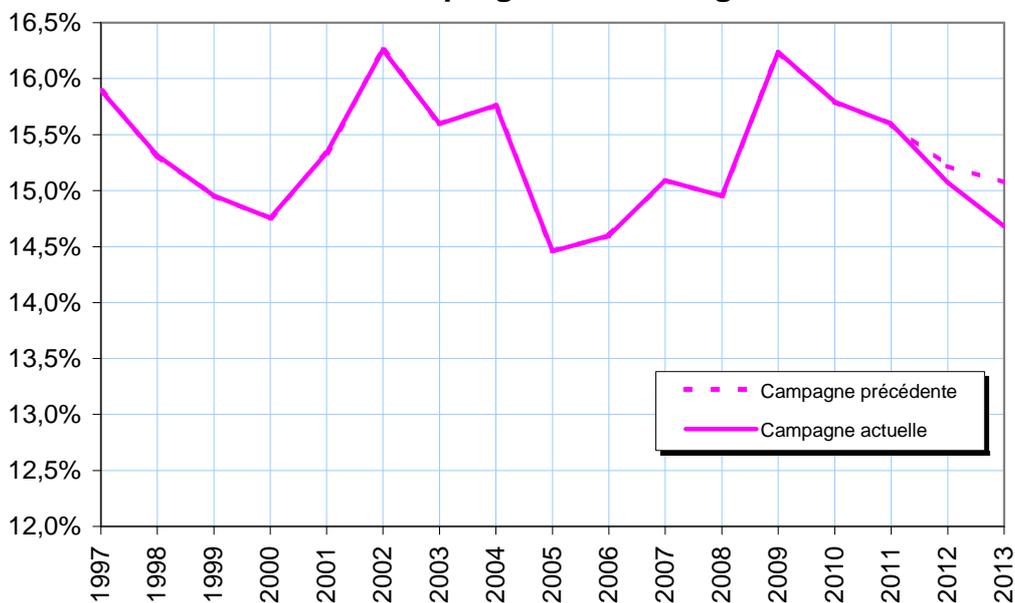
En 2013 les revenus d'activité subissent un fort ralentissement par rapport à 2012 (+0,4 % contre +1,4 % en 2012). A l'inverse, les revenus du patrimoine, portés par les dividendes et les revenus attribués aux assurés, contribuent positivement à l'évolution du RDB alors qu'ils pesaient, à la baisse, en 2012 (il convient de garder à l'esprit que les estimations de revenus de la propriété sont susceptibles d'être révisées significativement au compte définitif). Les prestations sociales en espèce contribuent moins qu'en 2012 à l'évolution du RDB de même que les impôts qui contribuaient fortement en 2012 du fait de la mise en place de mesures nouvelles.

Graphique 5 - Contributions à l'évolution du revenu disponible brut



Dans le même temps, en 2013, la dépense de consommation des ménages est révisée de +6,3 Md€ par rapport au compte provisoire (cf. note sur le TES), de sorte que le taux d'épargne est revu de -0,2 point à 14,7 %, cf. tableau B.17). La baisse du taux d'épargne en 2013 est ainsi accentuée par rapport au compte provisoire.

Le taux d'épargne des ménages



Le prix des dépenses de consommation finale des ménages étant également revu à la hausse, le pouvoir d'achat du RDB n'est pas modifié et reste stable en 2013, comme le pouvoir d'achat du RDB par unité de consommation, dont l'évolution s'établit en 2013 à -0,7 %.

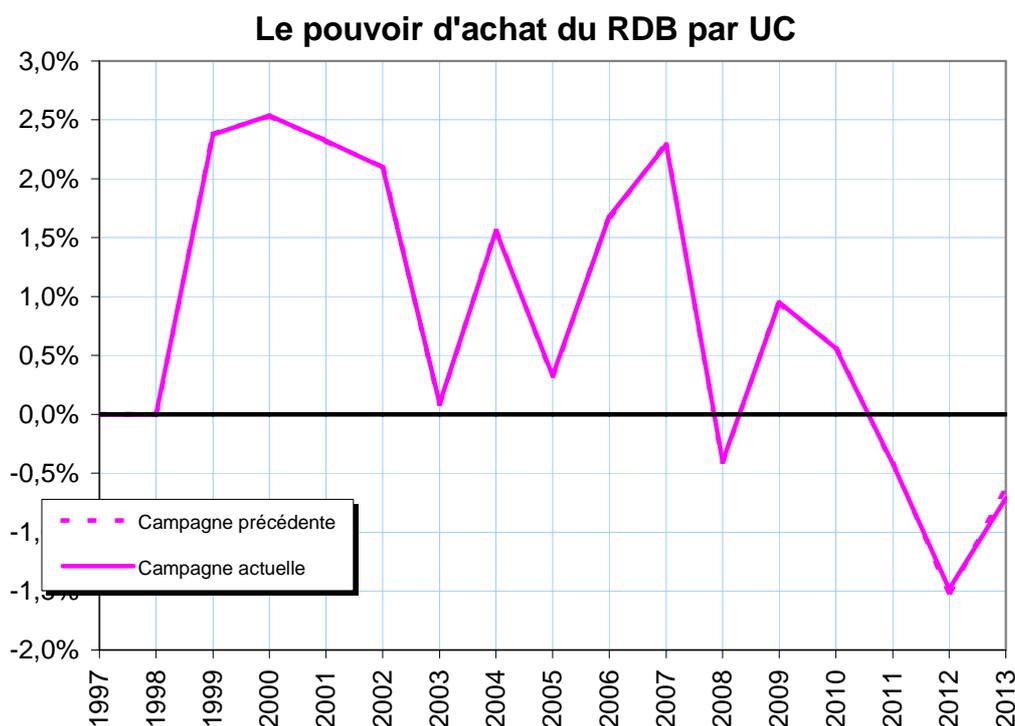


Tableau B.17 : principaux ratios du compte des ménages

	2013 SD en niveau	Evolutions (en points)			Rev en niveau (en pts)	
		2013_PROV	2013_SD	Révisions	2012DEF	2013SD
Taux d'épargne (En %)	14,7	-0,1	-0,4	-0,2	-0,1	-0,4
Taux d'épargne financière (En %)	5,3	0,2	-0,3	-0,5	0,0	-0,5
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	0,0	0,0	0,0	0,0		
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	-0,7	-0,6	-0,7	0,0		

2. Le solde des administrations publiques est revu à la hausse

En 2011, le besoin de financement des administrations publiques (APU) est amélioré de +0,7 Md€ par rapport à la notification EDP d'octobre 2014. Le besoin de financement des administrations centrales augmente ainsi de 0,9 Md€, celui des APUL baisse de 0,6 Md€ et celui des administrations de sécurité sociale baisse de 0,9 Md€.

En part de PIB, le déficit notifié des APU atteint -4,1 %, au même niveau que lors de la notification EDP d'octobre 2014.

Tableau B.18 : ratios et soldes des administrations publiques

	2013 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2013_SDA	2013_SD	Révisions	Total	2012DEF	2013SD
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-86,4	14,6	14,1	-0,5	-0,5	1,2	0,7
Administrations publiques centrales (Md€)	-68,7	17,3	15,5	-1,9	-1,9	1,0	-0,9
Administrations publiques locales (Md€)	-8,5	-5,5	-5,0	0,5	0,5	0,2	0,6
Administrations de sécurité sociale (Md€)	-9,1	2,7	3,6	0,9	0,9	0,0	0,9
Taux de PO (en %)	45,4	1,0	0,8	-0,2	0,1	0,0	
Déficit / PIB (en %)	-4,1	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	

Le besoin de financement de la nation est légèrement amoindri

La prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et de la balance des paiements conduit à revoir le solde des échanges extérieurs à la baisse en 2013 (-8 Md€, à -39,3 Md€, cf. tableau B.19), du fait essentiellement d'une révision à la hausse du niveau des importations, déjà enregistrée sur 2012 au compte définitif.

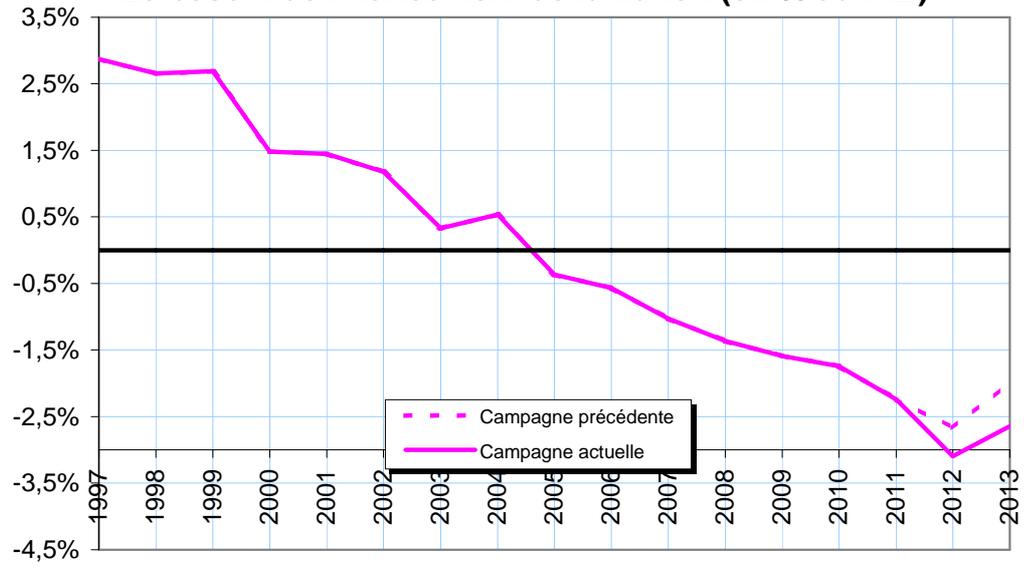
Sur le solde des opérations de répartition il convient de mentionner que très peu d'opérations ont été reprises du rapport annuel de la balance des paiements car elles fournissent des messages contradictoires avec les autres sources disponibles, notamment ESANE : c'est le cas notamment des données sur les dividendes, les bénéfices réinvestis d'IDE et les revenus des grands chantiers à l'étranger. Les évolutions du provisoire sont donc conservées sur ces opérations, de sorte que 2013 est révisé en niveau comme 2012. La révision de -1,3 Md€ en évolution du solde des opérations de répartition est principalement imputable aux transferts courants.

Il en résulte une révision du besoin de financement de la nation de +14,4 Md€, à -56,2 Md€ (soit -2,7% de PIB, après -3,1 %). Le besoin de financement de la nation se redresse donc moins fortement qu'au provisoire, en lien avec les révisions du soldes des échanges extérieurs.

Tableau B.19 : quelques éléments issus du compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2013 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2013_PROV	2013_SD	Révisions	Total	2012DEF	2013SD
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-39,3	9,8	5,7	-4,2	4,2	-3,9	-8,0
Exportations	603,2	1,8	1,3	-0,4	-2,5	7,9	5,4
Exportations de biens (FAB)	443,5	0,7	0,8	0,1	0,5	-0,9	-0,5
Importations	642,6	0,1	0,4	0,3	1,7	11,8	13,4
Importations de biens (FAB)	482,3	-1,4	-2,0	-0,6	-3,2	0,8	-2,4
Solde des opérations de répartition (Md€)	-16,6	4,3	3,0	-1,3	-1,3	-4,8	-6,1
Rémunérations des salariés (Md€)	15,2	0,3	0,2	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
Subventions nettes d'impôts (Md€)	6,5	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	0,1	-0,1
Revenus de la propriété (Md€)	11,4	3,8	3,5	-0,3	-0,3	-3,1	-3,4
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-10,1	-0,4	0,1	0,3	0,3	0,0	0,3
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-39,6	-2,7	-3,9	-1,1	-1,1	-1,7	-2,8
Transferts en capital (Md€)	0,0	3,5	3,5	0,0	0,0	-0,1	0,0
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-55,9	14,1	8,7	-5,4	-5,4	-8,7	-14,1
<i>En % du PIB (évolution en points)</i>	<i>-2,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>			

Le besoin de financement de la nation (en % du PIB)



C) Principales révisions intervenues sur le compte provisoire 2014 par rapport aux résultats détaillés du 4^{ème} trimestre 2014

Tableau 1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2013

Tableau 1a : fiche de PIB en volumes aux prix de l'année précédente chaînés (variations en %)

	Niveaux au SD 2013 Md€ courants	RD du T4 2014 (%) CJO	Prov. 2014 (%) CJO	Ecart (pt)	Prov. 2014 (%) non CJO
PIB	2 117,8	0,4	0,2	-0,2	0,2
Importations	643,6	3,9	3,9	0,1	3,8
Dépenses de consommation des ménages	1 133,0	0,6	0,6	0,1	0,6
Dépenses de consommation des APU	508,0	1,9	1,5	-0,3	1,5
FBCF totale	468,6	-1,6	-1,2	0,4	-1,2
dont ménages	109,5	-5,9	-5,3	0,6	-5,3
dont ENF	254,4	0,7	2,0	1,3	2,0
dont sociétés financières	15,4	-0,8	6,0	6,8	6,0
dont APU	84,9	-3,3	-6,9	-3,6	-6,9
Exportations	604,0	2,9	2,4	-0,5	2,4
Contributions à l'évolution du PIB :					
Demande intérieure hors stocks		0,4	0,5	0,1	0,4
<i>Consommation des ménages</i>		0,3	0,3	0,0	0,3
<i>Consommation des APU</i>		0,4	0,4	-0,1	0,4
<i>FBCF totale</i>		-0,3	-0,2	0,1	-0,3
Variations de stocks		0,3	0,2	0,0	0,2
Commerce extérieur		-0,3	-0,5	-0,2	-0,5

Tableau 1b : fiche de PIB en prix (variations en %)

	Niveaux au SD SD 2013 Md€ courants	RD du T4 2014 (%) CJO	Prov. 2014 (%) CJO	Ecart (pt)	Prov. 2014 (%) non CJO
PIB	2 117,8	0,9	0,6	-0,4	0,6
Importations	643,6	-2,2	-2,4	-0,2	-2,4
Dépenses de consommation des ménages	1 133,0	0,5	0,0	-0,5	0,0
Dépenses de consommation des APU	508,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF totale	468,6	0,3	0,0	-0,3	0,0
dont ménages	109,5	1,6	1,4	-0,2	1,4
dont ENF	254,4	0,0	-0,3	-0,3	-0,3
dont sociétés financières	15,4	-0,9	-1,2	-0,3	-1,2
dont APU	84,9	-0,3	-0,5	-0,2	-0,5
Exportations	604,0	-0,8	-0,9	-0,1	-0,9
Contributions à l'évolution du PIB :				0,0	
Demande intérieure hors stocks		0,4	0,0	-0,3	0,1
<i>Consommation des ménages</i>		0,3	0,0	-0,3	0,0
<i>Consommation des APU</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
<i>FBCF totale</i>		0,0	0,0	-0,1	0,0
Variations de stocks		0,1	0,1	-0,1	0,1
Commerce extérieur		0,5	0,5	0,0	0,5

Tableau 1c : fiche de PIB en valeur (variations en %)

	Niveaux au SD 2013 Md€ courants	RD du T4 2014 (%) CJO	Prov. 2014 (%) CJO	Ecart (pt)	Prov. 2014 (%) non CJO
PIB	2 117,8	1,3	0,7	-0,6	0,8
Importations	643,6	1,5	1,5	-0,1	1,3
Dépenses de consommation des ménages	1 133,0	1,0	0,6	-0,5	0,6
Dépenses de consommation des APU	508,0	1,9	1,6	-0,3	1,6
FBCF totale	468,6	-1,3	-1,2	0,2	-1,2
dont ménages	109,5	-4,3	-3,9	0,4	-3,9
dont ENF	254,4	0,7	1,7	1,0	1,7
dont sociétés financières	15,4	-1,7	4,7	6,4	4,8
dont APU	84,9	-3,6	-7,3	-3,8	-7,3
Exportations	604,0	2,1	1,4	-0,7	1,4
Contributions à l'évolution du PIB :					
Demande intérieure hors stocks		0,8	0,5	-0,3	0,5
<i>Consommation des ménages</i>		0,6	0,3	-0,2	0,3
<i>Consommation des APU</i>		0,5	0,4	-0,1	0,4
<i>FBCF totale</i>		-0,3	-0,3	0,0	-0,3
Variations de stocks		0,4	0,3	-0,1	0,3
Commerce extérieur		0,1	0,0	-0,2	0,0

La croissance en volume du PIB est abaissée de 0,2 point en 2014. La révision est précisément de -0,21 point en données CJO (cf. tableau 1a). A noter que la méthode de correction des jours ouvrables (CJO) a été revue de manière à mieux prendre en compte les « ponts », de sorte que des révisions significatives peuvent affecter certaines évolutions trimestrielles (et, plus marginalement, les évolutions annuelles).

Globalement, la décomposition du PIB dans l'approche demande est peu révisée : la demande intérieure hors stocks demeure peu dynamique (+0,5 %, comme en 2013), l'économie française continue à stocker (contribution de +0,2 % comme en 2013) ; les exportations et les importations sont particulièrement soutenues, mais les importations davantage que les exportations, de sorte que le solde extérieur contribue négativement à la croissance (-0,5 pt, après une contribution nulle en 2013).

C.1. Des dépenses de consommation des ménages globalement quasi inchangées

Par rapport aux Résultats Détaillés du 4^e trimestre 2014, la hausse des dépenses de consommation en volume des ménages est confirmée à +0,6 % (cf. tableau 3a), en légère accélération par rapport à 2013.

Les révisions en 2014 résultent de l'intégration de nouvelles informations, qui ne peuvent pour la plupart pas l'être en période courante.

Les principales révisions concernent (cf. tableau 3b) :

- Le produit textile-cuir-habillement, dont la croissance est fortement révisée à la hausse, de -1,2 % à +2,5 %. La révision porte en particulier sur l'habillement (plutôt que sur les textiles ou les chaussures), dont l'évolution est rehaussée, de -0,3 % à +3,2 %.
- À l'inverse, la consommation en produits agro-alimentaires est abaissée, de +0,2 % à -0,2 %.

Dans ces deux cas, les comptes trimestriels sont construits en valeur à partir d'indicateurs de la Banque de France puis déflatés par l'indice des prix à la consommation.

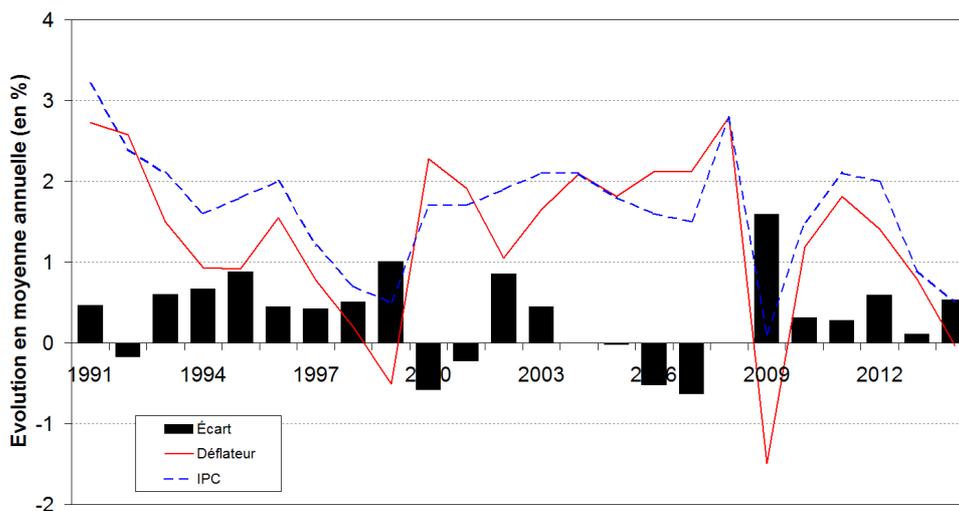
Tableau 3 : Principales révisions de la dépense de consommation des ménages par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2013	RD du T4 2014 (%)	Prov. 2014 (%)	Contrib écart total	SD 2013 (%)	Prov. 2014 (%)
	Md€ courants	CJO	CJO		non CJO	non CJO
Produits agricoles	32,7	1,5	2,0	0,0	1,7	2,0
Produits agro-alimentaires	172,3	0,2	-0,2	-0,1	0,0	-0,2
Énergie	103,9	-5,7	-5,7	0,0	0,3	-5,6
Biens fabriqués	236,5	1,7	1,9	0,0	-1,2	1,8
Construction	17,3	-0,7	-1,0	0,0	-1,7	-1,0
Commerce	12,5	-2,1	-1,9	0,0	-1,3	-2,0
Transport	36,8	-0,1	0,2	0,0	0,5	0,2
Services financiers	61,1	1,1	1,2	0,0	1,7	1,2
Services immobiliers	218,4	1,1	1,3	0,0	1,1	1,3
Autres services marchands	186,7	0,0	-0,2	0,0	0,4	-0,2
Services non marchands	65,1	1,5	1,6	0,0	3,1	1,5
Correction territoriale	-10,1	-35,0	-40,6	0,1	-3,6	-40,6
Total	1 133,0	0,6	0,6	0,1	0,4	0,6

Le déflateur des dépenses de consommation est révisé de -0,5 pt (-0,45 pt précisément) : il s'établissait à +0,5 % aux Résultats Détaillés du 4^e trimestre, contre +0,0 % dans le compte provisoire. Les révisions proviennent, pour -0,35 pt, des services financiers, dont l'assurance (contribution de -0,27 pt à la révision) et les Sifim (contribution de -0,08 pt).

Au final, le déflateur de la consommation des ménages est stable, tandis que l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,5 % en moyenne annuelle. Un écart de 0,5 pt n'est pas inhabituel (cf. figure 1).

Figure 1 - Évolutions annuelles de l'IPC et du déflateur de la consommation des ménages



Des dépenses de consommation des administrations un peu moins dynamiques

La hausse des dépenses de consommation des APU est abaissée de 0,3 pt, à +1,5 % (cf. tableau 3b). Cette révision s'explique essentiellement par la consommation collective en services non marchands, qui représente environ 85 % du total de la consommation totale des administrations publiques. La consommation en services non marchands est égale à la production non marchande correspondante, calculée conventionnellement comme la somme de ses coûts : rémunérations, consommations intermédiaires et consommation de capital fixe. En l'occurrence, la révision s'explique surtout par celle des consommations intermédiaires, notamment des administrations publiques centrales.

Tableau 3 : Dépense de consommation des APU par produit (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2013 Md€ courants	RD du T4 2014 (%) CJO	Prov. 2014 (%) CJO	Contrib écart total	SD 2013 (%) non CJO	Prov. 2014 (%) non CJO
Produits fabriqués	28,7	6,3	5,9	0,0	4,4	5,9
Transports	3,0	1,9	0,1	0,0	3,0	0,1
Services immobiliers	15,2	0,7	1,4	0,0	2,2	1,4
Autres services marchands	32,2	1,9	2,4	0,0	2,8	2,4
Services non marchands	430,3	1,6	1,2	-0,4	1,4	1,2
dont collective	169,7	1,8	0,7	-0,4	1,8	0,7
dont individualisable	260,6	1,5	1,5	0,0	1,1	1,5
Total	510,0	1,9	1,5	-0,3	1,7	1,5

C.2. Le recul de la FBCF est amoindri

L'investissement demeure en baisse en 2014 : -1,2 % après -0,5 %. L'ampleur de la baisse est toutefois légèrement amoindrie (de -1,6 % à -1,2 %).

Par produit, l'investissement dans la construction est légèrement rehaussé mais reste très déprimé en 2014 (-3,4 % après -0,5 %). Le recul concerne le bâtiment (-3,8 % après -0,9 %) et le génie civil (-1,5 % après +1,5 %). Ces fortes baisses sont cohérentes avec les enquêtes de conjoncture dans le bâtiment et les données d'emploi de l'Acoss. L'investissement en matériels de transports (notamment autre que les automobiles) est abaissé, il diminue de 0,4 % en 2014.

L'investissement des ménages est peu révisé, il demeure en forte baisse (-5,3 %). La promotion immobilière est légèrement revue à la hausse.

L'investissement des APU est fortement revu à la baisse. En particulier, le calage sur le compte des administrations publiques conduit à abaisser la FBCF des APU en matériels de transports, en automobiles mais surtout en matériel militaire. La correction pour matériel militaire¹⁷ ne peut actuellement être anticipée avant le compte provisoire. L'investissement des APU en génie civil est également revu à la baisse ; sur le génie civil, l'indicateur de la Fédération Nationale des Travaux Publics ne distingue pas l'investissement en travaux publics réalisés par les entreprises et de celui des administrations publiques ; le partage est opéré par l'étalonnage-calage. Pour les Premiers Résultats du 4^e trimestre, le partage a été modifié, pour anticiper une dégradation plus importante de l'investissement des APUL ; ce partage a à nouveau été amplifié à l'occasion des Résultats Détaillés du 4^e trimestre. Malgré ces deux anticipations, l'ampleur de la baisse de l'investissement des APU n'avait pas été totalement appréhendée (-7,7 % contre -6,5 %).

L'investissement des SNF est légèrement rehaussé (+2,0 % contre +0,7 % dans les Résultats Détaillés). Par rapport à 2013, il accélère (+2,0 % après +0,8 %). La révision concerne l'ensemble des postes, mais principalement les biens fabriqués (matériels de transports autre que les automobiles, notamment) ainsi que la construction (génie civil surtout), en contrepartie des révisions à la baisse de la FBCF des administrations publiques.

L'investissement des sociétés financières est fortement révisé à la hausse (+6,0 % au lieu de -0,8 %) avec l'intégration de leur compte provisoire. L'information demeure très parcellaire sur ce secteur institutionnel. Néanmoins, l'amplitude de la révision sur l'année 2013 (compte semi-définitif) est bien plus élevée (de -0,3 % à -15,2 %).

¹⁷ En comptabilité nationale, l'investissement des APU doit être enregistré au moment de la livraison et non du paiement. Comme les sources statistiques portent sur le paiement, la correction du matériel militaire vise à tenir compte du décalage entre paiement et livraison.

Tableau 4 : Principales révisions de la FBCF par secteurs institutionnels (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	RD du T4 2014		Contrib écart total	SD 2013 (%)	Prov. 2014 (%)
	2013 Md€	(%) CJO	Prov. 2014 (%) CJO		non CJO	non CJO
Entreprises non financières	253,8	0,7	2,0	0,7	0,5	2,0
<i>dont biens fabriqués</i>	85,1	-0,1	2,3	0,4	0,3	2,1
<i>dont BTP</i>	67,6	1,9	3,0	0,2	1,2	3,0
<i>dont "services aux entreprises"</i>	101,1	0,5	1,1	0,1	0,3	1,2
Ménages	109,5	-5,9	-5,3	0,1	-1,5	-5,3
<i>dont bâtiment</i>	90,5	-6,7	-6,1	0,1	-0,8	-6,1
<i>dont services aux entreprises</i>	19,0	-1,6	-1,7	0,0	-4,5	-1,6
Administrations publiques	84,9	-3,3	-6,9	-0,7	0,1	-6,9
<i>dont matériels de transports</i>	5,9	6,2	-21,7	-0,4	-3,4	-21,7
<i>dont BTP</i>	52,6	-6,5	-7,7	-0,1	-0,1	-7,7
<i>dont services et entreprises</i>	22,2	1,4	-1,8	-0,2	3,0	-1,8
<i>ISBLSM</i>	4,3	1,2	3,3	0,0	3,5	3,3
Sociétés financières	15,4	-0,8	6,0	0,2	-15,3	6,0
Total	467,9	-1,6	-1,2	0,4	-0,6	-1,2

C.3. Le commerce extérieur pèse davantage sur la croissance

Révisions du solde des échanges extérieurs

La contribution des échanges extérieurs contribuait négativement à la croissance du PIB dans l'estimation précédente, à hauteur de 0,3 pt ; elle pèse maintenant davantage, puisqu'elle réduit la croissance du PIB en volume de 0,5 pt.

Les révisions sont d'origines diverses. Elles reposent notamment sur celles des source en valeur :

- La variation entre 2013 et 2014 du solde des échanges de biens en valeur (source principale : Douanes) est révisée de -1,8 Md€ (de +7,4 Md€ aux Résultats Détaillés du 4^e trimestre à +5,6 Md€) ;
- La variation du solde des échanges de services, dont la principale source est la Balance des Paiements, est révisée en valeur de -1,9 Md€ (à -2,6 Md€). Les révisions de la Balance des Paiements sont plus importantes cette année avec la prise en compte du changement de système de calcul (BPM5 à BPM6) ; les services de la Banque de France n'ayant pas été en mesure de justifier toutes les révisions, certaines ont été arbitrées.
- La variation du solde touristique (source Balance des Paiements) est abaissée de 0,2 Md€.

Au total, ces révisions en valeur conduisent à diminuer la contribution en valeur de 3,4 Md€, portant la contribution du commerce extérieur à la croissance de +0,1 pt à 0,0 (précisément, la révision s'établit à -0,17 pt).

Comme les prix des importations et des exportations révisent dans l'ensemble peu, la contribution du commerce extérieur au déflateur du PIB est inchangée (+0,5 %), de sorte que la révision de la contribution du solde commercial en volume (-0,2 pt) est proche de celle en valeur.

Révisions des flux

La baisse de la contribution des échanges extérieurs à l'évolution du PIB en volume s'explique par une révision à la baisse des exportations tandis que le dynamisme des importations est globalement inchangé.

La forte accélération des importations en volume en 2014, publiée lors des Premiers Résultats du 4^e trimestre et confirmée aux Résultats Détaillés, est maintenue (cf. tableau 6) : les importations augmentent de +3,9 % en 2014, après +1,8 % en 2013. En revanche, la composition de cette accélération est modifiée, avec la forte révision des importations de services dans le compte annuel 2013 semi-définitif : les importations de services apparaissent maintenant en net ralentissement (+7,4 % après +9,3 %) alors qu'elles accélèrent aux Résultats Détaillés (+7,5 % après +5,8 %). Les importations de biens (notamment en pharmacie) demeurent en nette accélération.

L'accélération des exportations en volume (cf. tableau 5) est également conservée mais les rythmes d'augmentation en 2013 (compte annuel semi-définitif) et 2014 sont abaissés (+2,4 % après +1,8 %, contre +2,9 % après +2,4 % aux Résultats Détaillés). La révision à la baisse concerne quasiment l'ensemble des biens et services et la correction territoriale, pour des montants peu élevés sur chaque produit. Les contributions aux révisions les plus élevées (en valeur absolue) concernent les activités de services administratif et de soutien (source Balance des Paiements) et les produits pétroliers raffinés (source Douanes).

Tableau 5 : Exportations par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	RD du T4 2014	Prov. 2014 (%)	Contrib écart total	SD 2013 (%)	Prov. 2014 (%)
	2013	(%)			non CJO	non CJO
	Md€	CJO	CJO			
Produits agricoles	17,1	1,7	1,4	0,0	7,7	0,8
Produits agro-alimentaires	44,4	-1,8	-1,5	0,0	-0,1	-1,5
Énergie	28,0	8,2	6,9	-0,1	-2,7	6,9
Biens d'équipement	81,8	1,5	1,8	0,0	1,1	1,8
Matériels de transport	96,4	0,8	0,4	-0,1	3,2	0,5
Autres biens	176,6	3,8	3,4	-0,1	0,7	3,3
Commerce	4,7	17,6	12,5	0,0	9,8	12,5
Transport	27,9	3,2	4,7	0,1	-0,8	4,7
Services financiers	11,7	4,4	-1,5	-0,1	-1,5	-1,5
Autres services marchands	72,0	8,1	5,7	-0,3	5,5	5,9
Services non marchands	0,8	1,0	-0,1	0,0	-7,0	-0,1
Correction territoriale	42,7	-1,2	-2,3	-0,1	1,7	-2,3
Total	604,0	2,9	2,4	-0,5	1,7	2,4

Tableau 6 : Importations par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	RD du T4 2014	Prov. 2014 (%)	Contrib écart total	SD 2013 (%)	Prov. 2014 (%)
	2013	(%)			non CJO	non CJO
	Md€	CJO	CJO			
Produits agricoles	12,3	1,3	2,0	0,0	4,7	2,0
Produits agro-alimentaires	37,7	2,4	2,7	0,0	2,5	2,0
Énergie	89,7	-3,8	-2,5	0,2	-2,8	-2,5
Biens d'équipement	101,5	3,1	4,4	0,2	1,0	4,1
Matériels de transport	67,3	2,0	1,8	0,0	1,2	2,3
Autres biens	190,2	4,9	4,7	-0,1	-0,8	4,2
Commerce	7,2	15,5	14,0	0,0	9,7	14,0
Transport	39,2	4,8	5,5	0,0	5,1	5,5
Services financiers	5,2	6,0	4,6	0,0	-8,4	4,6
Autres services marchands	75,6	8,7	7,9	-0,1	12,3	8,0
Services non marchands	0,7	1,0	-0,2	0,0	97,9	-0,2
Correction territoriale	32,5	9,8	9,7	0,0	3,5	9,6
Total	643,6	3,9	3,9	0,1	1,7	3,8

C.4. La contribution des variations de stocks est légèrement abaissée, à +0,2 pt

Les Résultats Détaillés du 4^e trimestre 2014 faisaient état d'une contribution positive des variations de stocks à la croissance en volume, à hauteur de +0,3 pt. Dans le compte provisoire, le stockage est confirmé, mais légèrement révisé à la baisse : la contribution s'établit maintenant à +0,2 point (révision de -0,06 pt). Les révisions sur les variations de stocks découlent des concertations avec les RSP et du calage sur les exogènes

Cette faible révision globale dissimule toutefois des révisions plus importantes sur certains postes :

- Les stocks de produits manufacturés sont revus à la baisse (la contribution diminue de 0,19 pt), notamment en textile (-0,07 pt), produits métallurgiques (-0,07 pt) et autres produits manufacturés (-0,05 pt).

- À l'inverse, les stocks de pétrole brut sont revus à la hausse (la contribution augmente de 0,15 pt).

Le stockage de matériels de transports (automobiles et autres matériels) est conservé (contribution de +0,1 pt à la croissance du PIB en volume).

C.5. La hausse de la production totale est confirmée (+0,1 point, à +0,7 %)

La production totale des branches en volume progresse de +0,7 %, légèrement plus qu'aux Résultats Détaillés du 4^e trimestre 2014 (cf. tableau 7).

Dans les biens, les révisions proviennent des nouvelles relations d'étalonnage intégrant les révisions des comptes annuels et de la concertation avec les RSP, dont les ERE sont élaborés à un niveau plus détaillé que dans la mécanique des comptes trimestriels.

La production des branches de biens en volume est faiblement révisée : elle était estimée à -0,1 % dans les Résultats Détaillés, elle s'établit maintenant à +0,1 %. La production des branches manufacturière n'est pas révisée (+0,3 %) ; en revanche, la production agricole est revue à la hausse (+5,4 % au lieu de +2,6 %), avec le calage sur les exogènes de l'agriculture.

Dans les services, la production est légèrement revue à la baisse (+0,8 % contre +0,9 %). La production de la branche construction est revue à la hausse, mais reste en forte baisse (-2,2 % contre -2,9 %), notamment pour tenir compte de l'évolution fournie par les indices TVA, moins dégradée que celles fournies par indicateurs de FBCF. La production des autres branches de services est globalement revue à la hausse, sans qu'aucune branche connaisse des révisions importantes.

Tableau 7 : Productions par branches (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	RD du T4 2014	Prov. 2014 (%)	Contrib écart total	SD 2013 (%)	Prov. 2014
	2013 Md€	(%) CJO	CJO		non CJO	(%) non CJO
Produits agricoles	85,9	2,6	5,4	0,06	0,0	5,5
Produits agro-alimentaires	156,9	-0,4	-0,5	-0,01	-1,4	-0,5
Énergie	210,6	-3,1	-3,3	-0,01	-0,1	-3,3
Biens d'équipement	81,8	-1,6	-0,9	0,02	0,7	-0,8
Matériels de transport	111,7	2,3	1,9	-0,01	1,9	2,1
Autres biens	347,2	0,9	0,9	0,00	-0,9	0,9
Construction	280,0	-2,9	-2,2	0,06	-0,5	-2,1
Commerce	388,5	1,5	1,4	-0,01	1,4	1,3
Transports	186,3	0,2	0,1	0,00	-0,2	
Services financiers	207,8	2,1	1,3	-0,04	0,0	1,4
Services immobiliers	298,3	1,0	1,1	0,01	1,3	1,1
Autres services marchands	849,4	1,1	1,2	0,03	0,3	1,3
Services non marchands	567,0	1,5	1,3	-0,04	1,4	1,3
Total	3 771,5	0,6	0,7	0,05	0,4	0,7

La valeur ajoutée totale est légèrement abaissée

La valeur ajoutée (VA) en volume de l'ensemble des branches est globalement révisée en légère baisse (-0,1 pt, à +0,3 %). Par branches, les révisions peuvent être plus importantes (cf. tableau 8), et notamment plus élevées que celles sur la production, dans la mesure où la valeur ajoutée est le solde entre la production et les consommations intermédiaires de la branche.

Les principales révisions portent sur les branches suivantes :

- Agriculture : la révision de la production domine celle sur les consommations intermédiaires, de sorte que la valeur ajoutée révisé fortement (+8,5 % contre +2,8 %),

et apparaît en nette accélération (+8,5 % après -1,9 %), et renoue avec la croissance après 2 années de baisse ;

- Matériels de transports : la révision à la baisse de la production est amplifiée par celle à la hausse des consommations intermédiaires (qui représentent 80 % de la production), particulièrement sur les autres matériels de transports, dont la valeur ajoutée est maintenant affichée en très forte baisse (-8,9 %).
- Services financiers : la révision à la baisse de la valeur ajoutée (de +1,5 % à -0,8 %) s'explique tout plus à la révision à la baisse de la production (de +2,1 % à +1,3 %) qu'à celle à la hausse des consommations intermédiaires, plus modeste (de +2,6 % à +2,8 %), qui représentent en outre 60 % de la production.
- Produits agro-alimentaires : la révision à la baisse de la valeur ajoutée s'explique surtout par une forte révision des consommations intermédiaires (de -2,4 % à +0,7 %), qui représentent environ 70 % de la production.

La croissance du SMPT réel est supérieure aux gains de productivité

Le tableau 9 illustre l'évolution de la productivité apparente du travail (estimée ici en rapportant la valeur ajoutée en volume à l'emploi en personnes physiques). Les gains de productivité des sociétés non financières sont peu révisés, ils s'établissent à +0,2 % en 2014, ce qui est inférieur à la moyenne calculée sur les années 2001 à 2012. Ce constant de gains

Tableau 9 : Gains de productivité par tête dans les différentes branches (valeur ajoutée en volumes chaînés rapportée à l'emploi total)

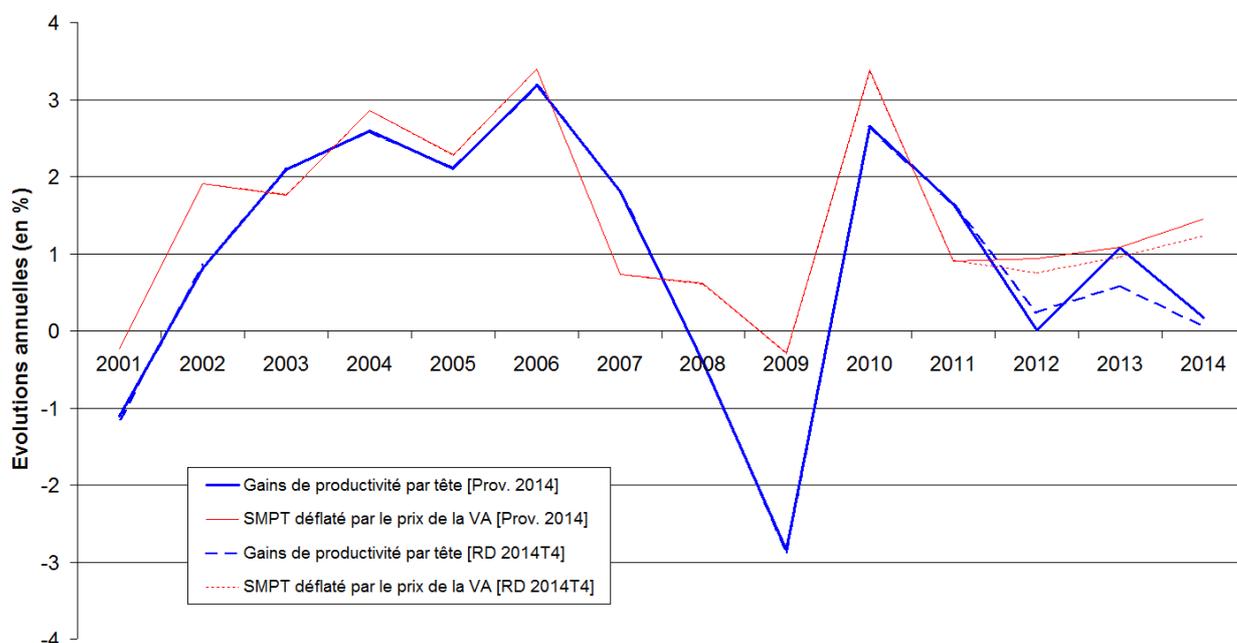
	Moyenne 2001-2012	2011	2012	2013	2014	2011	2012	2013	2014
		Prov 2014 (%)				RD du T42014 (%)			
Industrie	2,3	3,6	1,2	1,9	0,3	3,7	1,4	1,0	0,6
Construction	-2,0	-1,9	-4,9	1,2	-1,7	-1,6	-1,1	-0,5	-2,2
Services marchands	0,6	0,8	0,2	0,9	0,1	0,9	0,3	0,8	0,3
Sociétés non financières*	1,0	1,6	0,0	1,1	0,2	1,6	0,2	0,6	0,1

*Pour l'agrégat sociétés non-financières, la valeur ajoutée est calculée en volumes aux prix constants de l'année de base, et non en volumes chaînés.

de productivité inférieurs à leur moyenne récente se retrouve dans l'industrie et les services marchands. À l'inverse, la baisse de la productivité dans la construction est inférieure, entre 2013 et en 2014, à celle constatée entre 2001 et 2012.

Sur le champ des SNF, la productivité apparente du travail ralentit fortement (de +1,1 % à +0,2 %). Sur ce même champ, le salaire moyen par tête « réel » (déflaté par le prix de la valeur ajoutée) accélère (+1,4 % après +1,1%), et progresse de nouveau sensiblement plus rapidement que la productivité (cf. figure).

Productivité par tête et SMPT déflaté par le prix de valeur ajouté, champ des sociétés non financières



C.7. La progression de la valeur ajoutée en valeur est revue à la baisse de 0,5 point à +0,6 %

En 2014, la valeur ajoutée (VA) en valeur de l'ensemble des secteurs institutionnels progresse de 0,6 %, après +1,1 % en 2013 (cf. tableau 1). Le ralentissement est généralisé à l'ensemble des secteurs et particulièrement marqué pour les sociétés financières

Par rapport à la campagne précédente :

- La croissance de la VA est revue à la hausse pour l'année 2013 (compte semi-définitif) de +0,4 point pour s'établir à +1,4 % en données brutes. La révision porte sur les sociétés non financières avec l'intégration des données d'Esane et sur les sociétés financières, du fait de l'incorporation des informations issues des états comptables des assureurs.
- Sur 2014 à l'inverse, la croissance de la VA passe de +1,1 % (donnée corrigée des jours ouvrables) dans les résultats détaillés du quatrième trimestre 2014 à +0,6 % (cjo) dans le compte provisoire (soit -0,5 point de révision). Le taux de croissance du PIB nominal est ramené de +1,3 % (cjo) dans les résultats détaillés de la fin 2014, à +0,7 % (cjo) dans le compte provisoire.

Tableau 1 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2014 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO en %)		
		2013SD	2014PROV	2013SD	2014PROV	RD-T4	PROV	révision
Sociétés non financières	1073,6	9,1	3,3	0,9	0,3	0,4	0,3	-0,1
Sociétés financières	94,0	6,3	0,1	7,2	0,1	7,5	0,1	-7,4
Administrations publiques	360,2	6,5	5,3	1,9	1,5	2,0	1,5	-0,5
Ménages	348,6	3,1	1,6	0,9	0,5	0,5	0,5	-0,1
dont EI	133,8	0,0	-0,7	0,0	-0,5	-0,8	-0,5	0,3
ménages purs	214,8	3,1	2,2	1,5	1,1	1,4	1,1	-0,3
ISBLSM	33,8	0,8	0,7	2,5	2,1	0,9	2,1	1,1
Total des secteurs institutionnels	1910,2	25,9	10,9	1,4	0,6	1,1	0,6	-0,5
Impôts nets de subventions sur les produits	222,2	3,8	5,0	1,8	2,3	3,4	2,3	-1,1
Produit intérieur brut	2132,4	29,6	15,9	1,4	0,8	1,3	0,7	-0,6

La VA des sociétés non financières augmente de 0,3 % après +0,9 % en 2013. En 2014, son évolution est révisée de 0,1 point à la baisse entre les résultats détaillés du quatrième trimestre et le compte provisoire.

Le rythme de croissance de la VA des sociétés financières marque le pas: il atteint +0,1 % après +7,2 % en 2013. La VA des assurances décroît fortement (-27,4 % en 2014 après +17,5 %) du fait de la baisse des rendements de l'assurance vie, qui touche à la fois les contrats en euros et en unité de compte. Inversement, celle des institutions financières reste sur la dynamique de l'année précédente (+6,4 % en 2014 après +6,0 %), la baisse des taux d'intérêt interbancaires continuant d'alimenter la hausse des marges d'intermédiation délogées par les banques.

Par rapport aux résultats détaillés du quatrième trimestre, la révision apportée à la valeur ajoutée des sociétés financières provient de l'intégration des comptes annuels : dans la mécanique de construction des comptes trimestriels, il n'y a pas d'estimation directe de cette valeur ajoutée. Il en est de même pour les administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

La VA des APU ralentit également en 2014, passant de +1,9 % en 2013 à +1,5 %. Ce fléchissement tient principalement aux branches non marchandes dont la production croît plus modérément en 2014 qu'en 2013 (+1,2 % après +2,0 %) tandis que les consommations intermédiaires se stabilisent à +0,2 %, après une croissance de +2,5 % en 2013. La production non marchande est tirée vers le bas par une stabilisation de la consommation de capital fixe, en lien avec la forte baisse de l'investissement des APU en 2014. Ainsi, la production non marchande progresse peu, malgré une légère accélération des salaires (+1,9 % en 2014 après +1,7 %).

La VA des ménages décélère également (+0,5 % après +0,9 %) Avec une baisse pour les entrepreneurs individuels (-0,5 %, après +0,0 % en 2013) et un ralentissement pour les ménages purs (+1,1 % en 2014, +1,5 % en 2013). Sur l'ensemble des ménages, la valeur ajoutée est très peu révisée par rapport aux RD du T4.

Enfin, la VA des ISBLSM ralentit très légèrement (+2,1 % après +2,5 %), sous l'effet principalement de la branche de l'action sociale sans hébergement.

Le taux de marge des sociétés non financières se détériore tandis que les taux d'investissement et d'autofinancement se redressent

Sur le champ des sociétés non financières (SNF), la valeur ajoutée ralentit à +0,3 % après +0,9 % en 2013 (cf. tableau 2). En 2014, son taux d'évolution est revu de 0,1 point à la baisse par rapport aux résultats détaillés du quatrième trimestre.

En 2014, les salaires et traitements bruts versés par les SNF sont à l'inverse plus dynamiques qu'en 2013 (+1,7 % après +1,3 %). L'évolution de la masse salariale se fonde sur ce qu'indique l'assiette CSG de l'Acoss, une fois ramenée au champ des sociétés financières.

Les impôts nets de subventions baissent fortement en 2014 :

- Les impôts sur la production reviennent à un rythme de croissance normal après avoir fortement augmentés en 2012 et 2013 (+2,5 % après +5,9 % en 2012 et +6,2 % en 2013). Les deux années précédentes sont en effet marquées par la hausse progressive du forfait social qui expliquait l'augmentation des impôts sur les salaires et la main d'œuvre¹⁸.
- Parallèlement, les subventions augmentent fortement en 2014 (+8,7 Md€) suite à la mise en place du CICE.

¹⁸ Le forfait social est une contribution à la charge de l'employeur qui concerne, sauf exceptions, les éléments de rémunération ou gains qui sont exonérés de cotisations de sécurité sociale tout en étant assujettis à la CSG ou ceux qui ne remplissent pas ces conditions mais qui sont assujettis de par la loi. Initialement établi à un taux de 2 % en 2009, il est passé à un taux de 4 % pour l'année 2010, 6 % pour l'année 2011, 8 % du 1er janvier au 30 juillet 2012, et 20 % depuis.

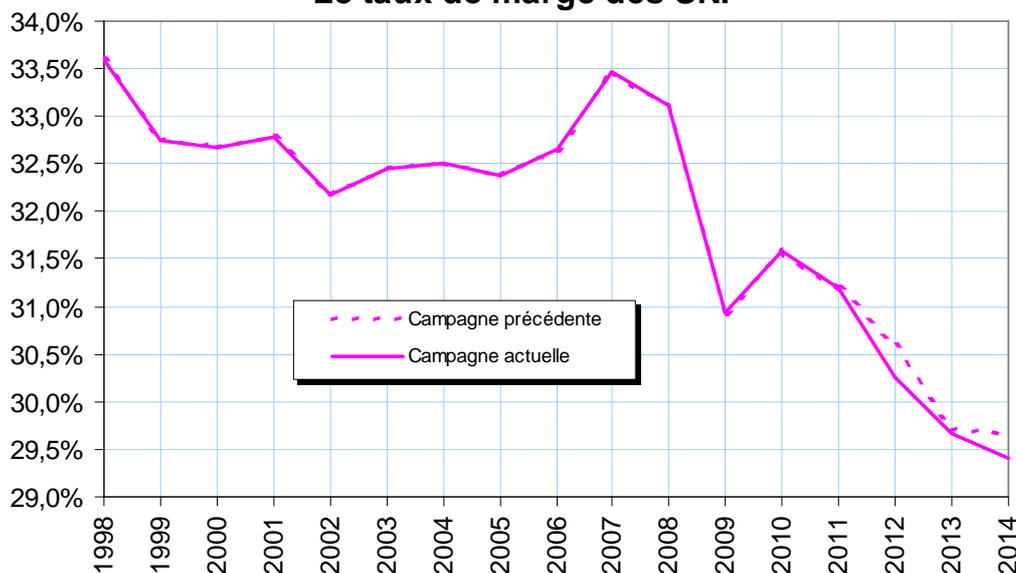
Tableau 2 : compte des sociétés non financières

	2014 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO en %)		
		2013SD	2014PROV	2013SD	2014PROV	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	1 073,6	9,1	3,3	0,9	0,3	0,4	0,3	-0,1
Rémunération des salariés	721,9	8,9	12,3	1,3	1,7	1,7	1,7	0,0
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	<i>543,9</i>	<i>5,4</i>	<i>8,5</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>0,0</i>
Impôts nets sur la production	35,9	3,7	-7,2	9,4	-16,8	-18,5	-16,8	1,7
Excédent brut d'exploitation	315,8	-3,5	-1,8	-1,1	-0,6	0,0	-0,6	-0,6
Revenus nets de la propriété versés	63,4	-10,7	-9,5	-12,8	-13,0	-3,9	-13,0	-9,1
Revenus de la propriété versés	263,4	-21,2	-6,1	-7,3	-2,2	-1,9	-2,2	-0,3
Intérêts versés	52,1	-12,4	-12,9	-16,1	-19,9	-19,2	-19,9	-0,7
Dividendes versés	206,1	-9,1	6,8	-4,4	3,4	3,1	3,4	0,3
Revenus de la propriété reçus	200,0	-10,5	3,4	-5,1	1,7	-1,2	1,7	3,0
Intérêts reçus	34,1	-4,8	-1,6	-11,9	-4,4	-12,2	-4,4	7,8
Dividendes reçus	155,7	-5,0	4,5	-3,2	3,0	2,0	3,0	1,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine	41,1	2,5	1,0	6,6	2,4	3,4	2,4	-0,9
Transferts courants versés (nets des reçus)	25,7	-0,7	0,6	-2,6	2,3	-1,6	2,3	3,9
Épargne brute	185,8	5,4	6,2	3,1	3,4	1,0	3,4	2,4
Formation brute de capital fixe	247,9	2,9	4,1	1,2	1,7	0,7	1,7	1,0
Variations de stocks (Md€)	9,0	0,9	5,7					
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	20,6	3,1	0,5					
Capacité/besoin de financement (Md€)	-50,5	7,8	-3,6					

Dans ce contexte, la baisse de l'excédent brut d'exploitation est limitée (-0,6 % après -1,1 % en 2013) et le taux de marge baisse de nouveau (-0,3 point, cf. tableau 3 et graphique 1). Il atteint ainsi 29,4 %, son plus bas niveau depuis 1985 (28,4 %).

Dans le compte provisoire, le taux de marge ressort en baisse alors qu'il se stabilisait dans les résultats détaillés du quatrième trimestre.

Le taux de marge des SNF



Parallèlement, le solde des revenus de la propriété s'améliore du fait de la poursuite de la baisse des taux d'intérêt (qui joue sur les intérêts reçus nets des versés (-11,4 Md€ entre 2013 et 2014)). A l'inverse les sociétés non financières renouent en 2014 avec le versement de dividendes, atténuant ainsi légèrement l'effet positif de la baisse des taux sur le solde des revenus de la propriété. Au total, ce dernier s'améliore en 2014 de 9,4 Md€ (après +10,7 Md€ en 2013, la baisse des taux agissant également).

Lors d'un compte provisoire, les informations disponibles sur les revenus de la propriété se limitent à celles de la balances des paiements, fragiles, et celles portant sur les institutions financières. Les

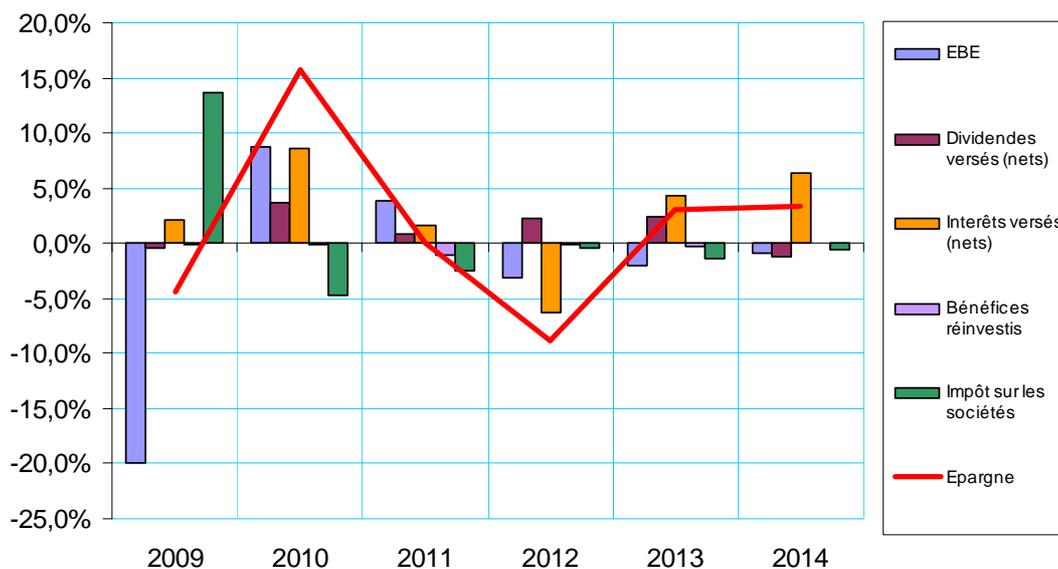
revenus de la propriété des SNF sont obtenus par solde en recherchant une cohérence temporelle et inter-secteurs institutionnels (notamment en termes de rendements financiers associés à chaque actif). Pour le compte provisoire, la balance des paiements indique une baisse importante des intérêts reçus par le reste du monde et une augmentation des dividendes à la fois reçus et versés. Ces évolutions sont cohérentes avec les données des sociétés financières sur les flux d'intérêts reçus et versés.

La prise en compte de l'ensemble de ces informations conduit à améliorer de 6,8 Md€ le solde des revenus de la propriété de 2014 par rapport aux résultats détaillés du quatrième trimestre.

L'impôt sur les sociétés progresse de 2,4 %, après +6,6 % en 2013.

Dans ce contexte, l'épargne continue de s'améliorer (+3,4 % en 2014 après +3,1 % en 2013). En 2014, l'épargne des SNF est portée par le solde des intérêts, les SNF bénéficiant de la baisse des taux d'intérêt (cf. graphique 2).

Graphique 2 - Contributions à l'évolution de l'épargne des SNF



Parallèlement, l'investissement s'accélère en 2014 (+1,7 % après +1,2 % en données brutes), alors qu'il n'augmentait que légèrement dans les résultats détaillés du quatrième trimestre 2014 (+0,7 % en données cjo). Le taux d'investissement se redresse ainsi de 0,3 point par rapport à 2013, pour atteindre 23,1 % (graphique 3).

Quant aux variations de stocks des sociétés non financières, relativement atones en 2013 (+0,9 Md€), elles sont positives en 2014 (+5,7 Md€).

Le taux d'investissement des SNF



L'épargne étant plus dynamique en 2014 que l'investissement, le taux d'autofinancement croît de nouveau (+1,3 point en 2014 après +1,4 point), pour atteindre 74,9 % (cf. graphique 4).

Le taux d'autofinancement des SNF



Tableau 3 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2014 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2013SD	2014PROV	RD-T4	PROV	révision
Taux de marge des SNF : EBE / VA	29,4	-0,6	-0,3	-0,1	-0,3	-0,1
Taux d'investissement : FBCF / VA	23,1	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	74,9	1,4	1,3	0,2	1,2	1,0

Les intermédiaires financiers bénéficient de la baisse des taux interbancaires, les assureurs en pâtissent

En 2014, la VA des sociétés financières (SF) est stable (+0,1 %, cf. tableau 4) après avoir augmentée en 2013. Cette stabilité masque des situations opposées : alors que la VA des intermédiaires financiers continue d'augmenter (+6,4 % après +6,0 %), celle des assurances plonge fortement (-27,4 %, après +17,5 %). L'épargne des sociétés financières reste orientée à la baisse (-11,7 % après - 34,8 % en 2013). L'amende acquittée par BNP Parisbas en 2014 pèse fortement. En comptabilité nationale l'amende de 6,6 Md€ est comptabilisée pour 4,2 Md€ en opération non financière, le reste ayant été payé par BNP Parisbas Suisse et réglé, entre la France et la Suisse par une opération financière.

Tableau 4 : comptes des sociétés financières

	2014 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %		
		2013SD	2014PROV	2013SD	2014PROV	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	94,0	6,3	0,1	7,2	0,1	7,5	0,1	-7,4
Institutions financières	70,1	3,7	4,2	6,0	6,4			
Assurances	12,5	2,6	-4,7	17,5	-27,4			
Auxiliaires financiers	11,4	0,0	0,6	0,1	5,6			
Rémunération des salariés	51,6	0,2	0,3	0,4	0,6	1,8	0,6	-1,1
Revenus de la propriété versés	229,5	-19,3	-10,5	-7,4	-4,4	-8,6	-4,4	4,2
Intérêts versés	128,1	-20,8	-8,2	-13,2	-6,0	-12,4	-6,0	6,4
Dividendes versés	25,9	1,5	0,5	6,3	1,8	-6,7	1,8	8,5
Rev. de la prop. attribués aux assurés	75,0	-0,1	-2,8	-0,1	-3,5	-2,2	-3,5	-1,3
Revenus de la propriété reçus	232,1	-34,7	-12,0	-12,5	-4,9	-10,9	-4,9	6,0
Intérêts reçus	168,2	-32,6	-14,8	-15,1	-8,1	-14,5	-8,1	6,3
Dividendes reçus	43,4	-1,0	2,0	-2,4	4,9	2,0	4,9	2,9
Impôts sur le revenu et le patrimoine	14,3	1,6	-2,0	10,9	-12,3	-15,4	-12,3	3,1
Primes nettes d'assurance dommage	68,4	4,0	2,3	6,5	3,5	1,2	3,5	2,4
Indemnités d'assurance dommage	68,3	4,5	1,4	7,2	2,1	1,1	2,1	1,0
Prestations sociales versées	30,5	0,3	0,7	1,2	2,3	3,4	2,3	-1,1
Épargne brute	19,3	-11,6	-2,5	-34,8	-11,7	10,4	-11,7	-22,1
Formation brute de capital fixe	16,1	-2,7	0,7	-15,2	4,8	-1,7	4,7	6,4
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	2,0	-0,8	1,0					
Capacité de financement (Md€)	5,0	-9,6	-2,2					

Assurances

Lors du compte provisoire, seules certaines informations publiées par la fédération française des (FFSA) sont disponibles pour évaluer l'activité des assureurs. Elles ne couvrent pas de manière exhaustive le champ des assurances et ne permettent pas de reconstituer la totalité des éléments des comptes. Ainsi par exemple, l'activité des auxiliaires financiers n'est pas prise en considération et, dans le cas de l'assurance-vie, toutes les informations nécessaires au calcul de la production ne sont pas disponibles.

Assurance-vie

La production de l'assurance-vie correspond au montant des cotisations reçues nettes des prestations versées, auquel est retranché celui des variations de provisions, puis ajouté le montant perçu au titre des revenus des placements.

En 2014, La baisse générale des taux de rendements des principaux instruments d'épargne financière des ménages a permis à l'assurance-vie d'enregistrer une collecte nette positive (+8 % sur les cotisations par rapport à 2013 et -1 % sur les prestations et rachats). Ce bon résultat sur le volume d'assurance-vie a été tiré par les rendements attractifs des contrats en unité de compte. Cependant, l'appel à la prudence de la Banque de France et de l'ACPR a incité les sociétés d'assurance-vie à provisionner une part importante de leurs bénéfices financiers, au lieu de les reverser directement aux assurés. Et ceci a eu pour conséquence de peser très fortement sur les marges des assureurs-vie en 2014 et sur les revenus distribués aux assurés qui baissent de près de 4 Md€ en 2014. Notons que spontanément la VA des assureurs-vie baisse plus fortement que ce qui a été *in fine* mis dans le compte provisoire 2014 (de l'ordre de 40 % de baisse). Compte tenu de la variabilité de la VA du secteur, induite par les variations de prix sur les marchés financiers et

obligataires, et du peu d'information disponible à ce stade, il a semblé raisonnable d'atténuer cette forte baisse en 2014.

Assurance-dommages

Les cotisations d'assurance-dommages augmentent de 2,2 % en 2014 sur l'ensemble du marché alors que les indemnités attendues par les assureurs ont progressé davantage (+ 3,9 %) : la production de services d'assurance-dommages est donc stable en 2014. Les primes au titre des risques liés à l'habitation augmentent de 4 %, comme en 2013. La croissance des cotisations au titre de l'assurance automobile en 2014 est de 2 %, mais reste limitée : avec la perspective d'une intensification de la concurrence liée à l'entrée en vigueur en 2015 de la loi Hamon (qui assouplit les procédures de résiliation des contrats d'assurance), les assureurs s'efforcent de fidéliser leur clientèle en évitant les hausses de prix.

Sociétés d'assurance en général

Les consommations intermédiaires des sociétés d'assurance, pour l'essentiel des commissions de courtage et de réassurance, sont en hausse de 6 %. Au total, la valeur ajoutée dégagée par les sociétés d'assurance diminue de près de 5 milliards d'euros. Les salaires et cotisations sociales versées augmentent légèrement (+ 0,5 %). En lien avec la baisse des taux d'intérêt sur les marchés financiers, les intérêts reçus par les assureurs, essentiellement des intérêts d'obligations souveraines, reculent en 2014 (- 4,6 %). Ce recul n'est que très partiellement compensé par le rebond (+ 4,5 %) des revenus tirés des fonds d'investissement (y compris les bénéfices réinvestis dans ces fonds), qui bénéficient du dynamisme des marchés d'actions. Comme évoqué plus haut, les revenus de la propriété attribués aux assurés accusent une forte baisse (- 7,4 %). Au final, le secteur de l'assurance creuse son besoin de financement de 1,8 milliard d'euros : ce dernier atteint désormais 4,6 milliards d'euros.

Institutions financières

Le compte provisoire des institutions financières est établi à partir des informations transmises par la Banque de France, qui dispose de données comptables portant sur une grande partie du champ, à l'exception toutefois de certaines unités, notamment au sein des OPCVM.

La baisse du taux directeur de la BCE de 20 points de base en 2014 a une nouvelle fois eu des effets importants sur les montants d'intérêts reçus et versés par les banques. En 2014, les intérêts reçus¹⁹ par ce secteur ont diminué de 7,6 milliards d'euros, après - 24,9 milliards d'euros en 2013 pour une baisse du taux directeur de la BCE de 50 points de base. Les intérêts versés ont eux reculé de 5,8 milliards d'euros après - 17,1 milliards d'euros en 2013. Toutefois, le dynamisme des marchés d'actions permet aussi aux intermédiaires financiers de redresser leur solde de revenus primaires de 1,7 milliard d'euros en 2014, après être passé de 43,5 milliards d'euros en 2009 à 31,5 milliards d'euros en 2013.

Le calcul des Sifim²⁰, s'il n'a pas d'impact sur le solde des revenus primaires des intermédiaires financiers, conduit toutefois à réintégrer dans la valeur ajoutée des banques la fraction des marges sur les intérêts qui s'apparente à une production. Or, à niveau donné des taux des crédits ou des dépôts proposés aux clients des banques, une baisse du taux de refinancement entraîne une hausse de la marge de taux des banques sur les crédits et une baisse de cette marge sur les dépôts. En pratique, la marge des banques sur les crédits a augmenté en 2014 de 17 points de base, tandis que la marge sur les dépôts a diminué de 11 points ; les Sifim sur crédits ont donc augmenté de 5,1 milliards d'euros en 2014, et les Sifim sur les dépôts diminué de 1,8 milliards d'euros. Les Sifim contribuent donc à relever la valeur ajoutée des intermédiaires financiers de 3,3 milliards d'euros en 2014. Pour la troisième année de suite, c'est donc la production de Sifim qui contribue à l'essentiel de la hausse de la valeur ajoutée des intermédiaires financiers, laquelle progresse en 2014 de 4,2 milliards euros une fois prise en compte la production explicitement facturée à la clientèle des établissements. Le secteur est par ailleurs marqué par le paiement d'une pénalité de BNP Paribas aux États-Unis : un transfert de 4,2 milliards d'euros de la France vers le

¹⁹ Hors correction Sifim

²⁰ Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

reste du monde dégrade ainsi la capacité de financement des intermédiaires financiers qui s'établit fin 2014 à 7,4 milliards d'euros, contre 9,6 milliards d'euros fin 2013.

Le pouvoir d'achat du RDB des ménages se redresse

En 2014, le revenu disponible brut des ménages accélère (+1,1 % après +0,7 %, cf. tableau 5).

Tableau 5 : compte des ménages

	2014 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %		
		2013SD	2014PROV	2013SD	2014PROV	RD-T4	PROV	révision
Revenus d'activité nets (1)	805,4	2,8	8,2	0,4	1,0	1,0	1,0	0,0
Revenu mixte	89,7	-0,9	-1,1	-1,0	-1,2	-1,8	-1,2	0,6
Salaires reçus	715,7	3,7	9,3	0,5	1,3	1,4	1,3	0,0
Revenus du patrimoine (2)	282,2	4,6	-1,3	1,6	-0,4	1,7	-0,4	-2,2
EBE des ménages purs	171,7	1,4	1,3	0,8	0,7	1,2	0,7	-0,4
Revenus de la propriété reçus	127,4	-1,7	-5,9	-1,2	-4,5	-1,0	-4,5	-3,4
Revenus de la propriété versés	16,9	-4,9	-3,4	-19,4	-16,8	-20,4	-16,8	3,6
Cotisations sociales des salariés et non salariés	148,1	5,8	4,4	4,2	3,0	3,0	3,0	0,0
Cotisations sociales APU	119,7	5,5	3,6	5,0	3,1	3,1	3,1	0,0
Cotisations sociales hors APU	28,4	0,3	0,8	1,3	1,7	2,6	1,7	-0,9
Prestations sociales en espèces reçues (3)	468,3	12,5	10,7	2,8	2,3	2,3	2,3	0,0
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	210,8	8,6	2,8	4,3	1,4	1,4	1,4	-0,1
Impôts sur le revenu	187,4	8,5	1,7	4,8	0,9	1,0	0,9	-0,1
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	-2,9	-2,1	-0,2					0,0
Revenu disponible brut	1 342,3	9,3	14,7	0,7	1,1	1,6	1,1	-0,5
Dépense de consommation finale	1 139,0	13,0	6,3	1,2	0,6	1,0	0,6	-0,5
Transferts sociaux en nature reçus	377,8	7,4	7,8	2,1	2,1	2,1	2,1	0,0
Transferts sociaux en nature marchands	128,0	2,9	3,5	2,4	2,8			
Transferts sociaux en nature non-marchands	249,8	4,5	4,4	1,9	1,8			
Consommation finale effective	1 516,8	20,5	14,1	1,4	0,9	1,3	1,0	-0,3
Épargne brute	203,3	-3,8	8,4	-1,9	4,3	4,5	4,1	-0,4
Formation brute de capital fixe	115,4	-1,8	-4,2	-1,5	-3,5	-3,9	-3,5	0,4
EI	10,2	-0,2	0,1	-2,3	1,1	0,5	1,1	0,6
ménages purs	105,2	-1,5	-4,3	-1,4	-3,9	-4,3	-3,9	0,4
Capacité de financement (en Md€)	81,8	-3,3	11,2					

$$\text{RDB} = (1) + (2) + (3) - (4) + (5)$$

Cette accélération de 1,1 point se décompose comme suit (cf. graphique 5) :

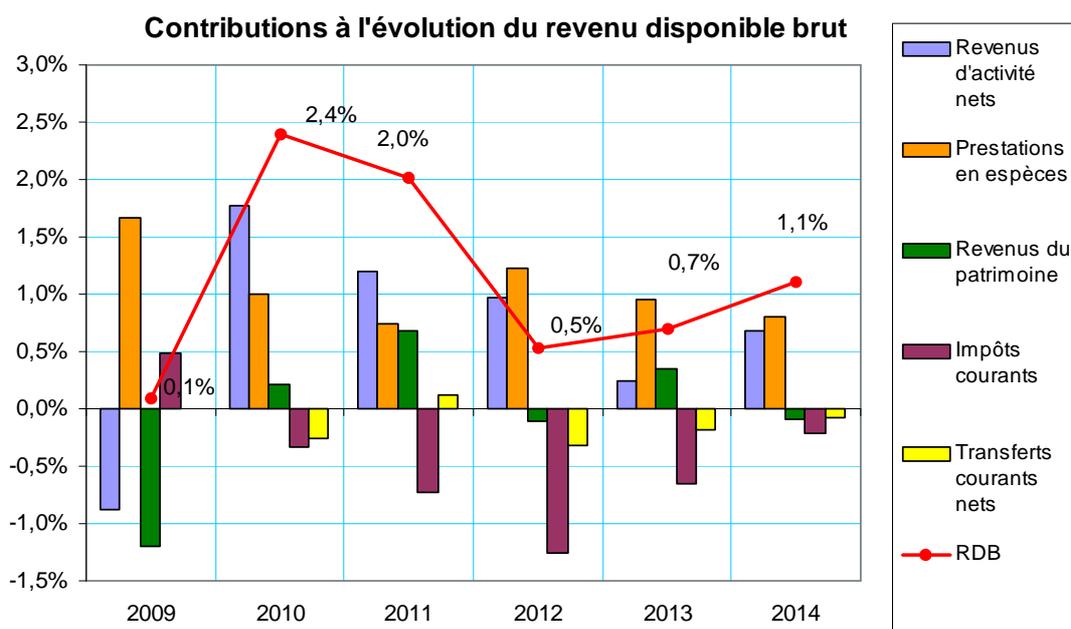
- Les revenus nets d'activité y contribuent pour +0,7 point.
Les salaires et traitements bruts accélèrent (+1,6 % après +1 %), en lien avec ceux versés par les sociétés non financières.
Les cotisations salariales restent sur un rythme proche de celle de 2013 (respectivement +2,3 % et +2,2 %), en lien avec la croissance de l'assiette.
Par ailleurs, le revenu mixte des entrepreneurs individuels reste orienté à la baisse (-1,1 % en 2014 après -0,9 %).
- Les revenus du patrimoine y contribuent pour -0,1 point.
Par rapport à 2013, l'évolution du solde des revenus du patrimoine s'explique par la dégradation des revenus de la propriété attribués aux assurés (-3,8 Md€, après +2 Md€ en 201), en lien avec la chute des rendements de l'assurance vie.
- Les impôts courants y contribuent pour -0,2 point. En particulier, l'impôt sur le revenu progresse de +0,9 %, contre +4,8 % en 2013. Il s'agit d'un retour à la normal après les années 2012 et 2013 marquées par la mise en place d'un certain nombre de mesures nouvelles.

Les prestations en espèces ralentissent (+ 2,3 % après +2,8 %) mais contribuent toujours à la hausse du RDB pour +0,8 point. Les prestations d'assurance chômage de l'Unédic augmentent moins rapidement qu'en 2013 (+ 1,9 % contre + 5,7 %) du fait d'une conjoncture du marché du travail moins dégradée. Les prestations versées par la branche vieillesse décèlent également en raison du gel des pensions de base et complémentaires. Les prestations de la branche

famille, peu revalorisées du fait de la faible inflation, ralentissent également. À l'inverse, d'autres prestations restent dynamiques, comme l'allocation adulte handicapé, le revenu de solidarité active ou encore les bourses étudiantes.

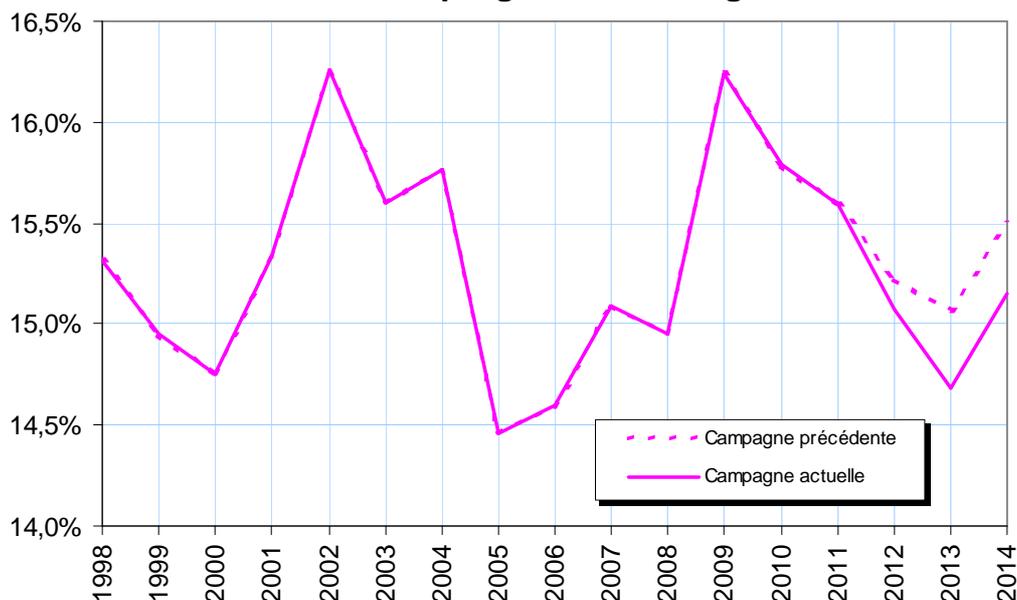
De façon plus marginale, les autres transferts courants nets (reçus moins versés) y contribuent pour -0,1 point, alors qu'ils contribuaient à hauteur de -0,2 point en 2013. Les transferts courants reçus augmentent en effet sensiblement au même rythme que les transferts versés (respectivement +0,7 % et +0,8 %) alors qu'en 2013 les transferts reçus baissaient fortement (-1,3 %). Ce phénomène est le reflet de ce qu'indiquent les données de la BdP sur les transferts avec le reste du monde.

Par rapport aux résultats détaillés du quatrième trimestre 2014, l'évolution du RDB est revue de 0,5 point à la baisse. La révision est entièrement expliquée par la baisse des revenus de la propriété attribués aux assurés, en lien avec la chute de l'assurance vie.



Alors que le RDB augmente de 1,1 %, les dépenses de consommation des ménages s'accroissent de 0,6 %. Il en résulte une hausse du taux d'épargne de 0,5 point, identique à celle des résultats détaillés du quatrième trimestre. Le taux d'épargne atteint ainsi 15,1 %.

Le taux d'épargne des ménages



Les prestations sociales en nature continuent de progresser (+2,1 %, comme en 2013) : l'accélération de la partie marchande (+2,8 % après +2,4 %), liée notamment aux remboursements de médicaments (en particulier l'arrivée sur le marché du Sovaldi), est compensée par la décélération des dépenses non marchandes (santé, éducation).

La FBCF des ménages continue son repli (-3,5 % après -1,5 %). Au total, le taux d'épargne financière augmente légèrement plus que le taux d'épargne (+0,8 point) pour atteindre 6,1 %.

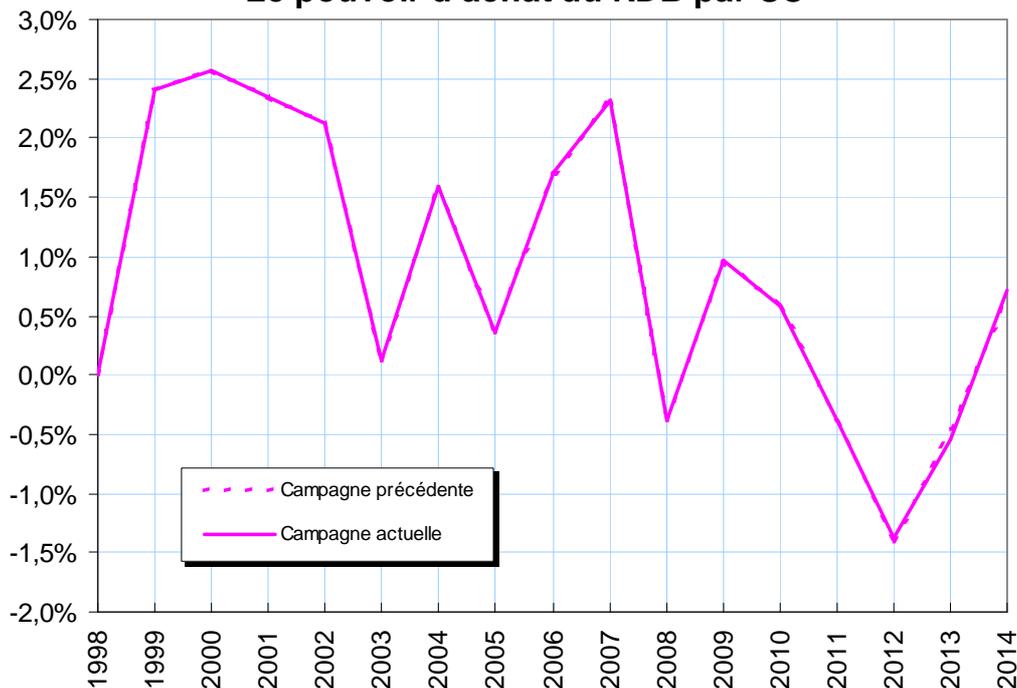
Tableau 6 : principaux ratios du compte des ménages

	2014 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2013SD	2014PROV	RD-T4	PROV	révision
Taux d'épargne (En %)	15,1	-0,4	0,5	0,4	0,4	0,0
Taux d'épargne financière (En %)	6,1	-0,3	0,8	0,9	0,8	-0,1
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	1,1	-0,1	1,1	1,1	1,1	0,1
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	0,7	-0,5	0,7	0,7	0,7	0,1

Par ailleurs, le déflateur de la consommation des ménages est parfaitement stable (+0,0 % après +0,8 % en 2013), de sorte que le pouvoir d'achat du RDB progresse comme le RDB, de +1,1 %. Par unité de consommation, le rebond est un peu plus modéré puisqu'il atteint +0,7 % en 2014, mais il s'agit du premier résultat positif depuis 3 ans.

En 2014, le pouvoir d'achat du RDB est très peu révisé (+0,1 point) par rapport aux résultats détaillés du quatrième trimestre 2014, la révision à la baisse du RDB étant très largement compensé par une révision à la baisse du prix de la consommation des ménages.

Le pouvoir d'achat du RDB par UC



Le déficit des administrations publiques est inchangé par rapport à la notification de mars (-4,0 % du PIB)

Le déficit est identique à celui notifié fin mars 2015 (cf. tableau 7). Exprimé en points de PIB, il atteint 4,0 %, ce qui constitue une amélioration de 0,1 point par rapport à l'année 2011. La dette exprimée en points de PIB est revue à la hausse de 0,6 point, à 95,6 % en lien avec la révision à la baisse du PIB en valeur.

Du fait de la modification du PIB, le taux de prélèvements obligatoires en points de PIB est légèrement revu (il atteint 44,9 %, alors qu'il était à 44,7 % lors de notification), de même que les taux de recettes et de dépenses qui sont revus de +0,3 point (respectivement à 53,5 % et 57,5 %).

Tableau 7 : ratios et soldes des administrations publiques

	2014 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2013SD	2014PROV	RD-T4	PROV	révision
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-84,8	14,1	1,6	1,6	1,6	0,0
Administrations publiques centrales (Md€)	-71,8	15,5	3,1			
Administrations publiques locales (Md€)	-4,5	-5,0	4,1			
Administrations de sécurité sociale (Md€)	-8,5	3,6	0,7			

	2014 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2013SD	2014PROV	RD-T4	PROV	révision
Taux de PO (en %) hors effets crédit d'impôt	44,9	0,9	0,2			
Déficit / PIB (en %)	-4,0	0,7	0,1	0,1	0,1	0,0

Le solde public pour 2014 s'établit à -84,8 Md€, soit -4,0 % du PIB, contre -4,1 % du PIB en 2013. En part de PIB, les recettes progressent de 52,9 % à 53,5 % du PIB, plus vite que les dépenses, qui passent de 57,0 % à 57,5 % du PIB. Le taux de prélèvements obligatoires augmente très légèrement de 0,2 point en 2014 à 44,9 % du PIB, en partie du fait de nouvelles mesures fiscales et sociales, comme la hausse des taux de TVA, compensées partiellement par le CICE.

La réduction du déficit des administrations publiques en 2014 est essentiellement imputable aux collectivités locales (+4,1 Md€) et, dans une moindre mesure, aux administrations de sécurité sociale (+0,7 Md€). Le déficit des administrations centrales se creuse lui de -3,1 Md€.

Le besoin de financement de la nation est légèrement amoindri

Par rapport à 2013, le solde des échanges extérieurs est stable (+0,1 Md€, à -38,2 Md€). Il est légèrement dégradé par rapport aux résultats détaillés du T4 du fait de la prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et le calage sur les données annuelles de la BdP. (-3,5 Md€ en données cjo, cf. tableau 8), du fait essentiellement d'une révision à la baisse des exportations (-3,9 Md€).

Entre 2013 et 2014, le solde des opérations de répartition s'améliore de +6,9 Md€, pour atteindre -9,6 Md€, du fait essentiellement d'une nette amélioration du solde des intérêts (+6,4 Md€) et, dans une moindre mesure, de celui des dividendes (+1,2 Md€).

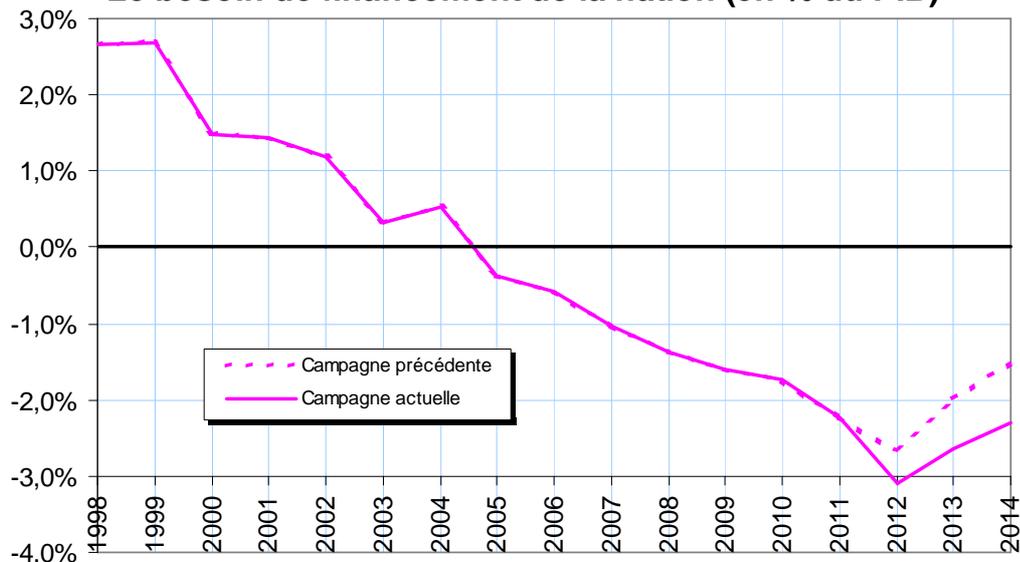
Par rapport aux résultats détaillés du T4, le solde des opérations de répartition est revu à la hausse (+2,4 Md€) principalement du fait d'une révision de +6,7 Md€ sur le solde des revenus de la propriété et, en sens inverse, d'une révision à la baisse des transferts courants (-4,7 Md€).

Au total, le besoin de financement de la nation atteint -48,9 Md€ en données brutes (soit -2,3 % de PIB, après -2,6 % en 2013). Par rapport aux résultats détaillés du quatrième trimestre 2014, il se redresse ainsi de manière moins prononcée entre 2013 et 2014 (+6,3 Md€ contre +7,4 Md€ précédemment en données cjo).

Tableau 8 : quelques éléments issus du compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2014 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %		
		2013SD	2014PROV	2013SD	2014PROV	RD-T4	PROV	révision
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-39,2	5,7	0,1					
Exportations	611,8	8,0	8,6	1,3	1,4	2,1	1,4	-0,7
Exportations de biens (FAB)	446,4	3,4	2,9	0,8	0,7	1,1	0,6	-0,5
Importations	651,1	2,3	8,5	0,4	1,3	1,5	1,5	-0,1
Importations de biens (FAB)	478,5	-10,0	-3,8	-2,0	-0,8	-0,5	-0,7	-0,2
Solde des opérations de répartition (Md€)	-9,6	3,0	6,9					
Rémunérations des salariés (Md€)	16,5	0,2	1,3					
Subventions nettes d'impôts (Md€)	6,2	-0,2	-0,3					
Revenus de la propriété (Md€)	19,3	3,5	8,0					
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-10,4	-0,1	0,3					
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-41,4	-3,9	-1,8					
Transferts en capital (Md€)	0,2	3,5	0,1					
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-48,9	8,7	7,0					
En % du PIB (évolution en points)	-2,3			0,5	0,3	0,4	0,3	-0,1

Le besoin de financement de la nation (en % du PIB)



En 2014, l'amointrissement du besoin de financement de la nation (+7 Md€, cf. tableau 9) provient surtout des ménages (+11,2 Md€) et, dans une moindre mesure, des administrations publiques (+1,6 Md€).

Tableau 9 : capacité / besoin de financement des secteurs institutionnels (en valeur)

	2014 en niveau	Evol en Md€	
		2013SD	2014 PROV
Sociétés non financières	-50,5	7,8	-3,6
Sociétés financières	5,0	-9,6	-2,2
Administrations publiques	-84,8	14,1	1,6
Ménages	81,8	-3,3	11,2
ISBLSM	-0,3	-0,2	-0,1
Besoin de financement de la Nation	-48,9	8,7	7,0